

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE
(ÉTUDE HISTORIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mardi 18 Décembre 1900, à 2 heures 1/2

PAR

Pierre LEMANT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA COUR DE CASSATION

Président : M. SALEILLES.

Suffragants : { MM. ESMEIN,
LE POITTEVIN, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier 13

1900

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE
(ÉTUDE HISTORIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 18 Décembre 1900, à 2 heures 1/2

PAR

Pierre LEMANT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA COUR DE CASSATION

Président : M. SALEILLES.

*Suffragants : { MM. ESMEIN,
LE POITTEVIN, } professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier 13

1900



DE LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE

(ÉTUDE HISTORIQUE)

INTRODUCTION

« Quand l'innocence des citoyens n'est pas assurée, la liberté ne l'est pas non plus », a dit Montesquieu.

L'homme n'est jamais à l'abri du soupçon : le hasard ou la calomnie le font naître ; il grandit, s'il ne se heurte à une impossibilité, il se répand de bouche en bouche ; la justice l'accueille, le transforme en une accusation ; l'homme est arrêté : son honneur, sa liberté, sa vie sont en danger — il faut qu'il se défende. Dans cette lutte contre la Société qui l'accuse, devant cette Justice inexorable, dont l'appareil solennel l'effraie, il va désespérément faire appel à tout ce qui peut le sauver. Que deviendra-t-il si sa voix est étouffée ? Que deviendra-t-il s'il parle devant des juges qui ne veulent pas entendre ?

Si l'accusé ne peut se défendre en toute liberté, autant vaut pour lui ne pas se défendre : peu importe qu'il n'ait pas de baillon sur la bouche, si sa voix ne porte pas. La défense doit être libre ou elle n'est pas, elle doit être entière et le moindre obstacle l'arrête. Elle pro-

tège l'homme du jour où l'accusation prend naissance jusqu'à l'heure où la Justice va statuer sur son sort : grâce à elle, l'accusé pourra connaître toutes les charges qui pèsent sur lui, les discuter librement, entendre et contredire tous les témoignages, avec l'aide d'un défenseur habile et éloquent, en un mot répondre à toutes les allégations avant de comparaître devant son juge naturel. Là, devant lui, devant l'opinion publique qui juge aussi, plus que jamais la défense a besoin de liberté : pour la dernière fois elle va se faire entendre ; quand elle aura terminé, le juge n'aura plus qu'à statuer, ne prenant conseil que de sa conscience, de la justice et de la vérité.

Si l'on supprime une de ces garanties, quelle qu'elle soit, la défense disparaît : qu'on laisse ignorer à l'accusé les pièces qui l'accusent ou les témoins qui l'accablent, qu'on lui enlève son défenseur ou qu'on le fasse juger en secret par des juges choisis, qu'on lui ferme la bouche — toujours la liberté aura été étouffée. Ne disons pas avec Pierre Ayrault : « Dénier la défense, c'est un crime ; la donner, mais non pas libre, c'est tyrannie ! » Dans un cas comme dans l'autre, il y a crime, mais en donnant d'une main ce que l'on retire de l'autre, on aura aggravé d'hypocrisie et de sacrilège ce crime que l'on voulait voiler sous le masque solennel d'une comédie judiciaire... Sous quelque prétexte qu'il ait été commis, ce crime est un crime — les prétextes n'ont pas manqué : l'histoire en est remplie.

Pendant des siècles de barbarie, l'homme n'a connu qu'un droit : celui du plus fort ; il n'a compté, pour assurer le respect de son individualité et de ses libertés, que sur la solidité de son bras et la trempe de ses armes ; seul juge en sa propre cause, il a répondu à l'offense par l'offense, au meurtre par le meurtre. Peu à peu, les mœurs se sont adoucies, les sentiments nouveaux d'humanité, de fraternité ont pénétré dans les cœurs : au système de la vengeance privée s'est substitué celui de la répression au nom de la société et c'est aux sages de la tribu ou de la nation qu'on a confié cette mission. Des hommes ont reçu le pouvoir redoutable de juger leurs semblables : devant eux désormais vont comparaître les accusateurs et les accusés ; ils vont écouter la plainte ; avant de condamner, ils diront à l'accusé : « Tu as entendu, tu sais de quel crime on t'accuse ; si tu es innocent, défends-toi devant nous, devant tous. »

Des cerveaux primitifs avaient pu ignorer l'idée de justice — des esprits civilisés vont sans cesse essayer, non pas de la détruire, car ils se heurteraient en vain à un principe indestructible, mais de la déformer, d'en faire un mot dépourvu de sens en lui enlevant son corollaire indispensable, la liberté de la défense, « cette garantie de toutes les libertés, a dit Philippe Dupin, « puisque toutes peuvent être attaquées et doivent être défendues ». Sur son chemin elle rencontrera tant d'obstacles, elle se heurtera à tant d'adversaires que

sa marche ne sera qu'un perpétuel *itus et reditus* : aujourd'hui respectée, prônée, admirée, demain cette liberté sera honnie, chassée ; elle réparaitra pour s'éteindre de nouveau jusqu'au jour où elle ressuscitera plus éclatante que jamais, lumière qu'un souffle semble pouvoir éteindre, mais qui se rallume toujours.

Cette idée que l'homme ne doit pas être jugé sans avoir le droit de se défendre librement, elle existe, insuffisamment comprise sans doute et naïvement appliquée, chez les peuples anciens, dès qu'ils sont sortis de la barbarie. — Devant la justice théocratique des Hébreux, l'accusé comparait, assisté des conseils des sages de la nation ; interrogé publiquement, il ne peut être condamné sans qu'il soit entendu (1) ; l'arrêt des prêtres est soumis à l'approbation du peuple et, s'il y a condamnation, un héraut précède dans sa marche au supplice et invite la foule à justifier, si elle le peut, celui qui va expier son crime. — A Athènes il en est de même : l'accusé comparait libre, assisté d'un défenseur et escorté de ses témoins, devant l'Aréopage aux formes mystérieuses, jugeant la nuit, en plein air, comme devant l'Héliée, devant cette justice démocratique « personnifiant la République avec ses passions, son « inconstance, sa turbulence (2) », mais en face de laquelle « aucune tyrannie, aucun privilège ne pouvait

(1) « Numquid lex nostra judicat hominem, nisi prius audierit ab ipso et cognoverit quid faciat. » (Nicodemus ap. sanctum Joannem.)

(2) Du Boys, *Histoire du droit criminel des peuples anciens*.

« s'élever et où les droits de tous étaient garantis par « tous (1) ». Avant d'être condamné, l'accusé devait être entendu, sinon, disait Aristide, il n'y aurait pas justice mais violence (2). — Dans l'ancienne Rome, le droit de défense existe devant le peuple réuni en comices comme devant les *quæstores* : défenseurs et apologistes sont entendus par les *quæstores perpetuæ* et le préteur, n'admettant pas que les accusés comparaissent seuls, inscrit dans son édit : « *Si non habebunt advocatum, ego dabo.* »

Sans doute la justice Athénienne, « nécessairement subordonnée aux intérêts et aux passions populaires », condamne Socrate, Anaxagore et Phocion ; sans doute, à Rome, la sentence des questeurs est souvent subordonnée à l'intérêt public et à la raison d'État et le procès de Coriolan montre que le peuple, érigé en tribunal peut rendre une justice « contraire à la liberté, tout en ayant les apparences de la liberté (3) ». Ne prenons pas ces juridictions comme modèles, mais constatons seulement qu'elles ont voulu la publicité dans la défense comme dans l'accusation, et qu'elles ont épargné aux citoyens l'horreur de l'instruction occulte et de la torture (4).

(1) Fustel de Coulanges, *L'organisation de la justice dans l'antiquité et les temps modernes*.

(2) Dupin aîné, *De la libre défense des accusés*.

(3) Fustel de Coulanges, *L'organisation de la justice dans l'antiquité et les temps modernes*.

(4) A Rome comme à Athènes, pendant longtemps les esclaves seuls sont soumis à la torture.

Garanties insuffisantes, et qui pourtant vont disparaître comme autant d'entraves à la toute puissance, au despotisme des empereurs romains !

Bientôt la justice disparaît : elle devient un instrument de gouvernement, une arme aux mains des princes. C'est par des tribunaux extraordinaires, composés de juges dociles à ses ordres, que Tibère fait juger ceux dont il veut se défaire, et cette hypocrisie légale disparaît même avec Caligula qui fait, non plus juger, mais exécuter ses adversaires ; c'est par des délateurs payés que Claude fait accuser ceux qu'il veut perdre du crime vague de lèse-majesté, dont la seule accusation équivaut à une condamnation. Soit que l'empereur évoque les procès devant lui, soit qu'il confie à un sénat docile le soin de condamner, toutes les garanties disparaissent pour l'accusé qui, « resté sans appui, peut encore implorer la pitié, mais non espérer la justice (1) ». En vain de sages empereurs, tels que Titus et Constantin, veulent enrayer le mal, leurs successeurs reprennent l'œuvre de destruction un instant suspendue : la défense est devenue muette, l'arbitraire règne dans l'organisation de la justice comme dans l'application des peines. la torture est appliquée aux citoyens comme aux esclaves, et le secret envahit la procédure ; désormais le citoyen romain, soumis aux caprices du prince, ne connaîtra la gravité du crime dont on l'accuse que par la

(1) Du Boys, op. cit.

peine dont il sera frappé. — Le despotisme impérial a chassé la Justice de l'empire romain.

Elle reparait avec les invasions germanes : l'ignorance des tribus primitives du Nord va réagir contre la barbarie savante des Romains dégénérés. Etonnés de cette civilisation qu'ils ignoraient, les Germains vont lui emprunter ce qu'ils admirent, mais ils vont faire disparaître ce qui les effraie (1) : à la procédure secrète des justices romaines, ils vont substituer la publicité de leurs assemblées, au jugement par des juges soumis ils vont faire succéder l'arbitrage des chefs de famille. Justice bien insuffisante que celle de ces assemblées populaires ou *malls*, devant lesquels la victime ne pourra réclamer qu'une réparation pécuniaire de l'offense ou du crime, justice qui n'est souvent, à vrai dire « qu'une absence de justice (2) ». La répression est fréquemment désarmée, le coupable n'est atteint ni dans sa personne ni dans sa considération — mais l'accusé retrouve des garanties : entre lui et l'accusateur c'est une

(1) Du Boys, *Histoire du droit criminel chez les peuples modernes* : « La procédure a des rapports encore plus intimes avec la constitution des peuples qu'avec leur civilisation. En effet les mœurs d'une société qui repousseraient des pénalités atroces, peuvent supporter la procédure secrète et toutes les conséquences qui en résultent. Là où il y a absence de garanties pour la liberté politique, il est tout naturel qu'il y ait absence de garanties pour la liberté civile. C'est un parallélisme qui ne saurait choquer les esprits. »

(2) Fustel de Coulanges, op. cit.

lutte égale qui se livre devant un tribunal d'hommes libres ; tout se passe publiquement et loyalement, les témoins sont entendus devant tous et peuvent être discutés par tous, le serment constitue la preuve par excellence — le droit de défense est sans réserve.

Sans doute la justice ne traverse pas impunément cette époque de foi naïve : les coutumes barbares des *épreuves judiciaires* et des *jugements de Dieu* portent un coup violent aux garanties données aux accusés. Mais les grands principes de publicité de l'accusation, de liberté de la défense, d'impartialité de la justice sont respectés aussi bien devant les *rachimbourgs* Mérovingiens et les *scabins* Carlovingiens que devant les hommes libres des anciens Germains. On doit déplorer les pratiques grossières que l'Église eut le tort de favoriser quelque temps, mais les erreurs involontaires et bientôt dissipées d'une religion peu éclairée sont plus excusables et moins dangereuses que les atteintes incessantes et préméditées portées aux libertés humaines par les passions terrestres.

La Féodalité substitua le jugement par les pairs au jugement des hommes libres : les cours féodales des seigneurs, les tribunaux municipaux des bourgeois et les *plaids* tenus par les maires ou prévôts, (paysans qui, assistés de paysans, en jugeaient d'autres), toutes ces juridictions assuraient aux accusés une justice in-

dépendante et souvent bienveillante, où la liberté de chacun était garantie par la liberté nécessaire à tous (1). Mais le devoir de justice était une lourde charge, la perspective du combat judiciaire effrayait les accusateurs aussi bien que les défenseurs : les cours féodales comme les cours de village furent abandonnées, et la justice royale s'empara des juridictions vacantes.

Assurer la répression en épargnant à l'accusateur les risques du duel, débarrasser la procédure de l'iniquité des jugements de Dieu, substituer au formalisme étroit un nouveau et large système de preuves, chercher par des enquêtes préalables, minutieuses et loyales, à connaître la vérité avant de faire prononcer la sentence, confier à des hommes éclairés et savants la mission de défendre et celle de juger — voilà quelle était l'œuvre splendide à laquelle aurait dû se consacrer la Monarchie française !

Elle ne comprit pas la beauté de ce rôle, elle écouta la voix des légistes qui lui rappelaient ce que fut la justice aux mains des empereurs de Rome ; elle conçut la suprématie royale comme un dogme sacré : « Ce que Dieu peut sur l'univers, le roi le peut sur son royaume, » dira Richelieu. Maître absolu de la vie de ses sujets, il est de droit leur seul juge : toute justice émane de lui, voilà le principe qui dominera tant que durera la

(1) Seul le serf était mal protégé contre l'arbitraire pouvoir de son seigneur. Voir Fustel de Coulanges, *op. cit.*

royauté. Il peut juger seul ; il peut donc, à plus forte raison, choisir et révoquer à son gré ceux auxquels il consent à déléguer ses droits, corriger leurs arrêts et casser leurs sentences — il peut juger « selon son bon plaisir », donc toute garantie qu'il accorde est une simple concession de sa souveraine bonté que le souverain pouvoir de son successeur pourra révoquer. La justice sera donc ce que sera le roi, elle variera suivant ses tendances plus ou moins absolues, suivant les conseils plus ou moins éclairés de ceux dont il s'entourera et chaque règne marquera pour elle une nouvelle phase.

L'intérêt politique sera longtemps secondé par la passion religieuse : l'Église va enseigner à la Royauté l'art de se servir de la justice. Devant les tribunaux ecclésiastiques s'introduit la *procédure inquisitoire* : par réaction contre l'impunité des crimes jusque là trop fréquente, l'usage s'établit des investigations secrètes faites d'office par le juge, des enquêtes silencieuses se matérialisant en des procès-verbaux écrits et aboutissant à des jugements sans débats. Cette inquisition de droit commun semble encore insuffisante pour lutter contre l'hérésie ; l'Église veut sans retard arrêter la propagation des principes funestes, elle veut punir le crime d'intention aussi durement que le crime de fait, elle ne veut laisser échapper aucun coupable, elle supprime toutes les règles protectrices de la liberté, toutes les garanties nécessaires à la défense : l'accusé désigné par la renommée publique aux soupçons des in-

quisiteurs va être soumis à toutes les tortures physiques et morales, au serment qui va le forcer à s'accuser lui-même ou à se parjurer, à la longue et cruelle détention qui ébranlera ses facultés intellectuelles, à la *question* enfin qui le brisera dans sa chair. La justice, entre les mains des inquisiteurs, est devenue une arme terrible contre ceux dont on suspecte les idées et les croyances.

Pendant cinq siècles, la procédure ainsi créée et perfectionnée par l'Église pour combattre les hérétiques servira la monarchie dans ses projets d'absolutisme. Approuvée par les légistes, acceptée par les États généraux et les Assemblées de notables, accueillie sans protestation par le pays tout entier qui « s'éprend avec « passion des garanties qui le mettent à l'abri des violences de la force (1) » et ne voit pas encore le danger de l'arbitraire royal, cette justice redoutable de l'inquisition devient une arme nouvelle entre les mains de la royauté. Pendant cinq siècles, les rois vont mettre en pratique le principe que d'eux seuls émane toute justice : ayant le droit de statuer eux-mêmes sur le sort de leurs sujets, ils délèguent ce droit à leurs officiers, mais ils interviennent sans cesse pour diriger le cours de cette justice déléguée, substituant aux juges établis des juges extraordinaires dont ils connaissent la soumission, évoquant enfin devant eux les procès dès qu'ils

(1) Picot, *Histoire des États généraux*.

redoutent le moindre acte d'indépendance. Au-dessus de toutes les juridictions s'élève celle du Roi : à l'ancien droit de se faire justice lui-même a succédé un pouvoir aussi arbitraire mais plus déguisé ; ses caprices prennent la forme solennelle d'arrêts en Conseil privé, mais ces arrêts, déclare le Conseil lui-même, « n'ont « d'autre juridiction que l'absolue déclaration de la volonté *particulière* du Roi ».

Subissant le contre-coup de toutes les ambitions royales et de toutes les agitations politiques, l'idée de justice, pendant la longue période de la monarchie absolue, suivra un chemin bien accidenté, elle disparaîtra dans bien des fondrières, d'où elle se relèvera souvent éclopée et boiteuse. Cependant elle avance. Parmi les premières rumeurs qui annoncent la grande tempête qui va bouleverser le monde, parmi les premiers murmures contre l'état de-choses établi, des voix se font entendre qui protestent contre la justice arbitraire, qui parlent du respect que l'on doit à la défense, des garanties qu'il faut donner à l'accusé : les philosophes sortent de leurs cabinets pour prendre en mains les intérêts de l'innocence condamnée, des magistrats proclament que leur justice est imparfaite et qu'il faut la changer. Pour abattre le vieil édifice social, on le frappe là où il est le plus défectueusement construit et il va rapidement s'effondrer.

Sous la poussée des idées philosophiques et huma-

nitaires du XVIII^e siècle, l'idée de justice se transforme : le droit de punir appartiendra désormais à la société en vertu d'un pacte social par lequel, en échange du pouvoir de les juger que les hommes lui accorderont, ils réclameront d'elles la protection de leurs libertés et la garantie de leurs droits. Le 26 août 1789 la Constituante adopte la Déclaration des Droits de l'homme, admirable programme d'un avenir nouveau de justice et d'égalité, que les lois de la Révolution vont essayer de réaliser : les juridictions anciennes se transforment et une magistrature populaire, exerçant les droits de la nation, succède aux officiers du roi et à ses commissaires ; le jury, emprunté aux lois anglaises, reparait en France, où depuis des siècles il est oublié ; le secret de l'instruction disparaît pour ainsi dire, sous les précautions dont on l'entoure, les portes du prétoire sont rouvertes au public, les défenseurs sont rappelés à la barre. — Tous les vœux sont exaucés, la Constituante et la Législative ont tenu leurs promesses ; il semble qu'une ère nouvelle va s'ouvrir. Mais l'heure n'est pas encore venue : la patrie est en danger, l'ennemi menace les frontières, de toutes parts les départements se soulèvent : le péril est extrême. Le Gouvernement Révolutionnaire, menacé à la fois par devant et par derrière, va, pour se défendre, employer tous les moyens et la justice révolutionnaire frappera les ennemis de l'intérieur tandis que les armées de la République sauveront la France de l'invasion.

Encore une fois, la Justice disparaît, en devenant un instrument au service des passions. Ce que l'Église avait fait pour perdre les hérétiques, ce que la monarchie avait fait pour imposer ses volontés absolues, les hommes de la Révolution vont le faire pour sauver la République et la liberté : « l'absolutisme populaire s'approprie sans scrupules les théories et les pratiques « de l'absolutisme royal(1). » Chose singulière ! on peut mettre en parallèle les procédés de l'Inquisition et ceux du Comité du Salut Public, on peut comparer les décisions des conciles du XIII^e siècle avec les lois de l'an II — et d'autre part on peut assimiler aux tribunaux extraordinaires de l'ancien régime, agents dociles des volontés royales, les commissions révolutionnaires, arbitrairement créées et composées pour faire régner la Terreur par toute la France, au nom du Gouvernement Révolutionnaire. Ainsi, pour arriver à leurs buts, quelque différents qu'ils soient, les passions ne peuvent employer sans cesse que les mêmes procédés, elles doivent retomber dans les mêmes fautes, pratiquer les mêmes abus, commettre les mêmes violations : la Justice, idéal éternel, est au-dessus de tous ces vains efforts.

Pour se sauver de l'anarchie, la France se rejette dans le despotisme impérial qui, comme tous les despotismes, veut « une justice gouvernementale, rendue « par des fonctionnaires hiérarchisés, délégués du sou-

(1) Taine, *La Révolution*, tome II.

« verain plutôt que de la loi (1) ». Toutes les libertés sont dangereuses aux yeux de Napoléon : les avocats sont l'objet de ses méfiances, le jury est l'objet de son antipathie. Mais des victoires éclatantes ont assuré en apparence la solidité de son trône et ce glorieux conquérant veut être un réorganisateur universel : il préside lui-même à la confection des codes, et sa haute intelligence arrête souvent les emportements de son caractère. — C'est en 1808, après de longues discussions, que le Code d'instruction criminelle est adopté : l'œuvre de la Constituante et de la Législative ne s'y retrouve pas tout entière, mais les vingt années qui séparent de 1789 — ces vingt années qui semblent un siècle — ont fait faire au progrès un pas dont la trace est désormais ineffaçable. Si les Ordonnances royales font encore sentir leur influence sur la procédure pendant la période de l'instruction préparatoire, l'instruction définitive, par contre, est maintenant dégagée de tous les voiles qui la couvraient : « Ici, tout est publicité, débats oraux, libre défense et pleine discussion ; d'un côté ce sont les traditions de l'Ordonnance de 1670, d'autre part les principes proclamés par l'Assemblée Constituante et mis en œuvre dans les lois de l'époque intermédiaire (2). »

(1) Cruppi, *Napoléon et le jury*. (Discours de rentrée de la Cour de cassation, 1896.)

(2) Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 539.

Imparfaite sans doute, l'œuvre impériale marque cependant une étape importante : désormais le progrès va marcher d'un pas plus assuré, car la base sur laquelle il s'appuie est solide. Cependant les passions politiques ne désarment pas encore : la Restauration, pour satisfaire ses vengeances, va violer toutes les garanties si péniblement conquises ; les cours prévotales de 1815 et les commissions mixtes de 1852 vont couvrir d'un semblant de légalité les décisions arbitraires des souverains. Mais ce ne sont là que des éclipses bien fugitives de cette vérité éternelle qui brille désormais. Les temps ne sont plus d'une justice soumise aux caprices d'un gouvernement. « Il s'est formé, dit Montesquieu, un tribunal indépendant de toutes les puissances et que toutes les puissances respectent : l'opinion » ; c'est devant ce tribunal que comparaissent les accusés, c'est devant lui aussi que comparaissent les juges ; devant lui se taisent les intérêts politiques, les passions religieuses, toutes ces excuses qu'on pouvait invoquer jadis pour faire admettre d'inadmissibles condamnations — une seule voix se fait entendre : celle de l'accusé qui se défend.

La Révolution Française a dissipé les voiles qui cachaient aux yeux de la nation la Justice telle qu'elle devait être et telle qu'elle n'était plus — elle a développé chez tous les hommes des sentiments de responsabilité individuelle en même temps que de solidarité humaine — elle a montré à ceux qui doivent juger

quels étaient leurs devoirs, à ceux qui doivent être jugés quels étaient leurs droits. En transformant la France monarchique, où le pouvoir absolu d'en haut était sans contrôle, où la masse d'en bas était sans volonté, en une grande association d'êtres libres, d'individualités possédant chacune une part de l'activité générale, elle a fait de chaque citoyen un défenseur des libertés qui sont le patrimoine de tous, de ces libertés qui, par leur réunion, constituent la Liberté. — Cette mission, elle s'est transmise de père en fils : l'œuvre des hommes de la Constituante, leurs enfants l'ont reprise : un siècle s'est écoulé d'efforts qui n'ont pas été inutiles et les traces du temps où la liberté était méconnue disparaissent chaque jour.

Après bien des vicissitudes, l'idée de justice occupe maintenant la place qu'elle aurait dû toujours avoir : elle plane au-dessus de toutes les vaines querelles, de toutes les compétitions de partis, de toutes les discussions de principes ou de croyances. Sous les régimes de despotisme et d'arbitraire, malgré le degré de civilisation apparente auquel ils semblaient parvenus, elle a pu être étouffée, elle a pu souvent disparaître sans que des voix indignées s'élèvent pour la défendre — sous un régime de liberté, elle devient inviolable et sacrée comme la liberté elle-même et le peuple qui laisserait aujourd'hui, sans protester, violer la Justice serait un peuple condamné à voir demain la Liberté disparaître.

Nous avons tenté, dans ce rapide exposé, de démontrer comment l'un des principes les plus essentiels au bon ordre des sociétés a pu être un de ceux dont le processus fut le plus long et le plus pénible, comment une des idées les plus nécessaires au bonheur de l'humanité a pu pendant des siècles paraître et disparaître, grandir et décroître suivant le gré des passions et des intérêts.

« Là où l'on crée des garanties pour la liberté politique, on en crée également pour la liberté individuelle, là où les lois se délibèrent et se discutent sur le Forum ou dans les enceintes publiques, les procédures dures ne peuvent rester secrètes. Au contraire, l'arbitraire à la place de la liberté, au lieu de la publicité le secret, voilà ce qu'amènent toujours à leur suite le despotisme et l'oligarchie (1). »

Cette relation intime qui existe entre les progrès de l'idée de justice et ceux de l'idée de liberté, nous essayerons de la prouver par l'examen des faits, en nous attachant à *l'étude historique de la liberté de la défense*.

(1) Du Boys, op. cit.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA PROCÉDURE ACCUSATOIRE

CHAPITRE PREMIER

LA JUSTICE A L'ÉPOQUE FRANQUE

Chez les anciens Germains, la justice publique ne s'exerça pendant longtemps que dans les cas de crimes ou de délits envers la tribu elle-même ; quant aux torts faits aux simples particuliers, c'était à eux et à leurs familles de les réparer en déclarant la guerre au coupable et à tous les siens. Puis l'habitude se prit de faire intervenir la tribu en soumettant les procès à l'arbitrage des pères de famille réunis en assemblée et ce tribunal fut chargé d'estimer les torts et de fixer l'indemnité ou *wehrgeld* que l'offenseur devait payer à l'offensé. Cette assemblée s'appelait le *mall*.

Cette organisation judiciaire primitive, les Francs l'introduisirent en Gaule : dans chaque *centaine* ou *centurie*, un *mall* composé d'hommes libres, les *rachimbourgs*, présidé par un homme libre, le *tunginus*, fut chargé de rendre la justice. — C'est devant ce tribunal que le plaignant fait sommation de comparaître à celui dont il croit avoir à se plaindre, qu'il le traîne de force, s'il l'a pris en flagrant délit. Les deux parties en présence,

les débats s'engagent publiquement ; sur l'injonction de son adversaire, le défendeur doit déclarer en termes solennels qu'il reconnaît ou qu'il nie le fait dont il est accusé : il est entendu en toute liberté dans sa défense et s'il ne parvient pas à se disculper, les *rachimbourgs* l'invitent à faire la preuve de son innocence par tel mode qu'ils lui indiquent : la charge de la preuve, considérée alors comme un avantage, constitue un droit et un devoir pour l'accusé.

Après un délai de quarante jours, le défendeur, sous peine d'être déclaré coupable, doit revenir pour procéder aux formalités de la preuve. Le plus souvent c'est par serment, confirmé par ceux des *cojureurs*, qu'il vient affirmer son innocence, mais ce n'est pas là le seul procédé de droit commun : la loi salique préfère aux *cojureurs* les témoins qui viennent, non plus attester la sincérité du serment de la partie, mais déposer sur des faits parvenus à leur connaissance personnelle ; elle entoure cette preuve d'un formalisme qui la rend bien imparfaite (1), mais elle ordonne d'entendre aussi bien les témoins de la défense que ceux de l'accusation. Souvent le défendeur ne peut trouver de *cojureurs*, souvent la sincérité de son serment est mise en doute par son adversaire, souvent les témoins des deux parties se contredisent formellement — dans tous

(1) Certains auteurs prétendent que le rôle des témoins se bornait à prêter serment sur les faits tels que les présentait le plaideur ou à le refuser.

ces cas on a recours aux *jugements de Dieu* ou *ordalies*.
« C'est une tendance naturelle aux peuples primitifs
« et grossiers de faire intervenir sans cesse la divinité.
« Aussi les législations les plus anciennes présentent-
« elles les *ordalies* comme un moyen de preuve ordi-
« naire : on réalise déjà un progrès en ne les admet-
« tant qu'à défaut d'autres preuves (1). » Ces épreuves
barbares, que la loi salique préfère encore dans cer-
tains cas aux autres modes de preuves, vont ainsi sou-
vent décider du sort des accusés : jusqu'ici ils ont pu
librement faire entendre leur défense et leurs témoins,
jusqu'ici la lutte a été égale entre eux et leurs accusa-
teurs — maintenant c'est au hasard qu'ils sont aban-
donnés : épreuves par l'eau bouillante ou par l'eau
froide, épreuves du feu, de la croix, épreuves par le
fer rouge ou combat judiciaire, autant de formalités
cruelles d'une justice aveugle !

Involontairement ces assemblées d'hommes libres, dési-
reuses de rendre une justice impartiale, sont amenées,
sous l'influence d'un principe faux et d'une croyance
grossière, à violer les garanties qu'elles croient donner
aux accusés. En mettant la preuve à leur charge, con-
trairement au droit romain, la justice des Francs croit
leur accorder un avantage, tandis qu'elle leur retire le
privilege de la présomption d'innocence — en soumet-
tant la sentence au jugement de Dieu, elle croit éviter

(1) Glasson, *Histoire du droit*, tome III.

par là les erreurs d'une justice humaine toujours imparfaite, tandis qu'elle fait dépendre le sort d'un homme d'une circonstance fortuite, d'une prédisposition physique, d'un accident. Imposer à l'accusé le soin de prouver son innocence, c'était rendre la défense presque impossible, faire dépendre cette preuve du résultat d'une *ordalie*, c'était abolir toute idée de défense.

Sous l'influence de l'autorité grandissante des rois francs, la justice populaire du *mall* se transforme : au *mall* du *centenier* se substitue, sous les Mérovingiens, le *mall* du *comte*, officier royal, aux *rachimbourgs* succèdent, sous les Carlovingiens, les *échevins* ou *scabins*, fonctionnaires nommés par le comte ou par les *missi dominici*, délégués du roi. — Devant cette justice nouvelle, la poursuite d'office est encore ignorée et l'accusé ne comparait que sur la sommation du plaignant ; des garanties lui sont accordées par des Constitutions royales : Clotaire I^{er} défend de condamner un inculpé qui n'a pas été entendu (1) et Clotaire II renouvelle cette défense en déclarant qu'on ne devra pas condamner sans l'avoir entendu l'ingénu ou l'esclave accusé de vol (2). L'accusé doit comparaître en personne, mais s'il ignore le droit ou ne sait s'expliquer, il peut se faire assister par quelqu'un qui parlera en son

(1) Constitution de 560. « Si quis in aliquo crimine accusatur, non condemnatur penitus inauditus. »

(2) Constitution de 614.

nom (1) : c'est le *defensor*, le *causidicus*, le *clamator* — et le magistrat lui-même doit veiller à ce qu'il ne soit pas privé des secours de la défense : un capitulaire de 817 lui ordonne de nommer des *defensores* d'office à ceux qui en ont besoin.

La procédure, toujours orale, se dégage du formalisme primitif : la défense est présentée librement, sans formules solennelles ; les *échevins*, après l'avoir entendue, décident par qui la preuve doit être faite et de quelle manière : c'est encore au défenseur qu'elle incombe généralement, mais cette règle subit des exceptions et, dans un pacte intervenu entre Childebert et Clotaire, il est dit que les ingénus accusés de flagrant délit de vol pourront exiger que la preuve soit faite par le demandeur. Quant à cette preuve, la justice royale n'a pu encore s'affranchir des préjugés de l'époque barbare : à côté de la preuve par serment, de la preuve testimoniale toujours imparfaite, subsiste la preuve par jugement de Dieu. Sans doute certaines lois ne l'autorisent plus qu'autant qu'il s'agit des cas les plus graves, sans doute les *ordalies* reçoivent d'importantes restrictions, mais le combat judiciaire perd une place de plus en plus importante, en dépit de l'Église qui voit le duel avec défaveur. « Les clercs faisaient remarquer que dans « cette procédure le succès était assuré au plus fort : « la vérité est qu'ils n'y prenaient aucune part, tandis

(1) Capitulaire de 803.

« qu'ils avaient la direction des autres épreuves (1). »

A côté de la preuve testimoniale, dont le formalisme détruisait toute l'utilité, apparaît un mode spécial d'enquête, dans lequel se trouve une tendance sensible vers le progrès : tandis que, dans l'enquête ordinaire, « la preuve résultant de la déposition du témoin s'imposait au juge, quelle que fut sa conviction et était, comme on l'a dit, une véritable preuve légale (2) », dans la nouvelle procédure *per inquisitionem*, les juges se déterminent d'après leur intime conviction et recherchent avant tout la vérité. Cette procédure s'introduit devant le *placitum palatii* ou *Cour du Roi*, où siègent les hommes les plus instruits du royaume, des *legis doctores* (3); le roi, le comte du palais et les *missi* peuvent seuls y recourir, et dans des cas restreints. Le magistrat lui-même invite le défenseur à se présenter, convoque les témoins, choisis parmi les habitants du pays de l'accusé, parmi ses voisins, et la sentence dépend de l'unanimité de leurs réponses dans un même sens, sans qu'il soit possible de recourir au duel judiciaire. Jugé publiquement sur les dépositions concordantes de nombreux témoins choisis parmi les personnes les mieux renseignées, l'accusé trouve devant la Cour du Roi des garanties que la procédure ordinaire était loin de lui assurer.

(1) Glasson, op. cit.

(2) Id.

(3) Un diplôme de 751 indique leur présence à la Cour du Roi.

CHAPITRE II

LA FÉODALITÉ

Cette procédure accusatoire, la coutume féodale l'emprunte au droit de l'époque Franque.

Toute puissante avec Charlemagne, l'autorité royale s'affaiblit entre les mains des incapables successeurs du grand empereur. Profitant de leur faiblesse, les seigneurs s'affranchissent de la dépendance royale, ils font de leurs fiefs héréditaires autant de petites souverainetés, dont ils sont les maîtres absolus, ne se rattachant plus au roi que par le lien fragile qui unit le vassal au suzerain. Le roi jusque-là seul dépositaire de la puissance publique n'est plus maintenant qu'un puissant seigneur féodal au milieu de beaucoup d'autres : entre eux et lui l'autorité se partage et le droit de justice se divise.

Juges seigneuriaux en vertu d'un « démembrement inféodé de la puissance publique », juges féodaux en vertu du droit de vasselage, les seigneurs ont le droit de haute et de basse justice sur tous ceux qui habitent leurs terres, ils ont une compétence exclusive pour tous les litiges auxquels donne lieu la *tenure* féodale qui

relève d'eux. Comme eux, le roi n'a désormais plus de juridiction que sur les terres qui composent le domaine royal et là « il rend la justice au même titre et selon les mêmes formes qu'un seigneur justicier dans sa seigneurie (1) ».

Les cours féodales sont présidées par le seigneur ou son *prévôt*, mais ce n'est pas eux qui jugent : le principe du vasselage, qui est la base même de la féodalité, veut que l'accusé compareaisse devant ses *pairs*, lorsqu'il en a, c'est-à-dire toujours lorsqu'il est *homme de fief*, et, lorsqu'il est roturier, *homme de poeste*, dans les cas où le seigneur justicier y consent ; dans les autres cas, avant qu'une sentence soit rendue contre un roturier ou un serf, l'usage s'établit de consulter les hommes les plus sages de l'assistance (2).

Bientôt, avec l'agrandissement du domaine royal, l'organisation judiciaire se modifie sur les terres du roi : au-dessus des *prévôts* apparaissent, au Nord, les *baillis*, au Midi, les *sénéchaux*, qui vont juger des plus graves affaires en s'entourant d'un conseil choisi parmi les notables. Baillis, sénéchaux et prévôts sont soumis au contrôle de la Cour du Roi, où figurent les officiers de la couronne, les principaux prélats, les grands vassaux, et qui se réunit en cour féodale pour juger les vassaux immédiats du roi de France.

(1) Esmein, op. cit., p. 9.

(2) Voir Esmein, *Histoire du droit*.

Devant toutes ces juridictions, les procès ne sont encore, comme à l'époque Franque, que des débats entre particuliers : ce sont des luttes qui se livrent publiquement entre l'accusateur et l'accusé, tous deux soumis à la détention préventive, destinée à assurer entre eux une parfaite égalité. « La justice est rendue en plein air, à « la porte du château ou au carrefour de la ville (1). » Les deux parties peuvent se faire assister par des conseils et par des avocats ou *prolocuteurs*, elles peuvent même demander à la cour devant laquelle elles comparaissent de leur désigner ces conseils parmi ses membres. Ainsi la défense est garantie par la composition des tribunaux, par la publicité des audiences, par l'assistance des conseils ; la charge de la preuve est justement épargnée au défendeur et incombe au poursuivant. Mais la procédure a conservé son caractère étroit et formaliste : c'est par le demandeur seul que le défendeur est sommé de comparaître, la plainte doit être exposée oralement suivant des formules solennelles et la défense doit, sous peine de déchéance, répondre mot pour mot à la prétention du demandeur ; le juge écoute, il n'est qu'un arbitre passif, il ne peut ordonner une preuve sans le consentement des parties et c'est elles « qui « choisissent les preuves et limitent le droit de juger (2) ». — Le *serment purgatoire* de l'accusé, assisté

(1) Esmein, *Histoire de la procédure criminelle*, p. 43.

(2) Glauon, op. cit., tome VI.

des *cojurantes*, disparaît peu à peu, ainsi que les *ordalies*, mais le duel judiciaire prend une extension considérable et devient en matière criminelle le mode de preuve ordinaire. Sans doute la preuve testimoniale existe, mais elle consiste toujours en une simple formalité : deux témoins oculaires prononçant une formule qu'ils confirment en la jurant sur des reliques, entraînent une condamnation — et l'accusé, en *faussant* ces témoins, en les accusant de parjure, peut les provoquer au duel judiciaire. Ainsi, presque toujours le sort des procès dépend de l'issue d'un combat, et c'est par la force ou par le hasard que les causes sont gagnées ou perdues.

Cette menace perpétuelle du duel judiciaire, à laquelle sont exposés l'accusateur, les témoins et même les défenseurs, rend plus fréquente encore l'impunité du crime, due à ce principe, (qui est la base de la procédure accusatoire et le dernier vestige de l'idée de vengeance privée), que la répression n'appartient qu'à la victime. Arrêtée par les formalités de la procédure, effrayée par la barbarie du système des preuves, l'accusation souvent se tait — et la puissance publique, en dehors des cas de flagrant délit (1), n'a pas le droit d'agir : elle peut tout au plus intervenir, selon certaines coutumiers (2), au cas du meurtre d'un homme qui

(1) Beaumanoir, VII, 12 : « Ne convient pas que nus s'en face droite « partie contre luy... car tel fet qui sunt si apert doivent être vengié « par l'office du juge, tant soit que nus s'en face partie droitement. »

(2) Livre de Jostice et de Plet. — Assises de la Baisse-Cour.

ne laisse point de parents après lui; elle peut tout au plus provoquer la poursuite des intéressés en saisissant le coupable, pour le remettre en liberté après un certain délai, pendant lequel cette prise est plusieurs fois publiée, si aucune accusation ne s'est élevée contre lui (1).

Devant la Cour du Roi, un système de preuve par témoins est adopté, qui dérive de la procédure *per inquisitionem*, employée devant la *curia regis* des Carolingiens, et qui, comme elle, offre de plus sérieuses garanties que les autres procédures alors existantes : c'est l'*enquête du país*. Parmi tous ceux qui ont connaissance du délit, « les plus preud'hommes et les plus loyaux du lieu où le meffet fut fet » sont convoqués et invités à prêter serment de « dire la vérité des que-
« relles selon ce qui leur sera enchargié par la jus-
« tice ». Ces *jureurs* sont entendus deux fois, en présence et hors de la présence de l'accusé, auquel on doit demander « s'il veut saonner (reprocher) aucun des
« jureurs qui tous doibvent lui être monstrés (2) ». — Mais cette enquête, comme la procédure *per inquisitionem* dont elle est issue, le roi seul a le droit d'y procéder en personne ou par délégués et *dans les cas seulement où l'accusé y consent*. Ainsi assimilée à un droit régalien, subordonnée au consentement des inté-

(1) Beaumanoir, XXX, 90. — Jean d'Ibelin, ch. 85. — Livre de Justice et de Plet, XIX, 26.

(2) *Grand coutumier de Normandie*, ch. LXVIII.

ressés, elle n'est pas d'un emploi assez fréquent pour qu'on puisse trouver en elle un correctif suffisant aux grandes imperfections de la procédure accusatoire. Aussi disparaît-elle en France, tandis qu'elle se développe en Angleterre où elle va constituer une des sources du jury anglais (1).

Trop longtemps la poursuite des délits a été abandonnée au bon plaisir des parties lésées, trop longtemps la puissance publique a été dépourvue du droit de poursuivre d'office les coupables. Par une réaction violente, la royauté va rejeter la procédure accusatoire, brutale et insuffisante sans doute, mais garantissant aux accusés le droit de se défendre librement ; elle va faire appeler au droit criminel de l'Église, lui emprunter cette redoutable *procédure inquisitoire* qui examine, enquête, délibère et condamne en silence.

(1) L'« *enquête du païs* » disparaît en France par l'ordonnance de 1260 et le seul souvenir qui subsiste de cette institution est la procédure des *enquêtes par turbes*. — En Angleterre, elle se développe : les témoins primitifs, voisins de l'accusé, sont remplacés par des personnes compétentes, donnant, non plus des renseignements sur ce qu'elles ont vu, mais leur opinion ; le jury anglais se forme lentement, considéré à l'origine plutôt comme un élément de preuve que comme un élément de juridiction.

CHAPITRE III

DE LA PROCÉDURE CRIMINELLE DEVANT LES JURIDICTIONS ECCLÉSIASTIQUES

L'Église n'avait eu à l'origine qu'un droit de justice peu étendu ; sous la monarchie Franque son rôle grandit rapidement : à cette époque de foi, elle apparaît comme un refuge pour les âmes croyantes ; alors que les mœurs sont rudes et grossières, elle est un port de salut pour les faibles. Dans ses édifices le coupable trouve, en vertu du *droit d'asile*, une protection contre ceux qui le poursuivent ; — devant ses tribunaux, l'accusé rencontre une procédure dégagée du formalisme compliqué et arbitraire et « les plaideurs préférèrent « cette justice à toute autre, à cause de la sagesse et de « l'impartialité de ses juges et des garanties qu'offre sa « procédure (1) ».

A ses débuts, la juridiction répressive de l'Eglise n'a pu que blâmer ou réprimer les écarts de la foi des fi-

(1) Glasson, *Histoire du droit*, tome 6. — Voir Esmein, *Histoire du droit*.

dèles et, suivant la phrase de Renan « transformer le « repentir en pénitence publique imposée par l'autorité « et acceptée par le délinquant ». Elle s'occupe des âmes, car « elle veut assurer le salut éternel de chacun « de ses membres et combat le péché partout où elle « peut le saisir, même en projet (1) ». — Puis sa compétence s'étend : c'est à elle que sont soumises toutes les affaires de discipline ecclésiastique ; alors elle emprunte aux tribunaux laïques leur procédure qu'elle améliore. Devant les juridictions ecclésiastiques, l'accusé retrouve les garanties de publicité et de libre défense de la procédure accusatoire, mais d'une procédure accusatoire débarrassée du formalisme qui entrave les débats ; auprès d'elles existent des corporations d'avocats, parmi lesquels il peut choisir un défenseur expérimenté et instruit. S'il n'avoue pas de prime abord, c'est à l'accusateur à faire la preuve : « le devoir du juge est de ne condamner que sur l'aveu de l'accusé ou sur des preuves irréfutables (2). » Si l'Église n'ose supprimer les *ordalies*, craignant d'éloigner les plaideurs en écartant ce moyen de preuve très populaire malgré sa grossièreté, elle est du moins la première à reconnaître leur insuffisance, et de tous temps elle repousse le duel judiciaire, qu'elle voudrait même faire disparaître des justices séculières : — à ces procédés primitifs, elle

(1) Fournier, *Les officialités au Moyen-Age*.

(2) Fournier, *id.*

préfère le serment, *purgatio canonica*, et la preuve par témoins *synodiaux*, analogue à la procédure *per inquisitionem* : l'évêque, parcourant son diocèse, convoque devant lui les fidèles les plus recommandables, qui doivent lui révéler sous serment les délits dont ils ont connaissance ; le juge d'Église *doit* poursuivre si la dénonciation émane d'un témoin synodal, il *peut* poursuivre si elle émane d'une autre personne (*denunciatio publica* et *denunciatio privata judicialis*) (1).

Au XII^e siècle, l'Église est devenue la protectrice des veuves, des orphelins, de toutes les *miserabiles personæ*, elle étend sa compétence, au delà des clercs, sur les laïques qui cherchent un recours contre la négligence des justices séculières ; elle joue un rôle civilisateur et humanitaire. A tous ceux qu'elle juge, elle accorde pleinement toutes les garanties de libre défense, mais la répression est soumise le plus souvent, devant elle comme devant les juridictions laïques, à la volonté des accusateurs, en l'absence de laquelle le juge est désarmé.

Le zèle audacieux d'un pape va transformer la procédure : Innocent III décide que désormais le juge pourra poursuivre d'office toute personne contre laquelle il y aura *infamatio*, c'est-à-dire accusation vague de l'opinion publique (2), et ce droit de procéder à l'in-

(1) Fournier, op. cit.

(2) En pratique, il fut même permis, dès qu'un délit était commis, d'en rechercher l'auteur par une *inquisitio preparatoria*, qui se transformait en une *inquisitio specialis* dès que l'individu était arrêté.

quisitio, qui n'appartient d'abord qu'à des commissaires spécialement nommés par le pape, est étendu à tous les juges de l'Église par le concile de Latran de 1215. — Le magistrat ecclésiastique procède d'abord à une enquête secrète : il entend les témoins, il examine les charges — puis il cite *l'infamatus*, lui communique les dépositions et les noms des témoins et l'invite à se défendre. Cette défense est libre encore, mais déjà cette procédure *per inquisitionem* présente des caractères d'une rigueur jusqu'alors inconnue : *l'inquisitus* doit prêter serment de dire la vérité et il est mis par là dans la nécessité ou de se parjurer ou de s'accuser lui-même ; l'information orale disparaît, les témoins ne sont pas entendus en présence de l'accusé et pour obtenir son aveu, la torture ignorée de la procédure accusatoire, réapparaît (1). Mais toutefois la défense peut se faire entendre : l'inculpé comparait, assisté d'un défenseur, il connaît les charges qui l'accusent et peut discuter les témoignages.

Cette *inquisitio* de droit commun confiée aux *officiaux*, chargés de rendre la justice au nom des évêques, est bientôt jugée insuffisante pour lutter contre

té. — De plus l'official, visitant les paroisses, demandait aux principaux paroissiens de lui signaler les méfaits commis : c'était *l'inquisitio generalis*.

(1) L'emploi de la torture était déjà admis par le droit économique avant l'introduction de la procédure inquisitoire, mais il était peu fréquent et Guillaume Durand dans son *speculum judiciaire* n'y fait qu'une rapide allusion.

les progrès de l'hérésie ; une nouvelle procédure est imaginée, l'*inquisitio hereticæ pravitatis*, arme redoutable que la Papauté met aux mains des évêques d'abord, puis de commissaires choisis parmi les moines Dominicains ou Franciscains (1). Ces inquisiteurs vont poursuivre activement les hérétiques : le plus léger soupçon, la plus vague dénonciation font ouvrir les poursuites, et cette dénonciation est un devoir pour tous les fidèles que l'inquisiteur cite devant lui au cours de ses tournées.

L'individu suspecté est arrêté, s'il ne se présente pas de lui-même ; après avoir prêté serment, il est interrogé par le juge, qui cherche à lui arracher un aveu par la menace, par la ruse, par différents moyens de contrainte, tels que l'emprisonnement dans des basses fosses, pieds et poings liés par des chaînes, ou enfin par la torture. A défaut de l'aveu, volontaire ou forcé, le juge a recours à la preuve testimoniale (2) : deux témoins, quels qu'ils soient, quelque criminels et infâmes qu'ils puissent être, suffisent pour déterminer une condamnation : leurs noms sont inconnus de l'accusé, qui ne peut être confronté avec eux (3), et leurs

(1) Voir Tanon, *Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France*.

(2) Au début, la preuve testimoniale était peu employée et l'on avait recours à la *purgation vulgaire par ordalies* (épreuves de l'eau froide, du fer rouge, de l'eau bouillante, etc...).

(3) Décision du Concile de Narbonne (1235).

dépositions ne lui sont communiquées que tronquées. L'*inquisitus* ignore les charges qui pèsent sur lui ; il se trouve seul en présence du juge, sans avocat, car les constitutions pontificales considèrent comme complices tous ceux qui accordent leur aide aux hérétiques. L'inquisiteur rend sa sentence après avoir pris l'avis d'un conseil, composé de clercs et de laïques, auquel il n'a donné qu'un extrait sommaire des pièces et auquel il a caché le nom des témoins et des accusés (1). — « En réalité, l'homme tombé entre les mains de l'inquisiteur n'avait qu'à avouer ou à se laisser condamner (2) », et la peine qui le frappe le plus souvent, c'est la mort, la mort par le feu. L'Église affecte de rester étrangère à l'exécution, elle abandonne le condamné au bras séculier : l'inquisiteur ecclésiastique cède la place au bourreau laïque.

(1) En matière d'hérésie, les sentences n'étaient pas susceptibles d'appel devant le pape.

(2) Tanon, op. cit.

CHAPITRE IV

INTRODUCTION DE LA PROCÉDURE INQUISITOIRE DEVANT LES JURIDICTIONS LAÏQUES

La poursuite d'office par le juge répondait à un besoin trop pressant pour qu'elle fut longue à passer des cours d'Église aux tribunaux laïques. Devant ces derniers, nous l'avons vu, le juge ne pouvait procéder à une enquête sans le consentement de l'homme arrêté « *par soupçon* ». Ce consentement, on va pouvoir s'en passer : en cas de flagrant délit, on a toujours pu juger un homme sans accusation formelle, sur le seul témoignage des personnes qui l'ont vu commettre le méfait ; par une application détournée de ce principe, on décide que tout fait attesté par de nombreux témoins sera considéré comme un flagrant délit et que, dans ce cas, le juge pourra d'office poursuivre l'accusé : cette nouvelle faculté du juge, c'est l'*apprise*. Dès lors, la dénonciation remplace l'accusation : au lieu de courir les risques du duel judiciaire, en poursuivant elle-même, la partie plaignante n'a plus qu'à dénoncer les faits au juge qui poursuivra d'office ; — en lui permettant d'ex-

poser sa plainte sans danger, on assure par là la diminution des cas trop fréquents d'impunité des coupables.

Cette transformation ne se fait pas en un jour : pendant des siècles, les procès n'ont été considérés que comme des querelles entre particuliers vidées publiquement et ce n'est pas sans protestations que l'on voit la puissance publique se substituer dans la poursuite à la partie lésée et procéder d'elle-même, sans qu'il y ait plainte, à l'arrestation de ceux qu'elle soupçonne. L'accusation ne disparaît point de suite, elle dure jusqu'au XIV^e siècle, mais dès le XIII^e elle se modifie sous l'influence des idées nouvelles empruntées au droit canonique : par l'Ordonnance de 1260, saint Louis interdit le duel judiciaire et décide que « tel qui prouvait par la bataille prouvera désormais par témoins » ; cette preuve par témoins ne ressemble plus en rien à l'ancien témoignage formaliste des tribunaux laïques : elle procède de l'*enquête du pais* et surtout de l'inquisition des cours d'Église : cités par le juge, les témoins sont entendus séparément et interrogés « subtilement » par des enquêteurs qui rédigent par écrit les dépositions dont communication doit être faite aux parties.

La procédure inquisitoire répond aux besoins de la justice, considérée sous sa forme nouvelle et définitive, comme un organe de répression sociale : elle est en progrès, au point de vue de la méthode, sur la procédure accusatoire, aussi s'introduit-elle devant les juri-

dictions royales. Mais elle répond aussi aux désirs d'absolutisme de la royauté, qui trouve en elle un instrument utile dont elle va user pour écarter ses adversaires, comme l'Église en use pour étouffer l'hérésie. Par la poursuite d'office, par l'enquête secrète, les juges royaux peuvent désormais poursuivre plus activement le coupable, ils peuvent aussi plus facilement accuser l'innocent : il faudrait accorder à l'accusé des garanties de plus en plus sérieuses, tandis qu'au contraire celles qui existent disparaissent les unes après les autres comme autant d'obstacles à la volonté toute puissante des rois.

CHAPITRE V

TRANSFORMATION DES COURS FÉODALES ET EXTENSION DE LA JUSTICE ROYALE

Les cours féodales étaient, nous l'avons vu, composées par la réunion des vassaux du roi ou des autres seigneurs justiciers : le devoir de justice leur était imposé sous peine de félonie. C'était une lourde charge, coûteuse et pénible à remplir ; c'était un rôle que beaucoup d'hommes nobles, courageux chevaliers mais juges peu experts, étaient incapables de remplir et qui leur demandait trop de temps et trop de travail. De bonne heure, ils cherchent à s'affranchir de cette obligation et désertent les *plaids* auxquels ils sont tenus d'assister en vertu du lien féodal : à leur place apparaissent, dans les assises comme dans les conseils qui entourent les officiers du roi, des hommes éclairés, instruits dans la science du droit et qu'on nomme les « *légistes* ».

La Cour du Roi se transforme comme les autres assises : composée d'abord des hauts dignitaires de la couronne, des évêques et des grands vassaux, elle est longtemps sans sessions régulières ni personnel

fixe, puis des membres du Conseil sont tenus de « résider continuellement au Parlement » et ces offices permanents sont confiés à des clers et à des laïques qui prennent la place des prélats et des grands seigneurs.

Ces « praticiens et avocats », ecclésiastiques d'abord pour la plupart (1), puis gentilshommes de petite noblesse et bourgeois, apportent dans l'administration de la justice un élément nouveau d'intelligence et de science : ils y introduisent aussi une théorie nouvelle, puisée aux écoles d'Italie, aux universités de Bologne, de Modène, de Pise ou de Padoue, où le droit romain reflurit alors, la *doctrine de l'autorité publique, source unique de la justice et de la loi*.

« Du XIII^e au XVII^e siècle, les légistes furent les défenseurs ardents du principe d'autorité, par respect des lois romaines, leur montrant la monarchie toute puissante (2). » A leurs yeux, le délit ne lèse plus seulement le particulier, mais encore l'État : c'est l'État qui seul doit être chargé de la répression. Aussi accueillent-ils avec empressement cette procédure inquisitoire, grâce à laquelle le pouvoir public va de lui-même poursuivre, enquêter, échafauder toute une accusation ; en même temps, croyant perfectionner encore l'œuvre de la justice, ils vont restreindre la défense de l'accusé jus-

(1) Le concile de Reims se plaint en 1131 « de la mauvaise habitude « établie parmi les moines et chanoines d'apprendre les lois pour gagner de l'argent ».

(2) Fustel de Coulanges, op. cit.

qu'à lui enlever toutes ses garanties. Ils vont aussi — et c'est là le résultat le plus néfaste de leur influence — proclamer le principe que « toute justice émane du roi », principe qui engendrera comme conséquences l'idée de la *justice retenue* par le souverain et le droit pour lui d'intervenir dans les procès, de les diriger, de les évoquer devant son Conseil. Au-dessus de toutes les juridictions, s'élèvera le droit supérieur du roi, au-dessus de toutes les règles, dominera sa volonté. Les tribunaux ordinaires ne verront comparaître devant eux que ceux des accusés que le roi n'aura pas estimés dignes d'être jugés par lui ou par des juridictions exceptionnelles émanées de lui. La procédure établie par les Ordonnances royales, de jour en jour plus redoutable pour l'accusé, paraîtra cependant trop indulgente et trop humaine : elle sera souvent écartée pour laisser place à l'arbitraire absolu.

Avec l'extension du domaine royal, le pouvoir judiciaire du roi, seigneur justicier, avait grandi, mais de nombreuses juridictions seigneuriales et ecclésiastiques subsistaient, qui détenaient une part de la puissance publique que la royauté voulait concentrer entre ses mains. Par la théorie des *cas royaux* et des *cas privilégiés*, par l'appel qui, dans les cas graves, va directement au roi, par la théorie de la *prévention* qui saisit le juge royal en cas de négligence du juge seigneurial compétent, les justices féodales sont bientôt restreintes

aux procès concernant les tenures, tandis que le Conseil du Roi prend une importance considérable. Lorsque sous saint Louis, il se sépare en trois conseils, ses attributions judiciaires vont au Parlement, qui est chargé de juger les causes les plus graves et reçoit les appels des juridictions seigneuriales aussi bien que des juridictions royales inférieures (1).

Le souverain délègue à ses magistrats le soin de rendre la justice, mais c'est de lui seul qu'elle émane : « il prétend retenir la plénitude même du droit de justice, pouvant intervenir à son gré, presser, suspendre, arrêter le cours de la justice rendu par ses officiers (2). » Par des *lettres de committimus*, il fait juger telles personnes qu'il désigne par certaines juridictions de préférence à d'autres ; par des *lettres d'abolition*, il empêche les poursuites et amnistie les crimes ; par des *lettres de répit*, il suspend les procédures ; enfin il peut casser les décisions, évoquer devant lui les procès en cours, les confier à des commissions judiciaires composées de juges à sa dévotion. Le roi peut, en un mot, ce qu'il veut : toute justice qu'il rend semble une grâce

(1) Pour juger les causes criminelles, la Grand'Chambre du Parlement désignait plusieurs de ses membres laïques qui allaient s'installer dans la petite tour ou Tournelle Saint-Louis. L'ordonnance du 28 octobre 1446 en parle comme d'une délégation permanente ; mais au siècle suivant la Tournelle est vraiment une nouvelle Chambre. (Aubert, *Histoire du Parlement de Paris*.)

(2) Lair, *Des Hautes Cours politiques*.

qu'il accorde, puisqu'il est le juge souverain et qu'il a le droit de se faire justice lui-même, droit qui lui est reconnu en principe et dont il use quelquefois : le roi Jean II fait arrêter en 1350, le connétable de France, Raoul, comte d'Eu et sans l'entendre « il le fit secrètement décapiter au château du Louvre, que ce fut à « droit ou à tort » dit Froissart — et le même roi trouvant son fils, le duc de Normandie, à un banquet au château de Rouen avec le roi de Navarre et quelques seigneurs, fait arrêter et décapiter devant lui le comte d'Harcourt et trois autres gentilhommes sans les interroger ni les juger (1).

Ainsi, en même temps que progresse la procédure inquisitoire, de jour en jour plus sévère, le principe de la toute puissance royale permet encore aux princes d'enlever à ceux qu'ils veulent perdre le peu de garanties qui se trouvent encore devant les justices permanentes ou dans l'application des règles ordinaires.— Pendant toute la période de la monarchie absolue, on peut étudier parallèlement la justice, telle qu'elle est rendue dans les cas où la politique n'intervient pas, et la justice alors qu'elle est subordonnée aux passions et aux intérêts de la royauté : dans le premier cas, l'accusé peut espérer encore trouver le moyen de se défendre et de prouver

(1) Guizot, *Histoire de France*, tome II. — Lair, op. cit. : Charles V ordonne de pendre sans jugement et en sa présence un homme accusé de viol.

son innocence, dans le second, il n'a nulle justice à attendre. « Dès que la politique pénètre dans l'enceinte des « tribunaux, peu importent la main et l'intention qui lui « en ont fait franchir le seuil, il faut que la justice s'en- « fuie. Entre la politique et la justice toute intelligence « est corruptrice, tout contact est pestilentiel (1). »

(1) Guizot, *Des conspirations et de la justice politique*.

DEUXIÈME PARTIE

—

DE LA PROCÉDURE INQUISITOIRE

CHAPITRE PREMIER

DE LA PROCÉDURE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Dès le XIV^e siècle, l'ancienne procédure accusatoire était devenue d'un emploi peu fréquent : très dure pour l'accusateur, elle le soumettait à la même détention que l'accusé et elle l'exposait, s'il succombait, à subir la peine qu'il avait demandée pour son adversaire. Bouteiller cite encore (1) « *l'accusation par partie formée* » comme une des manières par lesquelles le juge criminel pouvait être saisi, mais en réalité elle tend à disparaître. Au contraire la *dénonciation* devient le mode ordinaire de poursuite : le dénonciateur provoque le juge, et, tout en restant souvent partie au procès, il ne joue plus de rôle principal ni dangereux. C'est ce rôle de dénonciateur que vont remplir au début les organes du *ministère public*, institution qui apparaît alors, « création française, la seule vraiment heureuse en matière criminelle (2) » : les ordonnances de 1319, 1338, 1347

(1) Bouteiller, *Somme rurale*, I, 34.

(2) Glasson, *Histoire du Droit*, tome VI.

et 1350 montrent l'existence des *procureurs du roi*, dont la fonction est de « *promovere inquestas fieri* » et qui ne deviennent que plus tard de véritables accusateurs. — Enfin le juge peut encore être saisi, dit Bouteiller, par « *présent meffaict* », ce qui est l'ancienne procédure de flagrant délit et par « *publique renommée* », ce qui est l'ancienne *aprise*.

Sauf les cas d'*accusation par partie formée*, qui deviennent de plus en plus rares et ceux de *présent meffaict*, le juge procède à une information et l'Ordonnance de 1363 veut que nul ne soit poursuivi d'office « sinon information secrète précédant contre ladite personne », faite « par gens dignes de foy, sans soupçon ». Elle a pour but de réunir des charges contre l'individu soupçonné, et tout se passe en dehors de lui, sans qu'il soit entendu. Si des présomptions graves sont relevées contre lui, il est arrêté et c'est alors que commence la seconde partie du procès. — L'inculpé comparait devant le juge qui lui demande s'il consent à se *mettre en enquête* : « c'est là un souvenir et une tradition du « temps où l'accusé pouvait demander l'enquête par le « pays (1). » S'il consent, c'est la procédure *ordinaire* qui s'ouvre, sinon c'est à la procédure *extraordinaire* qu'on a recours.

Pierre Ayrault dit de la procédure ordinaire qu'« il « n'y avait rien de si équitable ni de si juste..... Le

(1) Glasson, op. cit.

« procès se faisait tout à un instant et comme en un
 « seul tableau la vérité pour l'une et pour l'autre partie
 « se présentait devant les juges (1). » Des *enquêteurs*
 entendent les témoins produits par les deux parties à
 huis clos, en l'absence de l'accusé et ils dressent pro-
 cès verbal des dépositions ; à l'audience, qui est publi-
 que, l'enquête est communiquée à l'accusé qui peut dis-
 cuter alors tous les témoignages et présenter librement
 sa défense, puis les avocats plaident de part et d'autre.
 Dans cette procédure, l'emploi de la torture est ignoré
 et la défense est libre (2).

Sous l'influence du système des *preuves légates*, que
 les juristes ont emprunté au droit romain, le principe
 s'établit qu'il faut, pour condamner, obtenir l'aveu de
 l'accusé ou réunir contre lui certaines preuves déter-
 minées d'avance. La procédure ordinaire était impuis-
 sante à provoquer cet aveu et la preuve testimoniale
 était insuffisante pour établir la culpabilité. Aussi la
 procédure extraordinaire, qui n'était, à l'époque de Bou-
 teiller, qu'une ressource suprême (3), va-t-elle devenir
 d'une application constante.

C'est la procédure d'inquisition du droit canonique
 telle qu'elle est pratiquée contre les hérétiques. Les té-
 moins sont entendus toujours en secret, mais l'accusé

(1) Ayraud, *L'ordre et formalité et instruction judiciaire*.

(2) Esmein, *Histoire de la procédure criminelle*, p. 114.

(3) Elle n'était pratiquée d'abord, nous l'avons vu, que dans les cas
 où l'inculpé refusait de se mettre en enquête.

ne reçoit plus communication de leurs dépositions : « en « matière criminelle est faicte publication des noms tant « seulement des témoins et non des dictz (1) » ; l'accusé ignore tout des charges qui pèsent sur lui. Avant de l'interroger, on l'oblige au serment et, pour obtenir l'aveu, on le soumet à la torture, pratique odieuse inconnue lors de la procédure purement accusatoire, tirée de l'oubli par le droit canonique et qui apparaît devant les tribunaux laïques dès le XIII^e siècle (2). Cette « *géhénne* » varie suivant les accusés et les accusations : c'est tantôt la question de l'eau, tantôt les *chevalets*, la *pelote*, ou la *courtepointe* qui sont appliqués et l'aveu arraché par la souffrance doit être confirmé par le patient en dehors de la torture.

Quelle que soit la rigueur de cette procédure, elle laisse encore à l'accusé quelques garanties qui disparaîtront ensuite pour la plupart : il peut faire entendre ses témoins, — s'il ne reçoit plus communication des pièces, l'usage s'introduit de le confronter isolément avec chaque témoin et les dépositions reçues une première fois par l'enquêteur sont contrôlées par *récolement* devant le juge, — les audiences sont publiques et l'inculpé peut présenter sa défense et plaider ou faire plaider sa cause. « Si la justice est dure, elle cherche cependant à tenir

(1) Jean Desmares.

(2) Une ordonnance de 1254 défend d'employer la torture, sur les dépositions d'un seul témoin, contre les personnes de bonne renommée.

« la balance égale. L'accusé peut prouver son innocence ;
« dès qu'il invoque quelque fait justificatif, on s'em-
« presse de lui en faciliter la preuve (1). »

En acceptant l'enquête, l'inculpé échappait à la torture : cette procédure humaine rendait plus difficile l'obtention de l'aveu ; pour éviter cet inconvénient, on enlève à l'accusé le choix de la procédure dans certains cas, de plus en plus nombreux, qui « doivent être mis en procédure extraordinaire », puis, alors même qu'il accepte l'enquête, on lui inflige la question. Peu à peu le juge en arrive à décider souvent de la marche à suivre d'après le plus ou moins de gravité du crime, sans se soucier du droit qui appartient toujours théoriquement à l'accusé d'accepter ou de refuser l'enquête.

Ainsi pour obtenir les preuves « *bien apertes* », « plus
« clair que le clair jour luisant à midi » qu'exige le
système des preuves légales et qui doivent seules entraîner une condamnation, quelle que soit la conviction intime du juge, on applique désormais la torture : le principe établi primitivement en faveur de l'accusé n'a pas tardé à se retourner contre lui.

(1) Esmein, op. cit., p. 434.

CHAPITRE II

DES TRIBUNAUX D'EXCEPTION

Au XIV^e siècle, l'instruction écrite et secrète a succédé à la procédure accusatoire et orale, la poursuite d'office a remplacé l'accusation formée par la victime : le procès n'est plus une lutte à armes égales entre deux adversaires devant un tribunal de pairs, c'est à des magistrats que sont confiées l'information secrète et l'enquête à huis clos. « La justice a changé d'aspect :
« au lieu de se mettre au niveau de chaque justiciable,
« elle se place au-dessus des plus élevés (1). »

Si sévère qu'elle soit pour l'accusé, cette justice semble encore, aux yeux des souverains, lui assurer, dans certains cas, une situation trop favorable : trop de garanties sont données à la défense, trop de formalités font obstacle à l'arbitraire, trop d'indépendance est laissée aux juges pour que la justice soit ce que la royauté veut souvent faire d'elle : un instrument politique. Si le roi, juge souverain, abandonne à ses prévôts,

(1) Fustel de Coulanges, op. cit.

à ses baillis, au Parlement le soin d'examiner les procès ordinaires, tous ceux qui touchent aux intérêts de la monarchie, à ses projets, à ses ambitions sont tranchés par d'autres juridictions et en vertu d'autres règles.

Pour se débarrasser d'adversaires politiques, pour punir des sujets désobéissants ou rebelles, pour satisfaire aussi ses vengeances ou ses caprices, le roi use quelquefois du droit de vie et de mort qui lui est reconnu sur ses sujets, mais il préfère souvent recouvrir ses volontés du masque d'un procès qu'il confie à des juges dont il est sûr, ou qu'il évoque devant lui, pour plus de sûreté encore.

Dès le XIII^e siècle, on voit apparaître les traces d'une justice politique existant à côté de la justice de droit commun. Ainsi, Pierre de la Brosse, le favori de Philippe III, ayant excité les jalousies des hauts barons, est arrêté sur la demande de la reine et jugé par une commission composée seulement des ducs de Bourgogne et de Brabant et du comte d'Artois : après une procédure inique, secrète à ce point qu'on ignore le crime dont il est accusé, il est condamné à mort et pendu en 1278 (1). — Cet usage des *commissions extraordinaires* qui, dit Guizot, « tant de fois depuis ont souillé nos annales », s'établit surtout depuis le règne de Philippe le Bel, sous lequel a lieu le terrible procès des Templiers.

(1) Langlois, *Règne de Philippe III le Hardi*. — Lair, *Les Hautes Cours politiques*.

Accusés de crimes nombreux, mais coupables surtout, en réalité, d'avoir amassé de trop grandes richesses dont le roi veut s'emparer, ils sont arrêtés en 1307. L'instruction n'est ouverte qu'en 1309. Ils comparaissent devant une commission d'évêques et de seigneurs entièrement soumis au roi : les témoins à décharge sont soumis à la question, des aveux sont arrachés aux accusés par les tortures. « Ils avouaient dans les tortures, » dit Bossuet, mais ils nièrent dans les supplices : un grand nombre de chevaliers périssent dans les flammes, bien qu'ils aient rétracté, et un historien anonyme raconte que, deux maîtres de l'ordre ayant renié leurs aveux précédents et ayant été remis au prévôt de Paris, « le roi, ayant communiqué avec les siens, sans appeler les clercs, par un avis prudent, vers le soir du même jour, les fit brûler tous deux, sur le même bûcher, dans une petite île de la Seine (1) ».

Le procès d'Enguerrand de Marigny est un remarquable exemple de la justice politique : favori de Philippe le Bel, Marigny supporte, après la mort du roi dont il a été le ministre, le poids des haines amassées contre son administration tyrannique. Abandonné par le faible Louis le Hutin aux désirs de vengeance du peuple et de la noblesse, il comparait devant une commission formée par les soins de son ennemi, Charles de Valois, et dans laquelle siège jusqu'à un roi d'Arménie ! Après le réqui-

(1) Michelet, *Histoire de France*, tome IV.

sitoire de l'avocat du roi, il demande la parole et on la lui refuse ; il veut faire plaider sa cause par son ami, le célèbre avocat René de Presles, mais, pour écarter ce défenseur dont on redoute le talent, on l'accuse de complicité et on l'emprisonne ; Marigny demande le gage de bataille (1), on le lui refuse ; il sollicite un délai, on passe outre et il est condamné à être pendu. Il proteste de son innocence jusqu'au gibet (30 avril 1315) (2).

Voilà quelle est la situation de l'accusé devant ces tribunaux d'exception : il est sans défense contre une décision dictée à l'avance par la volonté royale. Que le roi use franchement de son droit de vie et de mort ou qu'il réunisse ces commissions qui exécutent ses ordres plutôt qu'elles ne jugent, le principe est le même — et ces commissions se multiplient au XIV^e siècle, investies de pouvoirs illimités, contre les Lombards et les usuriers, contre les bannis et les suspects, contre les officiers du roi coupables d'exactions ; elles ont le droit de « juger sur des conjectures et présomptions », de « punir à volonté sur corps et avoir (3) » et personne n'échappe à leur juridiction : les pairs eux-mêmes, en dépit de leur droit d'être jugés par la Chambre des Pairs, sont quelquefois contraints de comparaître devant elles ; c'est

(1) C'est-à-dire le droit de se battre contre quiconque soutiendrait qu'il est traître ou parjure.

(2) Clément, *Trois drames historiques* : Enguerrand de Marigny. — Regray, *Les Tribunaux d'exception sous l'ancien régime*.

(3) Lair, op. cit.

elles qui jugent le plus souvent les crimes de lèse-majesté, bien que les baillis et la Grand'Chambre du Parlement soient juges des criminels d'État.

Ces tribunaux d'exception étaient une arme précieuse dont les rois hésitaient rarement à se servir, et dont chaque parti au pouvoir abusait pour sacrifier ses adversaires : cette justice extraordinaire passe successivement, sous le règne troublé de Charles VI, des mains des Armagnacs à celles des Bourguignons. C'est ainsi qu'en 1382, pour complaire aux haines des ducs de Bourgogne et de Bourbon, une commission condamne à mort Jean Desmares, avocat général au Parlement de Paris, coupable d'avoir voulu sauvegarder les franchises municipales de Paris, sans qu'il lui soit permis de se défendre ni de se justifier (1) ; c'est ainsi qu'en 1409 le grand maître d'hôtel, Jean de Montaigu, périt, victime de l'inimitié du duc de Bourgogne, après avoir rétracté sur l'échafaud l'aveu du crime de lèse-majesté que lui avait arraché la torture (2). Plus tard, François I^{er}, visitant l'abbaye de Marcoussy, où Montaigu était enterré, dit aux religieux : « Quel dommage qu'un pareil homme « soit mort par justice ! — Sire, répondit un moine, il

(1) Bourquelot, *Jean Desmares*. — Dupin, *De la profession d'avocat*.

(2) Lair, op. cit. — Regray, op. cit. : Quatre ans après le prévôt Pierre des Essarts, qui avait dirigé l'instruction de ce procès et reçu pour ce service le poste de surintendant des finances, est à son tour condamné par une commission.

« n'a pas été jugé par justice, mais seulement par commissaires (1). »

Ces tribunaux d'exception, s'ils ne rendent pas la justice, donnent du moins quelque apparence juridique aux volontés royales et c'est tout ce que les rois attendent d'eux. Lorsqu'en 1452, l'argentier du roi Charles VII, Jacques Cœur, accusé d'abord d'avoir empoisonné Agnès Sorel, comparait devant une commission, les juges savent que cette accusation n'est qu'un prétexte ; ils savent, eux qui sont ses ennemis — comme Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, — ou ses rivaux — comme Otto Castellani, qui aspire au poste d'argentier, — ils savent que son plus grand crime est d'être trop riche. Il aura beau se défendre victorieusement contre toutes les accusations portées contre lui, il sera condamné : on lui refuse un avocat, en disant que « ce « n'estoit point la coutume du royaume quand un officier était accusé de choses touchant son office », on lui assigne des délais trop courts pour qu'il puisse préparer sa défense, et on le chasse de France après l'avoir dépouillé (2).

« Pendant le règne de Louis XI, les accusateurs
« choisis comme commissaires ou du moins présents à
« l'instruction et assis près des juges ; la fortune de
« l'accusé présentée à ces indignes magistrats comme

(1) Glasson, op. cit., tome VI.

(2) Clément, *Jacques Cœur et Charles VII*, — Regray, op. cit.

« la récompense de leur zèle et enflammant d'avance
« leur cupidité ; toutes procédures ordinaires mises de
« côté, tous usages foulés aux pieds, tel avait été pen-
« dant ce règne le déplorable tableau des procès politi-
« ques multipliés par le caprice et la passion du prin-
« ce (1). » La justice, aux yeux de ce roi habile et sans
scrupules, n'est qu'un auxiliaire de sa politique : il
veut des juges soumis et des condamnations rapides.
C'est par commissaires qu'il fait juger Jacques d'Arma-
gnac, duc de Nemours, qui s'est engagé dans la ligue
du Bien Public dirigée contre lui, et il révoque l'un des
commissaires, le chancelier Pierre Doriole, qui a le
courage de protester et de demander que l'affaire soit
renvoyée au Parlement. Obligé de céder devant les
instances des commissaires qui veulent « mettre la ma-
tière en cour de parlement », Louis XI déclare que, vu
le rang de l'accusé, il évoque la cause « pour être jugée
« par cette cour du Parlement assemblée avec d'autres
« gens notables du Conseil du roi » et c'est ainsi qu'il
obtient en 1477 la condamnation à mort de Nemours (2).
— C'est encore à des commissaires qu'il confie le soin de
condamner Jacques de Brézé, grand sénéchal de Nor-
mandie, qui, ayant surpris sa femme avec un de ses
veneurs, les avait tués tous deux. Arrêté en 1476 et re-

(1) Picot, *Histoire des États-Généraux*.

(2) De Mandrot, *Jacques d'Armagnac, duc de Nemours* (*Revue historique*, 1890).— Aubert, *Histoire du Parlement de Paris*.

mis à son mortel ennemi, le prévôt de Paris, Robert d'Estouteville, il n'est interrogé qu'après plus de deux ans de captivité : des six commissaires chargés de son procès, un seul est homme de justice, le lieutenant criminel Pierre de la Dehors, et comme il veut faire appliquer les formes légales et proteste contre les illégalités de l'enquête, Louis XI fait mettre en prison ce juge trop scrupuleux, et le prive de son état (1).— S'il confie au Parlement le procès du connétable de Saint-Pol, c'est après avoir adjoint à cette assemblée un certain nombre de personnes dévouées : l'accusé est interrogé, mais n'est pas défendu, et le procès est tellement illégalement mené que plusieurs juges protestent par devant notaire « qu'ils ne sont en la poursuite de l'arrêt de sentence criminelle qu'on doit proférer contre messire Louis de Luxembourg, autrefois connétable de France (2) ». — Ainsi lorsqu'il ne confie pas les procès à des juridictions extraordinaires, le roi modifie à son gré la composition des tribunaux ordinaires. Cela ne lui suffit pas encore ; il va jusqu'à frapper sans jugement ceux dont il veut se défaire : ne pouvant faire juger les cardinaux La Balue et d'Haraucourt, au procès desquels le pape s'oppose, il les fait enfermer et les oublie onze ans, dit-on, dans des cages de fer (3).

(1) Drouet d'Arcq, *Procès criminel contre Jacques de Brézé* (Bibliothèque de l'École des Chartes, 2^e série, tome V).

(2) Lair, op. cit.

(3) Legeay, *Histoire de Louis XI*.

Après la mort de Louis XI, des protestations se font entendre contre cette justice inique qui sacrifie l'accusé aux dessins politiques de la royauté ; les États généraux de Tours réclament en 1484 contre ces abus et demandent, mais en vain, la punition des juges soumis aux volontés de Louis XI. — Durant les règnes de Charles VIII et de Louis XII, on ne trouve en fait de procès politiques marquants que celui qui est intenté au maréchal de Gié, prince de Rohan, par la reine Anne de Bretagne : traduit d'abord devant le Grand Conseil qui se déclare incompétent, puis renvoyé devant le Parlement de Toulouse, le maréchal est suspendu de sa charge : « le Parlement n'avait pu condamner fort, mais « n'avait pas voulu acquitter un homme poursuivi par « la reine (1). »

(1) Dubédat, *Histoire du Parlement de Toulouse*.

CHAPITRE III

AGGRAVATION DE LA PROCÉDURE INQUISITOIRE PAR LES ORDONNANCES ROYALES

A la fin du XV^e siècle, l'*Ordonnance de 1498* vient réglementer les progrès faits par la procédure extraordinaire. Elle est un exposé complet de la procédure ; elle constate toujours la division des procès en deux parties : d'abord l'information, tenue secrète pour tous, sauf pour « les gens du roi », puis, après l'arrestation et l'interrogatoire de l'accusé, « ce fait sera appointé que l'on procédera extraordinairement ou si les parties ouyes ». Avec la procédure ordinaire, les parties seront toujours « ouyes en jugement en pleine auditoire » et l'accusé conserve, avec cette garantie de la publicité, le droit de plaider ou de faire plaider pour lui. S'il est procédé par la voie extraordinaire, l'article 110 de l'Ordonnance prescrit le secret absolu : « le procès se fera « le plus diligemment et secrètement que faire se « pourra, en manière que aucun n'en soit averti, pour « éviter les subornations et forgemens qui se pour- « raient faire en telles matières, en la présence du gref-

« fier et de son commis, sans y appeler le geôlier, ser-
« gens, clercs ou serviteurs et tous autres qui n'auront
« le serment à nous et à justice. » Contraint au serment,
soumis à la torture, l'accusé ne peut plus produire de
témoins sans l'autorisation du juge et il est confronté
isolément avec ceux de l'adversaire. Tout se passe hors
de sa présence jusqu'au prononcé de la sentence (1).

Cette ordonnance de 1498 ne fait qu'enregistrer,
sans les aggraver, les pratiques rigoureuses de la pro-
cédure extraordinaire. L'*Ordonnance d'avril 1539 sur
la justice et l'abréviation des procès*, rendue par Fran-
çois I^{er} à Villers-Cotteret, va compléter l'œuvre de destruc-
tion de la liberté de la défense et faire disparaître les der-
nières garanties que possède encore l'accusé : désormais
tout sera écrit, tout sera secret ; tout sera mis en œuvre
pour assurer la répression, rien pour protéger la défense.

Les procès s'engagent soit sur la plainte de la partie
lésée, soit sur celle du procureur royal ou seigneurial,
agissant après dénonciation ou autrement, soit par acte
spontané du juge, agissant d'office. Toutes les procé-
dures criminelles, sauf dans les cas de minime impor-
tance, débutent par une information très longue, durant
laquelle les témoins cités par le procureur (partie pu-
blique désormais en tous les procès), ou par le plai-
gnant, sont entendus secrètement par le juge, ou, le

(1) Esmein, op. cit., p. 136 et ss.

plus souvent, par ses délégués, et leurs dépositions sont rédigées « tout au long ». Quelque fois sur la demande du juge criminel, des *monitoires* sont décernés, par lesquels le juge d'Eglise invite les fidèles à déclarer aux prêtres ce qu'ils savent au sujet du crime ou du délit dont on poursuit la répression. — Après l'information, l'accusé est, s'il y a lieu, décrété de prise de corps ou sommé de comparaître ; il doit être interrogé « incontinent bien et diligemment ». Il est tenu de prêter serment, de dire la vérité et l'interrogatoire a lieu en secret et sans qu'il ait même connaissance de l'information : il se trouve seul en présence du juge, pour lequel trop souvent « c'est un art terrible et perfide que celui d'interroger (1) ».

S'il n'avoue pas, il y a lieu alors au règlement du procès à l'extraordinaire ou au renvoi en procès ordinaire, et c'est au juge seul qu'appartient depuis l'Ordonnance de 1539, le choix de la voie que l'on va suivre : l'accusé n'a plus la parole, seules les conclusions écrites de la partie publique et de la partie civile sont soumises au juge, qui, dans tous les cas de quelque importance, décide qu'il sera procédé par la voie extraordinaire.

Les témoins, assignés à nouveau pour le *récolement* sont entendus par le juge, puis confrontés un à un avec l'accusé : cette confrontation qui jusque là lui permet-

(1) Esmein, op. cit., p. 142.

taît de discuter les témoignages, de combattre directement les charges réunies contre lui, perd maintenant toute son utilité, car il faut qu'il propose tous ses *reproches* avant d'entendre lecture des dépositions, il faut qu'il ait assez de sang-froid et d'intelligence pour réunir, seul et sans conseil, en un instant, toutes les observations, qu'il peut avoir à présenter pour sa défense. — Lui-même ne peut citer aucun témoin, car il n'a pas à prouver sa non-culpabilité, fait négatif, il ne peut qu'offrir la preuve de certains faits positifs contenant sa justification, et ces *faits justificatifs*, il doit les alléguer dès son premier interrogatoire : s'il indique des témoins à l'appui, ceux-ci sont « ouys et examinés *ex officio* par « les juges ou leurs commis et desputez » hors de sa présence.

Telle est la situation de l'accusé pendant l'instruction : confronté seulement avec les témoins à charge qui sans cesse « peuvent impunément varier et muer » leurs dépositions, obligé de présenter seul sa défense, de proposer en bloc ses faits justificatifs dès le début de l'interrogatoire, alors qu'il ignore toute l'information, et les reproches dès le premier moment de la confrontation, alors qu'il ne sait rien des dépositions qui vont suivre, et sans pouvoir diriger lui-même l'enquête à décharge ; soumis à la torture morale de l'interrogatoire, tremblant sous la menace perpétuelle des souffrances physiques de la question, comment peut-il ne pas succomber ?

L'instruction terminée, le ministère public peut de-

mander, dans ses conclusions, l'application de la *question préparatoire* et la torture s'administre suivant des modes aussi odieux que variés ; l'aveu arraché à la souffrance est maintenant valable en fait, alors même qu'il est ensuite rétracté (1). — Puis l'accusé comparait à huis clos devant le tribunal tout entier qui va de nouveau l'interroger avant de le juger : il répond seul, sans l'aide ni les conseils de personne, car l'article 162 de l'Ordonnance dit « qu'en matières criminelles ne seront les parties aucunement ouyes par le conseil ne « ministère d'aucune personne ; mais répondront par « leur bouche des cas dont ils sont accusez ». Les juges écoutent, examinent et délibèrent en secret ; tout se termine par un jugement en général non motivé, et la sentence elle-même est prononcée hors de la présence de l'accusé, auquel est elle communiquée par le greffier « en la chambre du concierge où il fait venir le prisonnier (2) ».

Il est difficile d'imaginer une justice plus inhumaine, plus redoutable, plus indifférente des droits de la défense. La dénonciation la moins fondée peut amener la perte de celui qu'elle accuse : il suffit d'un juge qui

(1) « Pour autant qu'il y a plusieurs si fins et si malicieux que quel-
« que chose qu'ils aient confessé en la torture, quand ils sont le lende-
« main interrogés, ils nient tout, lors on a accoustumé s'arrêter à la
« confession faite en la torture si elle est vraysemblable et conforme
« ou approchant au contenu des informations. »

PRATIQUE d'IMBERT.

(2) Isambert.

l'accueille, de deux témoins qui la soutiennent, témoins trompés ou corrompus, et l'accusé est jeté en prison, laissé sans appui à la merci d'un enquêteur tout puissant, torturé moralement et physiquement, sans communication d'aucune pièce, sans le droit de faire citer des témoins, ni la possibilité de faire entendre ses protestations, enfin condamné pour un crime qu'il n'a pas commis et dont il n'a pu se disculper.

Et cependant, cette nouvelle procédure est acceptée sans résistance par l'opinion. « On vit le pays tout entier s'éprendre avec passion des garanties qui devaient le mettre à l'abri des violences de la force (1). » Ce que le peuple voyait avant tout dans l'Ordonnance de 1539, c'est qu'elle assurait, d'une façon absolue, la répression du crime : « sortant de l'anarchie du Moyen-Age et des grandes guerres contre l'Anglais, déchiré bientôt par les cruelles guerres de religion, il sentait avant tout le besoin de sécurité et de paix (2). » Quant aux atteintes portées au droit de la défense, quant aux violations des garanties de l'accusé, c'étaient là des considérations trop élevées, trop éloignées de ces esprits incultes et peu éclairés : l'intérêt particulier est sacrifié à l'intérêt général ; des innocents subiront la peine de crimes qu'ils n'ont pas commis, mais les

(1) Picot, *op. cit.*

(2) Esmein, *op. cit.*, p. 159.

citoyens paisibles seront protégés contre les brigands et les criminels qui infestent le pays.

Cependant quelques voix éloquentes s'élèvent, dénonçant les rigueurs et prévoyant les dangers de la procédure nouvelle : Montaigne s'écrie : « Combien ai-je vu de condamnations plus criminelles que les crimes ! » Dumoulin jette au rédacteur de l'Ordonnance, au chancelier Poyet, l'épithète d' « impie », et avant tous Pierre Ayraut défend avec une admirable ardeur la liberté de la défense qui est, dit-il, « des naturelles lois, conséquemment de celles, dit Platon, qui sont immobiles et par cette occasion sacrées et inviolables » : il proteste éloquemment contre le secret, contre l'importance funeste des pièces écrites, contre la théorie des reproches et des faits justificatifs, contre le pouvoir exagéré du juge, en un mot contre toutes les mesures qui étouffent la défense et ferment la bouche de l'accusé. — Ce sont là des voix isolées. L'immense majorité du pays accueille l'Ordonnance avec faveur et les États généraux approuvent les changements apportés à la procédure criminelle. « La lecture des cahiers indique clairement que les députés étaient émerveillés de l'Ordonnance... L'information en elle-même ne leur semblait propre qu'à terrifier les méchants et par conséquent à rassurer les gens paisibles. Aussi se gardaient-ils de critiquer l'instruction secrète (1). »

(1) Picot, *op. cit.*

CHAPITRE IV

DE LA JUSTICE POLITIQUE AVANT RICHELIEU

Après le règne de Louis XI, ses successeurs avaient laissé reposer quelque temps l'arme dont il s'était si fréquemment servi pour aider à ses projets, la justice politique. Sous François I^{er} reparaissent de nouveau les procès inspirés au souverain par la haine ou la cupidité : si les impôts ne rendent pas assez, si le roi veut augmenter son domaine, s'il veut mettre à la raison des sujets estimés dangereux, des procès par commissaires envoient au gibet ceux dont il convoite les biens ou ceux dont il veut se débarrasser, et qu'on accuse souvent, pour les perdre plus sûrement, de crimes imaginaires de sorcellerie ou de magie dont ils ne peuvent se disculper.

Pour le procès du connétable de Bourbon, François I^{er} le fait d'abord examiner par des commissaires, puis, sur leur avis, il le renvoie au Parlement de Paris ; mécontent des arrêts rendus, il appelle, pour juger à nouveau, des présidents et des conseillers des autres Parlements, et il obtient ainsi en 1527, après la mort du

connétable, la sentence qu'il souhaite (1). — A la même époque le surintendant des finances Beaune de Semblançay, accusé faussement de malversation par la reine mère Louise de Savoie, est traduit devant une commission composée avec soin et il est condamné à mort (2). — C'est encore devant des commissaires recrutés dans divers Parlements et présidés par le chancelier Poyet, que comparait l'amiral Brion-Chabot, dont le crédit a suscité de nombreuses jalousies : les efforts de ses juges pour le trouver coupable sont vains, mais le roi croit son honneur intéressé à la condamnation et Chabot est dépouillé de ses biens et banni en 1544 (3). — Bientôt après, par un juste retour, Poyet, accusé de malversation, ne peut se défendre utilement devant la commission chargée de son procès : il est jugé suivant les formes de l'Ordonnance qu'il a lui-même préparée et il est en 1545 privé de ses charges et de ses biens (4).

D'autres procès comme ceux de Berquin, d'Etienne le Court, du maréchal de Biez et de son gendre Jac-

(1) Guizot, *Histoire de France*. — Cimber, *Archives curieuses de l'Histoire de France*.

(2) Clément, *Trois drames historiques. Semblançay*. — Il comparait devant deux commissions : l'un des membres de la première, le conseiller Badouiller déclare à l'avance « qu'il le voudrait bien faire pendre et étrangler ».

(3) Regray, op. cit. — Castelnau, *Mémoires*.

(4) Lair, op. cit : Le roi lui-même vint témoigner contre son chancelier.

ques de Coucy (1) peuvent aussi montrer ce que fut la justice sous François I^{er}, soumise aux volontés de ce roi capricieux et autoritaire, entreprenant et prodigue qui, non content de la faire servir à ses projets politiques, sut encore en tirer une source de revenus : c'est lui qui, en exigeant un prêt de la nouvelle chambre qu'il crée au Parlement de Paris, introduit le premier l'idée de la vénalité des charges, qui entraînera la rapacité et l'ignorance de beaucoup de magistrats.

Nous citerons encore, pour montrer le peu de respect de la justice, à cette époque, envers les accusés, quelques lignes de la plaidoirie d'un des avocats qui plaidaient en 1540 pour les Vaudois de Cabrières et de Mérindol en Provence; un arrêt du Parlement d'Aix ordonnait que les habitants contumaces soient brulés vifs, leurs biens, femmes et enfants confisqués, et Maître Aubry s'écrie : « Cela se peut il couvrir du manteau de
« justice et de quatre arrêts, l'un donné contre un vil-
« lage *non appelé et non ouy*, l'autre un saint jour de
« dimanche par des juges incompetents, les deux autres
« à la suite de suggestions de Monsieur le Président
« (d'Oppède) contenant exécutions et persécutions sur
« villages et communautés *non ouyes*, non condamnés,
« *sur un peuple non nommé ni désigné par ses noms*,
« ni par maison, ni par famille, ce qui n'est autre chose

(1) Guizot, *Histoire de France*. — De Maulde, *Etude sur le maréchal de Gié*.

« que de bailler en proie et à la discrétion du soldat
« tout un pays (1). »

Aussi bien que ces humbles paysans de Provence, les plus hauts personnages du royaume sont exposés aux violations de la loi : il y a une sorte d'égalité dans l'arbitraire royal. Accusé par les Guise d'avoir été l'auteur de la conspiration d'Amboise, le prince de Condé est arrêté ; une commission est formée sur l'ordre du roi Henri II et c'est une créature des Guise, le procureur général Gilles Bourdin qui requiert en son nom. Condé proteste, soutenant à juste titre qu'il doit être jugé par ses pairs, mais le Conseil privé évoque l'affaire, déclarant qu'il a « mal et sans grief appelé... que les arrêts rendus en conseil privé n'ont pas d'autre juridiction que l'absolue déclaration de la volonté particulière du roi ». C'était là une affirmation pleine de franchise de la doctrine du bon plaisir royal : la commission se réunit et condamne le prince à mort, mais le chancelier de l'Hospital et deux commissaires refusent de signer. La mort de François II délivre Condé qui est ensuite réhabilité (2).

Les États généraux avaient accepté sans protestation les rigueurs nouvelles introduites dans la procédure

(1) Bonnet, *Tableaux des procès révisés*. — Sous Henri II le Parlement de Paris revit l'affaire et condamna l'avocat général d'Aix, Guérin, à mort.

(2) Lair, op. cit. — Regray, op. cit.

criminelle par l'Ordonnance de Villers-Cotteret, ils ne supportent pas aussi facilement l'abus que fait la royauté des commissions extraordinaires. Ils en ont déjà réclamé la suppression à la mort de Louis XI ; inspirés par les théories de publicistes éminents tels que Bodin, Pierre Ayraud, Etienne Pasquier, ils sollicitent encore et obtiennent de la royauté des Ordonnances qui prohibent l'emploi de ces tribunaux d'exception. Les rois signent à regret les Ordonnances d'Orléans, de Moulins (1566) et de Blois (1579), par lesquelles ils renoncent à cette expéditive et arbitraire justice. Une ressource suprême leur reste, le droit de se faire justice eux-mêmes : Charles IX se délivre de l'amiral de Coligny, Henri III du duc de Guise, par des assassinats. On voit ainsi reparaître en ces temps malheureux, troublés par les guerres de religion, ces procédés d'une politique barbare qu'une époque grossière comme celle du Moyen-âge pouvait admettre, mais qui, à la fin du XVI^e siècle, semblent tellement anormaux qu'un parti révolutionnaire n'ose les mettre en pratique : le Comité des Seize, exerçant les pouvoirs de la Ligue, croit devoir cacher sous un semblant de procès l'exécution du président Brisson et des conseillers Larcher et Tardif ; il se constitue en une sorte de tribunal qui interroge pour la forme les accusés avant de les faire pendre dans leur prison (1591) (1).

(1) Glasson, *Le Parlement de Paris ; son rôle sous Henri IV*.

Avec Henri IV, la France, épuisée par ces querelles incessantes, par ces luttes meurtrières entre Français, retrouve pour quelque temps un repos dont elle a grand besoin. Le « bon roi Henri » assure la liberté religieuse par l'Édit de Nantes ; il cherche à guérir les plaies causées par la guerre civile, à réparer les abus qui se sont partout introduits. La justice politique chôme, l'usage des commissions est prohibé par l'Édit de Janvier 1597 : on ne voit point d'accusés enlevés à leurs juges naturels et la volonté royale ne vient pas peser sur les décisions des magistrats ; le roi n'intervient que pour annuler les jugements irrégulièrement rendus (tels que celui du duc d'Aumale, jugé à tort par le Parlement seul, sans adjonction de pairs). — Pendant les vingt années de ce règne, la justice est respectée. Mais ce n'est là qu'une fugitive lueur : l'absolutisme royal, un instant arrêté, reprend son cours après la mort de Henri IV, pour parvenir bientôt à son apogée sous l'énergique impulsion du cardinal de Richelieu.

CHAPITRE V

DE LA JUSTICE POLITIQUE SOUS RICHELIEU

« Parmi les nombreux procès politiques qui signalent le ministère de Richelieu, beaucoup furent iniques, mais tous furent illégaux (1). » Dans toute sa conduite Richelieu n'envisage jamais que le but à atteindre — et ce but est élevé, c'est la grandeur de la France — il ne se préoccupe pas des moyens qu'il emploie. Tout ce qui lui barre la route doit céder de gré ou de force et s'il frappe aussi durement ses ennemis personnels que les adversaires de la royauté, c'est qu'il estime que seul il peut mener à bien les vastes plans qu'il a conçus, et qu'attenter à sa vie, c'est mettre en péril le salut même du pays. A ses yeux les hommes se divisent en deux classes : ceux dont il peut se servir et ceux dont il faut se défaire ; s'il est lent parfois à récompenser les premiers de leur aveugle soumission, il n'hésite jamais à se garantir des seconds par l'exil, la prison ou la mort.

(1) D'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*.

Avec Richelieu, les commissions extraordinaires deviennent, selon le mot d'Henri Martin, « une véritable machine à condamnations ». Il écrivait en 1617, lors de son premier ministère : « Sa Majesté fera advouer à tout le monde que la justice est la règle de ses actions, qu'on ne verra jamais accompagnée d'aucune violence » ; plus tard, devenu le ministre tout puissant d'un roi négligent et faible, il ne se servira que de commissaires choisis, tels que Machaud, Laffemas ou Laubardemont qui, « munis de pouvoirs discrétionnaires, parcouraient la France, jugeant sans aucune règle, où il leur plaisait, assistés de qui ils voulaient », ou de tribunaux spéciaux « dont les membres étaient soigneusement triés, chargés de procéder à des jugements sommaires où l'arrêt était connu d'avance (1) ».

« Il y a des crimes, disait le Cardinal, où il faut punir d'abord, puis informer. » Et ces crimes, il ne les énumère pas : il donne au crime de lèse-majesté un développement extraordinaire, et, sous cette qualification vague, il peut faire poursuivre qui lui déplaît. « Le crime de lèse-majesté, dit-il, est si important, que, même celui qui en est coupable par une simple pensée est digne de punition. » Aussi n'hésite-t-il pas à prendre des mesures arbitraires qui doivent prévenir le crime qu'il redoute : Bassompierre est conduit à la Bastille, « de peur qu'on ne le portât à mal faire ».

(1) D'Avenel, op. cit. — Richelieu, *Mémoires*.

« Ne vaut-il pas mieux, écrivait un serviteur fidèle de
« Richelieu (1), empêcher ainsi les innocents de faillir,
« qu'estre réduit à cette triste nécessité de condamner
« des coupables ? » S'il faut céder à cette nécessité et
traduire des accusés devant une cour de justice, Richelieu la compose lui-même : c'est à des juges choisis qu'il confie le soin de condamner : ce n'est pas un arrêt de justice qu'il attend de leurs consciences, c'est un service qu'il exige de leur obéissance.

Le procès de Chalais est peut-être, parmi les nombreux procès politiques de l'époque, celui dans lequel le Cardinal joua le rôle le plus complexe, le plus perfide et le plus inexorable. Henri de Talleyrand, comte de Chalais, grand maître de la garde robe, est arrêté à Nantes en juillet 1626 : il est accusé d'avoir pris parti pour Monsieur, frère du roi, et d'avoir songé à attenter à la vie du Cardinal et peut-être à celle de Louis XIII. « En matière de complots, disait Richelieu, il est souvent impossible d'avoir des preuves concluantes, les autres doivent suffire quand les conjectures sont pressantes. » C'était un crime de lèse-majesté et cela justifiait toutes les mesures illégales. Au lieu de déférer Chalais au Parlement de Paris ou à celui de Rennes, le Cardinal compose une Chambre criminelle : à côté de conseillers au Parlement de Bretagne, il appelle des

(1) Balzac, *Le Prince*. — Le Comité de Salut Public tenait le même langage en 1793 en appliquant la loi des suspects.

maîtres des requêtes de l'Hôtel (1). — Pendant l'instruction, Richelieu va lui-même visiter Chalais dans sa prison pour tenter de lui arracher des aveux et des révélations, mais, malgré les promesses et les menaces, malgré l'espionnage d'agents placés auprès de lui, on ne tire de Chalais que des protestations d'innocence et des accusations contre certains partisans du duc d'Anjou. — En vain la mère de l'accusé sollicite l'assistance d'un conseil pour son fils, en vain elle demande la récusation d'un juge et d'un témoin : en août, Chalais est amené devant ses juges ; un long et perfide interrogatoire n'amène aucune lumière nouvelle : il reconnaît seulement avoir été quelque temps « de la faction de Monsieur », ajoutant qu'il n'y était entré que « par commandement du Roi et du Cardinal. » — Richelieu a obtenu de l'accusé les révélations qu'il désirait, il veut maintenant tirer de son châtiment un exemple qui sera une menace pour tous les conspirateurs, et les magistrats prononcent la sentence qu'il a dictée : Chalais est condamné à avoir la tête tranchée, et son corps coupé en morceaux doit être exposé aux quatre portes de la ville (2) !

Tels sont les procédés employés à l'égard de ceux

(1) L'un d'eux est François Foucquet, père de Nicolas Foucquet, et le procureur général est Christophe Foucquet.

(2) Par des lettres-patentes « de modération » du roi, il a la tête tranchée simplement. — Lair, *Nicolas Foucquet*. — Marcel Théaux, *Une chambre de justice sous Louis XIII*.

que poursuit l'inflexible rigueur de Richelieu. Quelquefois même la justice est rendue de façon plus sommaire : il y a de nombreuses exécutions faites, il le dit lui-même, « un peu dans les ténèbres (1) ». C'est ainsi que deux libellistes, Rondin et Le Venant, sont conduits de nuit à l'échafaud après un court examen des faits ; c'est ainsi que certaines personnes de qualité, accusées du crime de fausse monnaie, et que, dit-on, les juges ordinaires n'oseraient punir, sont rapidement jugées et condamnées par la Chambre de l'Arsenal, où Laffemas siège à côté de François Fouquet (2). Et les choses vont si loin qu'à la fin le Parlement s'inquiète et défend par arrêt de 1631 à tous officiers de justice d'obéir aux commissaires (3).

Sans se laisser arrêter par les protestations du Parlement, Richelieu leur répond en traduisant devant une commission le maréchal de Marillac, accusé pour la forme de malversations. En vain l'accusé réclame-t-il la juridiction du Parlement de Paris, en vain ce Parlement revendique-t-il trois fois la cause devant lui, des commissaires, parmi lesquels des maîtres de l'Hôtel, dont l'un est Laffemas, sont réunis à Sainte-Menehould,

(1) Richelieu, *Mémoires*.

(2) Lair, *Nicolas Fouquet*.

(3) « Cet arrêt du Parlement est cassé par un arrêt du Conseil, « qui ordonne à une députation d'aller trouver le roi à Metz : elle y « est fort mal reçue et le garde des Sceaux lui dit : « Cet état est monarchique : toutes choses y dépendent de la volonté du prince qui « établit les juges comme il lui plaît. »

puis à Verdun, où l'on suppose les populations aigries contre le maréchal, qui vient de lever des troupes en Champagne. Un arrêt du Conseil fait « défense expresse » au Parlement de prendre connaissance de l'affaire du « maréchal, à peine de nullité et de suspension des » charges de ceux qui assisteraient désormais à la dé- « libération de pareils arrêts ». Les commissaires, en majorité membres du Parlement de Bourgogne, veulent suivre un usage de cette assemblée, en vertu duquel l'accusé peut faire entendre les témoins à décharge au cours de l'information, tandis qu'il n'est autorisé à les produire, devant les autres tribunaux, qu'après la clôture de l'instruction. Cet arrêt est cassé par le Conseil. Richelieu modifie la commission en excluant tous ceux qui semblent favorables à Marillac et il donne la présidence à une de ses créatures, le garde des Sceaux Châteauneuf; il fait venir les commissaires à Pontoise et va les visiter tous, employant promesses, menaces et séductions pour les décider à condamner. Marillac est admis à choisir un conseil, mais il ne peut communiquer avec lui qu'en présence de dix personnes désignées; il présente des récusations, dont les motifs sont si graves contre le maître des requêtes du Châtelet, que celui-ci est arrêté et conduit dans une forteresse (1). Enfin le cardinal fait siéger ce soi-disant tribunal à Rueil, dans sa propre maison et c'est là que, « malgré ces triages ré-

(1) Boissard, *Procès de Marillac* (Discours de rentrée. Dijon 1878).

« pétés et cette pression sans exemple, fut prononcée « à la majorité d'une voix seulement la condamnation « à mort ». Quand les juges vinrent faire à Richelieu leur compliment en corps, il leur dit ironiquement : « Dieu donne d'autres lumières aux juges qu'aux autres hommes. C'est une belle qualité que d'être bon juge et incorruptible », et il leur tourna le dos (1).

Il ne croyait pas plus aux crimes de Marillac qu'à la sorcellerie d'Urbain Grandier. Dans ce procès, où la passion politique cède la place à la passion religieuse, Richelieu n'intervient pas directement, mais il laisse faire, ne voulant pas lutter contre les préjugés. Des religieuses ursulines de Loudun, en proie à des crises d'hystérie, se croient possédées du diable et accusent Grandier de maléfices ; ces bruits sont propagés par des prêtres, ennemis de Grandier ; ils sont portés à la connaissance du conseiller du roi Laubardemont, alors en tournée d'intendant dans l'Ouest, qui les accueille avec empressement (2). Une instruction est ordonnée, une procédure irrégulière et violente s'engage, souillée par d'atroces barbaries ; tous les témoignages de filles folles sont accueillis (3). Une commission est nommée, prési-

(1) D'Avenel, op. cit.

(2) Henri Martin dit de Laubardemont : « C'était une de ces natures « d'inquisiteur, dangereuse en tout temps, terrible et fatale sous les « gouvernements absolus qui ont le malheur de leur livrer une part « de l'autorité publique. »

(3) Michelet, *La Sorcière*.

dée par Laubardemont : les capucins dirigent le procès, terrorisant les témoins à décharge, stimulant ceux qui accusent Grandier ; ils obtiennent sa condamnation, il est brûlé vif en 1634.

Plus ministre du roi qu'il n'est prince de l'Église, Richelieu poursuit plus impitoyablement les ennemis de la royauté que ceux de la religion, et nul n'est assez haut placé pour échapper à son pouvoir. Henri II de Montmorency, maréchal de France, filleul de Henri IV, ne peut, malgré son nom, ses alliances, malgré les supplications de toute la cour, obtenir sa grâce après l'échec de Castelnau, où il a désespérément combattu pour Gaston, frère du roi. Le cardinal veut un exemple « tel que personne ne se crût désormais au-dessus du châtimement » ; il enlève le prince au jugement de ses pairs et le fait juger à Toulouse, où le Parlement est forcé d'accepter pour la circonstance la présidence du garde des sceaux Châteauneuf et l'adjonction de maîtres des requêtes. Montmorency est condamné sur l'acte d'accusation occulte que Richelieu a rédigé, selon son habitude (1)! — Le grand écuyer de France, Cinq-Mars, coupable d'avoir conspiré avec les Espagnols, est arrêté ainsi que son ami de Thou, dont le crime est de n'avoir pas révélé le complot. Au lieu d'être jugés par la Tour-

(1) Dubédat, *Histoire du Parlement de Toulouse*. Le premier président de Bertier avait longtemps résisté, le roi dit aux conseillers : « Je veux ce que j'ai dit au premier président et que ce qu'il vous dira de ma part soit exécuté sans contredit. »

nelle et la Grand'Chambre, ils sont traduits devant une commission que Richelieu compose avec soin : « J'attends, écrit-il, M. de Chazé, que nous essaierons par M. de Thou. Il est nécessaire que je sois ici pour l'aider à ses interrogations, que je lui donnerai toutes dirigées. » Comme le duc d'Orléans ne veut pas être confronté avec les autres accusés, le chancelier Séguier imagine une confrontation à distance et se charge de transmettre les dépositions et les reproches (1) : les aveux de Monsieur et du duc de Bouillon fournissent la preuve légale contre Cinq-Mars, mais pour obtenir la condamnation de de Thou, Laubardemont exhibe une vieille loi *De Quisquis*, inscrite dans une Ordonnance de 1477, qui punit la non révélation comme le crime : les commissaires hésitent à appliquer cette loi qui n'est pas en usage au Parlement, deux d'entre eux résistent, Sautereau et Miromesnil, auxquels on ne permet d'opiner qu'après les autres, de peur que les scrupules de leurs consciences ne puissent modifier quelques votes (2).

Un jour les magistrats des enquêtes, refusant d'enregistrer des édits bursaux, disent au chancelier Séguier. « Notre conscience ne nous permet pas d'enregistrer. — Il y a deux consciences, répond Séguier, l'une d'État qu'il faut accommoder à la nécessité des affaires et

(1) Ainsi, suivant le mot de Pierre Ayrault « l'accusé ne voit devant lui que du papier qui ne rougit ni ne tremble point ».

(2) Brigueil, *Procès de Cinq-Mars et de de Thou* (Discours de rentrée, Lyon, 1874).

« l'autre à nos actions particulières. » C'était parler là en bon serviteur de Richelieu, — et le chancelier agit aussi bien qu'il parle. En 1640 il est envoyé en Normandie, armé de pouvoirs extraordinaires, pour réprimer une grave insurrection de paysans, la révolte des Va nu pieds ; il emmène avec lui des conseillers d'État et des maîtres des requêtes, il a à sa disposition les troupes du maréchal de Gassion ; il est juge suprême, il va condamner et faire exécuter sans jugement et sur ordres verbaux. Un des commissaires écrit : « On a com-
« mencé la justice par l'exécution de cinq séditeux,
« condamnés par le chancelier seul, sans autres juges,
« ni assesseurs, ni autre formalité que celle des infor-
« mations, *sans avoir vu ni ouy* les condamnés et sans
« avoir donné autre arrêt que verbal (1) », et avant de les condamner, on leur a fait subir de telles tortures que les conseillers d'État, Michel le Tellier et Jacques Talon, chargés de recueillir les aveux, ne peuvent demeurer, craignant de se trouver mal (2). Séguier résume lui-même son œuvre : « Je n'en ai rien donné par
« escript, mais verbalement et militairement je les ay
« condamnez (3). »

(1) D'Avenel, op. cit.

(2) Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*.

(3) Il est mécontent de l'indulgence des commissaires qui se contentent de condamner par centaines les habitants de Rouen au bannissement à perpétuité, et il écrit à Richelieu : « L'on doit exécuter au-
« jourd'hui deux criminels par ordre militaire, ne me confiant pas

Ainsi d'un bout de la France à l'autre, ce sont des tribunaux composés par Richelieu, présidés par ses créatures, qui jugent et condamnent. Du fond de son cabinet, il dicte les sentences et le pays se tait. — A peine peut on compter quelques rares protestations individuelles. La plus solennelle est celle des commissaires chargés de juger le duc de la Valette, poursuivi pour une faute militaire que Richelieu a transformée en crime de haute trahison et de lèse majesté ; le procès a lieu au Louvre, dans le cabinet et sous la présidence du roi, qui s'acharne à la condamnation : plusieurs magistrats le supplient de renvoyer l'affaire au Parlement. « Opinez au fond ! répond-il. » Les présidents de Bellièvre et de Novion protestent : « C'est une chose « étrange, disent-ils, de voir un roi donner son suffrage « au procès criminel d'un de ses sujets ; les rois ne se « sont réservés que les grâces, et ils renvoient les condamnations vers leurs officiers. — Opinez au fond, répond encore le roi (1). » La Valette est condamné par contumace et le procureur général Mathieu Molé refuse de faire exécuter le contumace en effigie.

« trop à la justice des commissaires qui sont de deçà, qui ne considèrent pas assez la conséquence de cette action et mesurent les peines sur les règles ordinaires qui n'ont point de lieu en cas de rébellion où il faut de l'exemple », et en conséquence un drapier de Rouen et un plâtrier de Sotteville sont pendus, *sur simple ordre verbal*. — Floquet, op. cit.

(1) D'Avenel, op. cit. — Montrésor, *Mémoires*.

La justice du Cardinal fut inexorable, mais si le nombre de ceux qu'il frappa fut grand, bien peu, il faut le reconnaître, furent immolés à ses vengeances, presque tous le furent à son système politique. Et c'est de bonne foi qu'il dira à son lit de mort : « Je prie Dieu de me « condamner si, dans mon ministère, je me suis proposé « autre chose que le bien de la religion et de l'État. »

L'œuvre entreprise par lui est presque terminée : la monarchie absolue triomphe et cette noblesse, jadis si belliqueuse et si turbulente, va devenir le plus ferme appui de l'autorité royale qu'elle a longtemps combattue ; domptés par la puissante main du Cardinal, effrayés par le châtiment des Chalais, des Cinq-Mars, des Montmorency, les grands seigneurs rebelles à Louis XIII vont devenir les courtisans empressés autour de Louis XIV.

CHAPITRE VI

DE LA JUSTICE POLITIQUE APRÈS RICHELIEU

—

Pendant vingt ans la justice politique a fonctionné, pour ainsi dire, d'une façon permanente : elle est arrivée à son apogée avec Richelieu, après lui elle n'apparaît que par intervalles ; — ni Mazarin, ni Louis XIV n'en usent avec cette continuité et cette rigueur qui font du règne de Louis XIII une des époques les plus dramatiques de l'histoire de France.

La Chambre de l'Arsenal, qui a rendu tant de sentences dictées par Richelieu, est encore souvent réunie par Mazarin : c'est elle qui condamne, entre autres personnes, le sieur Bertaut, grand maître des eaux et forêts de Bourgogne, et le sieur de Ricous, coupables de conspiration ; comme ils refusent de reconnaître les commissaires pour juges, on instruit leur procès comme s'ils étaient muets et ils sont condamnés à la roue. Un conseiller, Lainé, qui ose intervenir en leur faveur, est exilé, et l'abbé Fouquet, qui a servi d'intermédiaire entre la Chambre et le ministre, demande à Mazarin « un mot de remerciement » pour le garde des sceaux

et les membres de ce tribunal extraordinaire, « qui ont fait merveille (1) ».

C'est Nicolas Fouquet qui a requis, en qualité de procureur général, dans ce procès ; huit ans plus tard, devenu surintendant des finances, il est traduit à son tour devant une commission, dont il refuse de reconnaître la compétence.— Depuis longtemps, Colbert insinuait à Mazarin que « les finances avaient bon besoin d'une chambre de justice », mais les tentatives de Colbert n'obtiennent plein succès qu'après la mort du cardinal et Fouquet est arrêté le 4 septembre 1661 : sa richesse, son luxe et surtout ses attentions pour Mademoiselle de la Vallière ont éveillé les jalousies et les colères du roi.

Une chambre de justice est créée par édit royal du 15 novembre 1661 ; Lamoignon, adversaire personnel de Fouquet en reçoit la présidence et on choisit, pour la composer, des hommes qu'on sait ou qu'on croit décidés à condamner, tels que Séguier, dont les querelles avec Fouquet ont été retentissantes, Voisin, que le surintendant a combattu dans ses prétentions à la prévôté des maréchaux, Pussort, oncle de Colbert, enfin le procureur général Talon.

Fouquet proteste contre les accusations dont il a été l'objet, déclarant n'avoir agi, « que pour le Roy et par son commandement » ; il revendique, comme procureur général, le privilège de n'être jugé que par le Parlement,

(1) Lair, *Nicolas Fouquet*.

et, comme surintendant, celui de ne rendre compte qu'au roi ; mais ni ses protestations, ni ses revendications ne sont consignées. Un arrêt est rendu en juillet 1662 décidant que « son procès sera fait et parfait par la Chambre de justice », et cet arrêt est rendu sans que l'accusé soit entendu, « le Roy *estant bien informé* des moyens dont le sieur Fouquet prétend se servir (1) ».

Pendant huit mois le prisonnier est au secret absolu, ne pouvant communiquer qu'avec les conseillers Poncet et Renard, chargés de l'interroger. Ce n'est qu'après un an (en septembre 1662), et en dépit des efforts de Colbert et de Pussort, qu'on lui accorde des conseils, les sieurs Lhoste et Auzanet, qu'il ne peut voir pendant longtemps hors de la présence du greffier. On lui refuse à ce moment communication des pièces qu'il désirerait connaître avant la confrontation des témoins, et il ne l'obtient qu'en janvier 1663, grâce à l'un des rapporteurs nommés, Olivier d'Ormesson, magistrat intégral et loyal, en qui, bien à tort, Colbert pensait trouver un allié et Fouquet un ennemi.

Lamoignon qu'on suspecte d'indépendance, est remplacé par Séguier (2), et Talon qu'on trouve insuffisant,

(1) Pellisson, le fidèle commis de Fouquet, ayant nié la compétence des commissaires, il lui est répondu que le roi renvoie l'accusé « non « devant des juges, mais devant des commissaires *qui le représentent plus directement* ».

(2) Arnaud d'Andilly disait de Séguier : « c'est Pierrot métamorphosé en Tartuffe. »

cède la place au médiocre Chamillart. La Chambre de justice est transférée de l'Arsenal à l'hôtel Séguier, dans la demeure même d'un ennemi personnel de Fouquet. — Les procédés les plus perfides sont employés pour accabler l'accusé : les procès verbaux sont dressés de façon inexacte, les pièces sont faussées par Berryer, créature de Colbert et son agent auprès des commissaires, les témoins sont menacés s'ils ne déposent pas contre Fouquet (1); on tente d'intimider l'honnête d'Ormesson et les autres magistrats impartiaux (Boucherat et Le Bossu qu'on croit favorables au surintendant sont exclus de la Chambre) (2). Fouquet, trop bien renseigné sur les agissements de ses ennemis, est éloigné : on le transfère à Moret.

A ce moment a lieu le procès d'un sieur Dumont, ancien receveur des tailles, dont on a dessaisi le Parlement et qu'un arrêt du Grand Conseil a renvoyé à la Chambre de Justice. Colbert veut une condamnation, qui sera un préjugé contre Fouquet : on refuse à l'accusé l'assistance d'un conseil et la communication de son dossier ; menacé, s'il se tait, d'être jugé comme un

(1) On relâche le traitant Jacquet qui a « bien témoigné » contre Fouquet.

(2) Colbert va porter les plaintes du roi au père de d'Ormesson et reçoit de lui cette réponse qu'il faut citer : « Je suis bien fâché que le « Roi ne soit pas satisfait de la conduite de mon fils, mais je sais qu'il « n'a que de bonnes intentions. Je lui ai toujours recommandé de « craindre Dieu, de servir le Roi et la justice sans acception de personnes. »

muët, il est interrompu par Séguier dès que l'interrogatoire tourne en sa faveur; après avoir subi les plus durs traitements, et malgré les protestations des conseillers Renard, Catinat, et le Féron, il est condamné, — Colbert est satisfait.

Tandis que Fouquet est à Moret, on essaie de restreindre encore les moyens de défense qu'on a dû lui accorder : l'accusé ne doit plus voir ses avocats que deux fois par semaine et en présence de d'Artagnan (1), chargé de la garde du prisonnier (2).

(1) Une lettre adressée par Le Tellier, secrétaire d'Etat de la guerre, à d'Artagnan, nous semble offrir assez d'intérêt pour être reproduite presque entièrement : elle montre, en même temps que les procédés employés, les précautions que le roi se croit obligé de prendre pour cacher les illégalités qu'il commet : il semble que le pouvoir absolu n'ose plus agir aussi ouvertement que jadis et qu'il craint déjà les critiques de l'opinion :

« Fontainebleau, 17 juin 1664.

« Monsieur, vous verrez par la dépêche du Roi, qui est ci-jointe, que
 « Sa Majesté ne juge pas qu'il soit à propos de permettre que qui que
 « ce soit présentement voit M. Fouquet, *ni même ceux qui lui ont été*
 « *donnés pour conseils*, et j'ai eu commandement de vous faire en
 « même temps savoir que Sa Majesté désire que si M. Fouquet se plai-
 « gnait à vous de la difficulté que vous ferez de lui laisser avoir aucune
 « communication avec personne, vous vous absteniez de lui dire, ni à
 « qui que ce soit, ce que Sa Majesté vous a ordonné par sa lettre qui
 « doit être tenue secrète, mais que vous laissiez entendre que, comme
 « vous êtes obligé de prendre vos mesures et vos précautions pour la
 « sûreté de sa translation, vous ne pouvez point vous empêcher d'en
 « user de cette sorte. »

RAVAISSON. *Archives de la Bastille.*

(2) Les rapporteurs vont présenter au roi une requête de Fouquet : il leur est répondu « que lorsque Sa Majesté avait trouvé bon que

Enfin en novembre 1664, les audiences commencent : elles ne sont pas publiques et l'accusé se présente seul. Il refuse de prêter serment : on veut le juger comme un muet, mais d'Ormesson proteste et obtient qu'on passe outre. Après une éloquente défense de Fouquet, d'Ormesson récapitule le procès avec une grande impartialité, il montre l'inanité de la plupart des charges ; mais il dénonce les dépenses faites par l'accusé « au-delà de toute raison » et il conclut à la confiscation et au bannissement. Après lui l'autre rapporteur, Sainte-Hélène demande la mort. Les délibérations durent deux jours, pendant lesquels Colbert travaille à obtenir une condamnation capitale, offrant de montrer *aux juges seuls* des preuves indubitables et secrètes : ses efforts sont vains, Fouquet est condamné au bannissement, peine que le Roi commue en celle de la prison perpétuelle, sans que personne ose protester contre ce monstrueux abus de pouvoir. — Après la sentence, plusieurs des juges qui n'ont pas voulu voter la mort sont frappés par le roi, et, entre autres, d'Ormesson est privé de la charge de son père (1).

« M. Fouquet eut un conseil libre, elle avait estimé que son procès ne « durerait pas longtemps, qu'il y avait plus de deux ans qu'il était « commencé sans en voir la fin... et qu'elle ne voulait pas que ce conseil fut perpétuel ». (Journal de Foucault.)

(1) Lair, *Nicolas Fouquet*. — Droz, *Procès de Fouquet*.

CHAPITRE VII

L'ORDONNANCE CRIMINELLE DE 1670

En même temps qu'il poursuivait avec acharnement le surintendant Fouquet, qu'il pesait de toute son influence sur l'opinion des juges, qu'il autorisait ou dirigeait toutes les manœuvres destinées à perdre l'accusé, Colbert songeait à réformer la magistrature, à refondre et à renouveler les Ordonnances sur la Justice. C'est surtout contre l'ignorance et la cupidité, contre les prévarications et les abus des juges, qu'il veut réagir ; ce qui l'anime, c'est le désir de mettre un frein aux prérogatives du Parlement, d'affirmer la toute puissance du roi — ce n'est pas du tout le souci d'améliorer la situation des accusés, de leur rendre les garanties qui leur sont nécessaires, de rétablir une justice plus équitable et plus humaine : l'Ordonnance de 1539 semble même, à Colbert et à ses fidèles, trop peu rigoureuse et trop doucement appliquée : « L'impunité des crimes
« écrit Pussort, est le plus grand de tous les désordres
« qui se rencontrent en l'administration de la justice,
« elle naît de l'interprétation favorable et condescen-

« dante que les juges ont donné de temps en temps aux
« Ordonnances qui ont été faites sur cette matière. »

Un Conseil de justice se réunit en 1665, composé de conseillers d'Etat auxquels viennent se joindre, malgré Colbert, en 1667, des membres du Parlement ayant à leur tête, le président de Lamoignon. — Des conférences qui eurent lieu, résultèrent en 1667 l'Ordonnance civile et en 1670 l'Ordonnance criminelle.

Deux hommes jouent, dans les discussions, un rôle principal et sont les porte-paroles de deux tendances contraires : l'un, représentant le principe de l'omnipotence royale, animé de l'esprit de Colbert, veut faire de la procédure « un instrument de répression énergique
« et sûr, sans qu'on s'inquiétât beaucoup des droits
« de la défense (1) » : c'est Pussort, que Saint-Simon définit « un vrai fagot d'épines » et que Lamoignon dépeint comme un homme « de beaucoup d'intégrité et
« de capacité, mais si féroce, d'un naturel si peu socia-
« ble... si prévenu de son sens et si persuadé qu'il n'y
« avait que lui seul qui eût bonne intention, qu'il était
« toujours prêt à perdre le respect dû à la Compagnie », — l'autre, défenseur infatigable des prérogatives parlementaires et de l'indépendance du juge, fait entendre la voix de l'humanité et s'élève contre les rigueurs de la procédure : c'est Guillaume de Lamoignon, « fort
« homme de bien, dit Colbert, incapable de cabales,

(1) Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 209.

« d'intrigues et de se départir jamais du bien du service
« du roi et du public (1) ». — Le premier défend les
anciennes idées, les vieilles traditions ; le second, de-
vançant d'un siècle ses contemporains, parle au nom de
principes qui triompheront plus tard ; mais il vient trop
tôt et c'est l'influence de Pussort qui l'emporte. L'ordon-
nance de 1670 ne fait qu'enregistrer, si elle ne les
aggrave pas, les rigueurs préexistantes.

Engagés d'office par les procureurs du roi ou des
seigneurs, ou sur dénonciations à eux adressées (2), ou
encore à la suite de plaintes portées devant le juge (3),
les procès débutent toujours par une très longue infor-
mation, durant laquelle le principe du secret le plus
absolu est rigoureusement observé. C'est la tradition
et personne encore ne songe à réagir : tout au plus en-
toure-t-on cette information de plus de précautions, de
façon qu'elle soit sincère et ne puisse être altérée ; les
témoins sont entendus secrètement et séparément et il
est fait défense aux greffiers « de communiquer les in-

(1) Duval, *La préparation des ordonnances de 1667 et 1670 et Guillaume de Lamoignon*. (Discours de rentrée, Cour de Cassation, 1897).

(2) Les procureurs royaux ou seigneuriaux sont dorénavant les seuls accusateurs ; la partie privée ne peut demander que des dommages-intérêts. — (Les juges seigneuriaux n'interviennent plus qu'en première instance : les juges d'appel sont toujours des juges royaux).

(3) « Les plaignants ne seront réputés parties civiles, s'ils ne le déclarent formellement par la plainte. »

« formations et autres pièces secrètes du procès », — mais l'usage est aboli de faire informer par un sergent ou un notaire, et les dépositions doivent être écrites par un greffier en présence du juge; « le serment à faire
« prêter aux témoins, les questions à leur poser, la
« lecture des dépositions, la défense de laisser des in-
« terlignes, la tenue matérielle du registre... toutes ces
« prescriptions sont imposées à peine de nullité (1) ». — Après les informations, des monitoires peuvent toujours être décernés par l'official, sur l'ordre du juge criminel, « alors même qu'il n'y avait aucun commen-
« cement de preuve ou refus de déposer des témoins (2) ».

Si des charges sont relevées contre l'inculpé, le juge rend, en cas de crime ou de délit pouvant entraîner une peine afflictive ou infamante, un *décret de prise de corps*, sinon un *décret d'assigné pour être ouï* ou d'ajournement personnel. L'accusé doit, en vertu de la nouvelle ordonnance, être interrogé dans les vingt-quatre heures de son emprisonnement, — mesure heureuse contre laquelle on voit avec étonnement s'élever Lamoignon. Cet interrogatoire a lieu en secret devant le juge et son greffier, il doit être précédé du serment; Lamoignon combattit de toutes ses forces cette disposition, il montra que ce n'était là qu'un simple usage qui

(1) Esmein, op. cit., p. 224.

(2) En vain Lamoignon fit observer « que l'on ne commence pas l'instruction d'un procès par un monitoire ».

s'était introduit, « comme toutes ces choses dont on ne
« connaît pas bien l'origine ni la raison ». « S'il est obli-
« gatoire, dit-il, c'est engager infailliblement l'accusé
« à commettre un nouveau crime et ajouter au men-
« songe qui est inévitable dans ces rencontres, un par-
« jure qui se pourrait éviter. S'il n'est pas obligatoire,
« c'est prendre le nom de Dieu en vain. » Pussort répon-
dit en soutenant que « l'abolition du serment proposée
« serait dangereuse, qu'il se trouvait des consciences
« timorées que la crainte du parjure pouvait entraîner
« à reconnaître la vérité » et l'article fut maintenu. En
réalité cette torture morale avait, autant que la torture
physique, sa raison d'être, toutes deux tendant à obte-
nir l'aveu si nécessaire dans le système des preuves
légales (1).

L'Ordonnance de 1670 interdit de nouveau l'assistance
des avocats : « L'accusé doit répondre sans délai, par sa
« bouche et sans le ministère du conseil. » Si, dans les
crimes non capitaux « les juges pouvaient, après l'in-
terrogatoire, permettre aux accusés de communiquer
avec qui bon leur semblera », dans les crimes capitaux
toute communication est interdite, sauf dans certains
cas énumérés limitativement « à l'égard desquels les
« juges pourront ordonner, si la matière le requiert,
« que les accusés, après l'interrogatoire, communique-
« ront avec leurs commis ». Tout en paraissant édicter

(1) Esmein, op. cit. — Duval, op. cit.

une prohibition moins absolue que l'Ordonnance de 1539, on renchérisait en réalité sur cette dernière, dont les termes un peu vagues laissaient un certain pouvoir aux juges. — Pussort soutint ces dispositions avec ardeur : « L'expérience, dit-il, faisait connaître
« que le conseil qui était donné, se faisait honneur et se
« croyait permis, en toute sûreté de conscience, de
« prouver par toutes voies l'impunité de l'accusé. L'on
« sait combien ces sortes de conseils sont féconds en
« ouvertures pour former des conflits de juridiction,
« combien ils inventent de subtilités pour faire trouver
« des nullités dans les procédures, et pour faire naître
« une infinité d'incidents. Cependant, comme on ne re-
« fuse rien à un accusé, pourvu qu'il ait moyen de faire
« travailler beaucoup d'avocats et de fournir aux frais,
« les expédients ne manquent pas pour immortaliser
« son procès. Ainsi c'est proprement aux riches et pour
« l'impunité que le conseil est accordé. » — Lamoignon répliqua, en des termes admirables : « Il est vrai que
« quelquefois le conseil sert aux accusés pour éluder
« la justice et pour tirer les procès en longueur, et quel-
« ques criminels se sont échappés des mains des juges
« par le moyen du conseil qu'on leur avait donné. Mais
« si le conseil a sauvé quelques coupables, il pourrait
« arriver aussi que des innocents périraient faute de
« conseil, et comme il est impossible qu'un législateur
« prévoie tous les inconvénients, il faut qu'il se règle
« sur les plus considérables et qu'il aille au-devant du

« plus grand mal. Il est certain qu'entre tous les maux
« qui peuvent arriver dans la distribution de la justice,
« aucun n'est comparable à celui de faire mourir un in-
« nocent et qu'il vaudrait mieux absoudre mille coupables » ; et il ajoutait « qu'il fallait considérer que le
« conseil qu'on a accoutumé de donner aux accusés n'est
« point un privilège accordé par les ordonnances ni par
« les lois, mais une liberté acquise par le droit naturel
« qui est plus ancien que toutes les lois humaines.....
« Les ordonnances ont retranché aux accusés tant d'au-
« tres avantages qu'il est bien juste de leur conserver
« ce qui leur reste, et particulièrement le conseil (1). »
— Malgré ces belles paroles, l'article discuté fut adopté, après qu'on eut adjoint aux cas où le défenseur était admis, ceux dans lesquels il s'agissait de l'état des personnes.

Après l'interrogatoire, l'accusé reçoit, dans le cas où le crime n'entraîne pas de peine afflictive, communication des charges. Il peut, lorsque le procès ne peut entraîner qu'une peine pécuniaire, présenter requête pour être reçu en procès ordinaire. Dans les autres cas, il y a lieu à règlement à l'extraordinaire, sur les conclusions de la partie publique et de la partie civile : les témoins sont alors « ouys de nouveau, récolés en leurs
« dépositions et, si besoin est, confrontés à l'accusé ». La confrontation était une des rares occasions qui

(1) Procès-verbal de l'Ordonnance criminelle, p. 162 à 164,

étaient données à l'accusé de pouvoir se défendre : elle devient presque inutile, car l'article 11 de l'Ordonnance établit que « les témoins qui, depuis le récolement, « rétracteront leurs dépositions ou les changeront dans « des circonstances essentielles, seront poursuivis et « punis comme faux témoins ». En vain Lamoignon proteste : « Il peut être dangereux de faire une loi si « exacte, parce que quelquefois un accusé peut redresser un témoin à la confrontation en des circonstances « considérables et le faire souvenir de la vérité d'un « fait qui lui aurait échappé. » L'article 11 est maintenu : la confrontation n'a plus pour l'accusé qu'une utilité, celle de lui permettre de proposer ses reproches — qu'il doit, comme par le passé, produire à brûle-pourpoint et avant la lecture de la déposition.

L'instruction terminée est remise au rapporteur, mais avant que l'affaire ne soit soumise au tribunal, le procureur du roi prend ses conclusions, qui peuvent tendre à l'application de la peine et qui peuvent aussi demander la torture ou la preuve des faits justificatifs. La question préparatoire est conservée, sans que l'abolition de cette horrible procédure ait été sérieusement proposée, même par Lamoignon (1). — Quant aux faits justificatifs, on n'admet que « ceux choisis par le juge « du nombre de ceux que l'accusé aura articulés dans

(1) Lamoignon se contente de dire « qu'il voyait de grandes raisons « de l'ôter, mais qu'il n'avait que son sentiment particulier ».

« les interrogatoires et confrontations » et les témoins, qu'il doit indiquer sur le champ, sont entendus en dehors de l'accusé.

Le rapport est déposé. Le choix du rapporteur était grave, car son influence était prépondérante : sans doute toutes les pièces de la procédure étaient lues devant les magistrats ; sans doute, avant de passer en jugement, l'accusé subit un dernier interrogatoire et il est entendu sur la sellette (1), pour la première fois, par le tribunal assemblé, mais ces juges qui interviennent seulement dans l'affaire et ne la connaissent pas, ne vont-ils pas souvent juger d'après le rapport ? Or, dans les bailliages, les lieutenants criminels étaient à la fois instructeurs et rapporteurs, ils étaient donc maîtres du procès. — L'accusé comparait seul, car, alors même qu'il y a un conseil, il ne peut y avoir de plaidoyer ; après l'avoir entendu dans ses réponses, le tribunal peut encore ordonner la torture ou admettre la preuve des faits justificatifs ; en tous cas, avant de prononcer la sentence, les juges « se livrent à ce travail « singulièrement épineux de dosage, de soupesage des « preuves *pleines* ou *manifestes*, *semi-pleines* ou « *demi-preuves*, *imparfaites* ou *légères*, sans oublier « les *indices* que fournissent les pièces du procès (2) »,

(1) Le dernier interrogatoire n'avait lieu sur la sellette que lorsque les conclusions du ministère public tendaient à une peine afflictive ; dans les autres cas, il avait lieu « derrière le barreau ou parquet de la chambre ».

(2) Duval, op. cit.

puis, quelle que soit leur conviction intime, ils appliquent le résultat de ce travail méthodique et rendent un arrêt souvent non motivé.

L'accusé peut faire appel de toutes les décisions du juge et ici « il y a une porte ouverte à la défense », car la procédure de *l'appellation* n'est pas nécessairement secrète et l'assistance des avocats n'est pas absolument interdite ; on cherche à restreindre ces dispositions libérales, à rendre cette faculté de l'appel presque illusoire en décidant qu'« elle ne pourrait empêcher ou retarder l'exécution des décrets, l'instruction et le jugement », mais en fait on peut estimer qu'il y a là une ressource pour les accusés, seulement il faut se hâter et pour cela avoir du crédit et de l'argent (1).

« Si l'on voulait comparer notre procédure criminelle à celle des Romains et des autres nations, on trouverait qu'il n'y en a point de si rigoureuse que celle qu'on observe en France (2). » Ainsi s'exprimait Lamignon avant 1670. La nouvelle ordonnance a-t-elle amélioré la situation de l'accusé ? N'est-il pas, comme par le passé, privé de toutes les garanties qui sont indispensables à sa défense ? Son sort n'est-il pas toujours soumis à la volonté d'un juge instructeur tout puissant, au hasard d'un système méthodique de preuves, qui lui

(1) Esmein, op. cit., p. 247.

(2) Procès-verbal de l'Ordonnance criminelle.

enlève tout espoir dans la conviction consciencieuse des magistrats devant lesquels il comparait ?

L'ordonnance de 1670 n'a rien modifié ; au contraire, en précisant la loi, en codifiant des pratiques existantes, elle a rendu impossibles certaines tolérances qu'accordaient auparavant des magistrats désireux de faire profiter l'accusé de l'indécision et du vague de certains principes judiciaires — et par là elle a indirectement aggravé encore les rigueurs de la justice criminelle.

Cependant elle est accueillie sans difficulté ; habitués à l'obéissance, les esprits s'inclinent devant cette nouvelle manifestation du pouvoir absolu. La Bruyère est presque seul, à ce moment, pour dénoncer les horreurs de la torture et les dangers de la procédure inquisitoire et secrète : « La question est une invention merveilleuse, dit-il, et tout à fait sûre pour perdre un innocent qui a la complexion faible et sauver un coupable qui est né robuste. Un coupable puni est un exemple pour la canaille, un innocent condamné est l'affaire de tous les honnêtes gens. — Une condition lamentable est celle d'un homme innocent à qui la précipitation et la procédure ont trouvé un crime ; celle même de son juge peut-elle l'être davantage (1). » — Après lui, Augustin Nicolas, président au Parlement de Dijon, fait entrevoir les dangers de la théorie des preuves légales

(1) La Bruyère, *Les Caractères*.

qui, en faisant de l'aveu une condition de la condamnation, encourage les juges à l'obtenir par les pires tortures. « Il est des juges criminels si acharnés à tirer la confession de tous accusés, qu'ils se plaisent à inventer de nouveaux tourments où ils ajoutent quelque atrocité aux anciennes, pour réduire un accusé à confesser à quelque prix que ce soit (1). » — L'abbé Fleury précepteur du Dauphin, dans son « avis à Louis, duc de Bourgogne », signale, parmi les mesures à prendre : « Réformer notre procédure criminelle tirée de l'inquisition ; elle tend plus à découvrir et punir les coupables qu'à justifier les innocents. »

Ce ne sont là que des voix isolées qui restent sans écho : en haut le roi est encore trop imbu de sa toute puissance pour que ces courageuses protestations puissent le faire hésiter, en bas la masse est encore trop inerte pour pouvoir comprendre ces idées nouvelles d'humanité et de justice. — Pendant un siècle encore, des juges vont mettre en usage tous les ressorts de cette terrible procédure : sans inquiétudes, sans scrupules, ils rendent contre des accusés, dont ils n'entendent pas les défenses, des sentences que ne sanctionnent pas leurs consciences.

(1) Le livre de Nicolas est intitulé : « *Si la torture est un moyen sûr à vérifier les crimes secrets, dissertation morale et juridique, par laquelle il est amplement traité des abus qui se commettent partout en l'instruction des procès criminels et particulièrement en la recherche du sortilège.* »

— Pendant un siècle encore, — mais de plus en plus rarement, — la royauté, pour diriger à son gré le sort de certains procès, va réunir des commissions extraordinaires : elles seront chargées, tantôt de punir avec éclat des conspirateurs audacieux tels que ce chevalier de Rohan qui, aidé d'un sieur de Latréaumont et d'un philosophe hollandais Van den Enden, entreprend follement de proclamer en France une république imitée de celle de Hollande (1), tantôt de juger ce terrible *drame des poisons* qui pendant des années remplit le royaume d'effroi, d'en rechercher les auteurs et de ne les frapper qu'avec discernement, en épargnant par crainte de trop grands scandales des coupables trop haut placés (2).

(1) Clément, *Trois drames historiques, Le Chevalier de Rohan*.

(2) Funck Brentano, *Le drame des poisons*. — Ravaisson, *Archives de la Bastille*.

CHAPITRE VIII

LA RÉACTION AU XVIII^e SIÈCLE



Au XVIII^e siècle apparaît un nouvel idéal ; un souffle nouveau anime les esprits, en eux s'éveillent des idées de raison, de tolérance, d'humanité ; il semble que les consciences, engourdies pendant des siècles, sortent d'un long sommeil à l'appel des philosophes, pour rejeter d'un coup le poids de tous les préjugés, de toutes les iniquités, de toutes les injustices et de toutes les misères, sous lesquels elles ont été si longtemps écrasées. Tous les abus si longtemps supportés inconsciemment semblent maintenant intolérables, toutes les institutions si longtemps respectées, parce qu'elles n'étaient pas discutées, apparaissent comme des vestiges d'une époque déjà lointaine où les mœurs étaient barbares et inhumaines. Cette procédure criminelle, où l'accusation est tout et la défense rien, où l'accusé est emprisonné, torturé, condamné, sans qu'aucun secours ne lui soit donné, inspirent à ceux qui l'étudient, animés de l'esprit nouveau, des sentiments d'étonnement et d'indignation. « J'entends la voix de la nature qui crie contre moi »,

dit Montesquieu parlant de la torture. « Si ces hommes
« sont coupables, dit Servan, ils sont encore dignes de
« pitié : mais si ces hommes sont innocents, ô douleur !
« ô pitié ! A cette idée l'humanité pousse du fond du
« cœur un cri terrible et tendre ! »

Abattre toutes les ruines de ce vieil édifice et rebâtir une cité nouvelle, transformer les hommes qui l'habiteront en leur inculquant des principes de liberté et de fraternité, créer une société régie par des lois empruntées aux meilleures sources de l'antiquité ou des temps modernes, à Rome ou à l'Angleterre, telle est l'œuvre que tentent les philosophes, entreprise colossale dont la portée exacte leur échappe, qu'ils seront impuissants à limiter dans ses effets, et qui aboutira à la Révolution Française.

En 1748 Montesquieu écrit : « La liberté politique con-
« siste dans la sûreté, ou du moins dans l'opinion qu'on
« a de sa sûreté. Cette sûreté n'est jamais plus attaquée
« que dans les accusations publiques ou privées. C'est
« donc de la bonté des lois criminelles que dépend
« principalement la liberté du citoyen..... Les connais-
« sances que l'on a acquises dans quelques pays, que
« l'on acquerra dans d'autres sur les règles les plus
« sûres que l'on puisse tenir dans les jugements crimi-
« nels, intéressent le genre humain plus qu'aucune
« chose qu'il y ait au monde. Ce n'est que sur la prati-
« que de ces connaissances que la liberté peut être fon-
« dée et dans un État qui aurait là-dessus les meilleures

« lois possibles, un homme à qui on ferait son procès
« et qui devrait être pendu le lendemain, serait plus
« libre qu'un pacha ne l'est en Turquie (1). »

Quelques années plus tard, un Italien, le marquis de Beccaria, essaye à son tour de faire pénétrer l'humanité dans les lois pénales et de défendre les droits de l'homme dans la personne des accusés : il attaque les excès odieux commis au nom de la justice, et entre tous la torture ; il combat le serment, cette autre torture morale, il demande la publicité des jugements et des procédures : « Que les jugements soient publics, que les
« preuves du crime soient publiques, et l'opinion, qui
« peut être le seul lien des sociétés, mettra un frein à
« la violence et aux passions » ; il critique les preuves légales et considère la certitude morale comme le meilleur guide du juge : « Pour juger, il ne faut que le sim-
« ple bon sens et ce guide est moins trompeur que tout
« le savoir d'un juge (2). » — Son livre soulève une profonde émotion : tous les intellectuels, philosophes, encyclopédistes, penseurs, adoptent ses idées avec enthousiasme et derrière lui se forme en France une école de criminalistes qui compte parmi ses membres Servan, Pastoret, Brissot de Warville, le futur Girondin, et le docteur Marat qui publie un « Plan de législation criminelle » conçu suivant les nouvelles doctrines humanitaires.

(1) Montesquieu, *Esprit des lois*, L. XII, ch. 2.

(2) Beccaria, *Traité des délits et des peines*.

Mais le plus rude assaut que le vieux droit criminel eût à subir, c'est Voltaire qui le livre : avec son ardeur habituelle, avec tout le bonheur d'un grand talent mis au service d'une grande cause, il va quitter le domaine des généralités pour dévoiler, point par point, toutes les erreurs et toutes les iniquités de cette procédure qui, dit-il, « semble n'avoir été dirigée qu'à la perte des accusés (1), » qui, du jour où le soupçon pèse sur eux jusqu'au moment où ils sont condamnés, paralyse leur défense et leur ferme la bouche. « Un homme est
« il accusé d'un crime, vous l'enfermez d'abord dans un
« cachot affreux ; vous ne lui permettez communication
« avec personne, vous le chargez de fers comme si
« vous l'aviez déjà jugé coupable. Les témoins qui dé-
« posent contre lui sont entendus secrètement, il ne les
« voit qu'au moment de la confrontation ; avant d'en-
« tendre leurs dépositions, il doit alléguer les moyens
« de reproche qu'il a contre eux, il faut les circonstan-
« cier, il faut qu'il nomme au même instant toutes les
« personnes qui peuvent appuyer ces moyens ; il n'est
« plus admis au reproche après la lecture des déposi-
« tions. S'il montre aux témoins ou qu'ils ont exagéré
« des faits ou qu'ils en ont omis d'autres, ou qu'ils se
« sont trompés sur des détails, la crainte du supplice
« les fera persister dans leur parjure. Si des circons-
« tances que l'accusé aura énoncées dans son interro-

(1) Voltaire, *Commentaire du traité des délits et des peines*.

« gatoire sont rapportées différemment par les témoins,
« c'en sera assez à des juges ou ignorants ou prévenus
« pour condamner un innocent..... Quel est l'homme
« que cette procédure n'épouvante pas? Quel est l'homme
« juste qui puisse être sûr de n'y pas succomber? O juges,
« voulez-vous que l'innocent accusé ne s'enfuie pas,
« facilitez-lui les moyens de se défendre (1). »

Après avoir résumé en ces quelques lignes l'esprit de la procédure qu'il combat, Voltaire en étudie le détail, en suit toutes les phases : d'abord l'information secrète aboutissant à l'emprisonnement de l'accusé, exposé sans conseil aux dangers d'un interrogatoire, dont l'habileté est souvent poussée jusqu'à la perfidie (2).
« Plonger un homme dans un cachot, l'y laisser seul
« en proie à son effroi et à son désespoir, l'interroger
« seul quand sa mémoire doit être égarée par les an-
« goisses de la crainte et du trouble entier de la ma-
« chine, n'est-ce pas attirer un voyageur dans une
« caverne de voleurs pour l'y assassiner? C'est surtout
« la méthode de l'inquisition. Ce mot seul imprime
« l'horreur (3). » — Après le récolement, et lorsque le juge l'ordonne, a lieu la confrontation, devenue sans utilité depuis que toute rétractation fait encourir la peine de faux témoignage, « de sorte que lorsqu'un

(1) Voltaire, *Commentaire du traité des délits et des peines*.

(2) Laroche Flavin dit qu' « il est permis de mentir quelquefois
« pour découvrir la vérité des crimes et des forfaits. »

(3) Voltaire, *Prix de la justice et de l'humanité*.

« homme d'esprit simple et ne sachant pas s'exprimer,
« mais ayant le cœur droit et se souvenant qu'il a dit
« trop ou trop peu, révoque ce qu'il a dit par un prin-
« cipe de justice, il est puni comme un scélérat et il
« est forcé souvent de soutenir un faux témoignage par
« la seule crainte d'être traité en faux témoin (1) ». —
Ensuite, dernier effort pour obtenir l'aveu, la torture et
Voltaire s'écrie : « Puisqu'il est encore des peuples
« chrétiens, que dis-je ? des prêtres chrétiens, des
« moines chrétiens qui emploient les tortures pour
« leur principal argument, il faudrait commencer par
« leur dire que les Caligula, les Néron, n'osèrent ja-
« mais exercer cette fureur contre un seul citoyen ro-
« main (2). » — Enfin Voltaire attaque avec la plus
grande vigueur le système des preuves légales : « Quand
« il s'agit d'ôter la vie et l'honneur d'un citoyen, alors
« la probabilité la plus grande ne suffit pas. Pourquoi ?
« C'est que si un champ est contesté entre deux par-
« ties, il est évidemment nécessaire pour l'intérêt pu-
« blic et pour la justice particulière, que l'une des
« deux parties possède le champ. Mais quand un
« homme est accusé d'un délit, il n'est pas évidemment
« nécessaire qu'il soit livré au bourreau sur la plus
« grande probabilité. Il est très possible qu'il vive sans
« troubler l'harmonie de l'État (3). »

(1) Voltaire, *Commentaire des délits et des peines*.

(2) Voltaire, *Prix de la justice et de l'humanité*.

(3) Voltaire, *ibid.*

Voltaire ne se contente pas d'être le défenseur éloquent d'un système nouveau, il met en pratique les idées généreuses qu'il préconise : une occasion s'offre à lui de prendre en main la défense d'un innocent et il n'hésite pas à accepter ce rôle, en dépit des critiques, des railleries, et des colères. Quittant le domaine des abstractions, il va se passionner pour des individualités et se constituer le protecteur de ceux qu'une justice aveugle menace ou accable. Parmi les procès dans lesquels il intervient, nous n'étudierons que celui de Calas qui montre en pleine lumière les deux vices primordiaux de la procédure : la toute puissance du juge et l'impuissance de la défense.

En 1761, un jeune homme, Marc-Antoine Calas, est trouvé pendu dans la maison de son père : le bruit se répand que les Calas ont tué leur fils pour l'empêcher d'abjurer la religion protestante; le capitoul de Toulouse, David de Beaurigue, chargé de diriger l'enquête, accueille cette accusation sans la contrôler, et en fait la base du procès. Il fait rédiger par le procureur du Roi un monitoire par lequel il n'impose la révélation qu'aux témoins à charge ; en dépit des efforts de l'avocat Sudre, les Calas ne peuvent produire leurs témoins à décharge : un seul parvient à se faire entendre en laissant croire jusqu'au dernier moment qu'il vient fortifier l'accusation. Un procureur en la Cour proteste contre les irrégularités de la procédure, il est suspendu de ses fonctions ; l'assesseur des capitouls essaie d'introduire quel-

que légalité dans l'enquête, on l'accuse de favoriser les prévenus et on l'oblige à se démettre de sa charge ; un témoin veut rétracter des propos qu'il a tenus contre les Calas, il est décrété de prise de corps. — Le Parlement de Toulouse enlève l'affaire aux capitouls, tout en acceptant leur enquête : un des conseillers entrevoit les vices de procédure qui sont accumulés, il est obligé de se récuser pour avoir manifesté publiquement son opinion. — Jean Calas est condamné à la peine de mort, précédée de la torture : il proteste jusqu'au bout de son innocence ; trois ans plus tard Voltaire obtient sa réhabilitation (1).

Les mêmes abus se retrouvent dans le procès de Lally-Tollendal, à l'occasion duquel Voltaire écrit un éloquent factum. — Victime des haines qu'il a amassées contre lui, poursuivi par la puissante Compagnie des Indes, Lally est enfermé dix-neuf mois à la Bastille sans être interrogé, quand la découverte des papiers d'un jésuite, le Père Lavour, ramassis d'accusations sans fondement, décide le gouvernement à des poursuites pour concussion et haute trahison. Le procès est confié au Parlement et le Châtelet est chargé d'instruire. L'information est faite dans l'unique pensée d'établir la preuve de la trahison : ceux qui la dirigent n'écoutent que les témoins qui parlent dans ce sens et ils éconduisent ceux

(1) Dubédat, *Histoire du Parlement de Toulouse*. — Raoul Allier, *Voltaire et l'affaire Calas* (*Revue de Paris*, 15 janvier 1898).

qui, comme Crillon, déclarent n'avoir jamais eu connaissance des prétendues malversations de l'accusé et offrent de donner des explications à l'appui (1). Trois fois Lally présente une requête afin d'avoir un conseil, on le lui refuse ; il présente des écrits justificatifs ; il sollicite un délai, après la lecture du rapport, pour mettre sa défense en état, on ne l'écoute pas. La veille des débats, de nombreuses pièces à décharge sont remises au procureur général qui, sans ouvrir le sac qui les contient, écrit au bas de ses conclusions : « Je persiste. » Les moyens de défense ne sont lus ni par le président Maupeou ni par le rapporteur Pasquier (2), et Lally est condamné à mort sans avoir été entendu, le 3 mai 1766.

Les idées nouvelles, si éloquemment soutenues par les philosophes, n'avaient-elles pas encore pénétré dans l'enceinte des tribunaux, n'avaient-elles pas été adoptées par des juristes et des magistrats ? Nous venons de voir les juges de Calas et ceux de Lally exagérer encore les rigueurs de la procédure ; et, si tous les jurisconsultes ne se montrent pas aussi ardents défenseurs de l'Ordonnance de 1670 que Muyart de Vouglans, que

(1) Tibulle Hamont, *Le procès de Lally-Tollendal* : « Écrivez, dit « le commissaire au greffier après la déposition de Crillon, que Mon-
« sieur n'a aucune connaissance de l'affaire du sieur Lally », et Crillon
est obligé de protester plusieurs fois.

(2) Tibulle Hamont, *op cit.* : « Le rapporteur semblait prendre plai-
« sir aux dépositions de laquais discourant sur la stratégie. »

Jousse, que l'avocat général Louis Séguier, du moins la plupart d'entre eux n'osent proclamer la nécessité de modifications à apporter à la procédure. « L'esprit d'autorité tue en eux l'esprit de réforme (1). » Tandis que les philosophes réclament, au nom des droits de la défense, la publicité des audiences, l'assistance des avocats, l'abolition du serment et de la torture, la disparition du système des preuves légales, tandis que Montesquieu, Voltaire, Rousseau, portant leurs regards vers l'Angleterre, proclament la supériorité du jugement par jurés, les magistrats et les juristes déclarent encore utiles toutes les rigueurs de l'Ordonnance, et détestent « ces citoyens étrangers dans leur patrie, qui n'admi-
« rent que la législation des États voisins de la France,
« ou ces réformateurs uniquement occupés à renverser
« nos lois sous prétexte de les approcher du Code de
« la nature (2) ».

Cependant l'esprit nouveau a pénétré même chez les parlementaires (3). En 1766, l'avocat général Servau, prononçant le discours de rentrée au Parlement de Grenoble, se fait l'interprète éloquent et courageux des

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 371 et suiv.

(2) Réquisitoire de Séguier.

(3) L'influence des idées nouvelles grandit de plus en plus, et on lit dans les *Mémoires* de Rœderer : « Dix ans avant la Révolution, les
« tribunaux criminels en France ne se ressemblaient plus... leur an-
« cien esprit était changé... Tous les jeunes magistrats, et je puis
« l'attester, puisque j'en étais moi-même, jugeaient plus d'après les
« principes de Beccaria que d'après les lois. »

aspirations nouvelles, réclame des lois plus humaines, des sentences basées sur l'intime conviction des juges, et il s'écrie en parlant de la torture : « Si c'est la vérité
« que nous cherchons, est-ce dans le trouble de la
« souffrance que nous espérons la trouver ? L'homme
« qui souffre ne ressemble plus à lui-même : toutes ses
« facultés, agissantes et abattues tour à tour, s'agitent
« et retombent, et dans cette convulsion générale de
« son être, rien n'est constant que le violent désir de
« la faire cesser. » — En 1788, du Paty, président à mortier du Parlement de Bordeaux, prend la défense de trois accusés et publie en leur faveur un admirable plaidoyer, qui eut un profond retentissement, appel pressant à la bonté et à la justice du roi (1) : « Ne
« croyez point, Sire, écrit-il, ceux qui vous diront
« qu'il faut maintenir des lois rigoureuses, il est vrai,
« mais si anciennes, qui ont des siècles ; Sire, la rai-
« son et l'humanité sont éternelles... Sire, donnez du
« moins un conseil à tous les accusés, dites à vos su-
« jets libres ce qu'un grand empereur disait à ses su-
« jets esclaves : « *Si non habetis advocatum, ego*
« *dabo.* »

Déjà la royauté avait compris que l'heure était venue d'écouter ces voix qui montaient vers elle, déjà, sous la pression de l'opinion publique, Louis XVI a aboli la

(1) Du Paty, *Mémoire justificatif pour trois hommes condamnés à la roue.*

question préparatoire par la Déclaration du 24 août 1780. Puis, le 8 mai 1788, un Édit est présenté qui proclame la nécessité d'une réforme d'ensemble de l'Ordonnance de 1670 et qui, en attendant, abroge plusieurs abus auxquels il paraît urgent de remédier : la sellette disparaît, l'abolition de la question préparatoire est confirmée, les sentences devront désormais être toujours motivées et un délai d'un mois est accordé aux condamnés pour leur permettre de « solliciter la clémence du roi et d'assurer sa justice ». — Mais ce ne sont là que des concessions qu'un roi bienveillant daigne faire à ses sujets, tandis que la nation songe déjà à revendiquer ses droits : de ce désaccord entre la monarchie qui ne veut renoncer que peu à peu à son absolutisme, et le peuple qui veut jeter bas d'un seul coup l'ancien état de choses, va naître la Révolution.

TROISIÈME PARTIE

LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE PENDANT LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LES LOIS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Le 5 mai 1789 se réunissent à Versailles les derniers États Généraux de la Monarchie qui, un mois plus tard, vont former l'Assemblée Constituante.

Les députés des États, à quelque ordre qu'ils appartiennent, clergé, noblesse ou tiers, étaient en majorité favorables aux idées nouvelles : beaucoup de grands seigneurs et de prélats avaient adopté les principes philosophiques et humanitaires qui étaient de mode, beaucoup s'étaient nourris de la lecture de Voltaire, de Rousseau, de Bentham et de Beccaria. Aussi les cahiers des trois ordres expriment-ils les mêmes désirs sur la plupart des points importants en matière de législation criminelle : ils réclament la publicité des audiences, l'assistance des avocats, l'abolition du serment de l'accusé : ils veulent que la défense puisse produire ses témoins en même temps que l'accusation fait entendre les siens, que la toute puissance du juge instructeur soit réfrénée ; ils demandent enfin la suppression des juridictions d'exception et de la justice retenue.

L'œuvre que l'Assemblée Constituante doit accomplir est prodigieuse : il faut réformer toutes les branches de l'administration, transformer toutes les institutions, réorganiser tous les ressorts du gouvernement, tout en préparant la constitution que la nation attend. Elle ne peut songer à construire tout de suite un édifice nouveau, elle est obligée de conserver quelque temps encore l'ancienne construction, en se bornant à étayer les parties qui menacent de s'effondrer. C'est ainsi qu'en matière criminelle, elle veut « faire jouir
« dès à présent la nation de l'avantage de plusieurs
« dispositions qui, sans subvertir l'ordre de procédure
« actuellement suivi, rassureront l'innocence et faciliteront la justification des accusés » — et l'Assemblée vote la loi des 8-9 octobre 1789, qui assure à l'accusé deux des garanties les plus essentielles : la *publicité de la procédure* et l'*assistance d'un conseil*.

L'Ordonnance de 1670 est momentanément conservée dans ses grandes lignes ; la vieille procédure fonctionne toujours, mais l'accusé rencontre dans la loi nouvelle une protection que des lois postérieures trouveront trop absolue et qui disparaîtra bientôt en partie pendant plus d'un siècle.

Le législateur ne veut pas introduire le plein jour dès les premiers actes de la poursuite et de l'instruction ; « l'information qui précédera le décret continuera
« d'être faite secrètement, » dit l'article 6 de la loi, mais le juge, qui est chargé de la diriger, est assisté par des

adjoints, citoyens nommés par les municipalités : ces adjoints, qui prêtent serment à la commune de s'acquitter fidèlement de leurs fonctions, sont présents à tous les actes de l'instruction, ils entendent les témoins, signent les procès-verbaux, présentent toutes les observations qu'ils jugent nécessaires : ils représentent, aux côtés du magistrat, l'opinion publique qui veut désormais veiller à la répression du crime et à la protection de l'innocence. — Si l'information se termine par un décret de prise de corps ou d'ajournement personnel, la procédure devient alors publique : un avocat choisi par l'accusé ou désigné d'office par le juge à peine de nullité, assiste à tous les interrogatoires, qui ne sont plus précédés du serment, et peut à tous moments obtenir communication des pièces, dont copie est délivrée gratuitement à l'accusé aussitôt après l'interrogatoire, s'il la requiert. — Après le règlement à l'extraordinaire qui désormais ne peut être décidé que par trois juges au moins, il est procédé publiquement au récolement et à la confrontation, l'accusé et son conseil étant présents : tous les reproches contre les témoins, tous les faits justificatifs peuvent être proposés en tout état de cause et la défense peut produire publiquement ses témoins en même temps que l'accusation fait entendre les siens (1) : tous peuvent varier ou rétracter leurs

(1) Pour les témoins à décharge l'accusé a le choix « soit de les appeler à sa requête, soit de les indiquer au ministère public pour qu'il les fasse assigner ». — Esmein, op. cit., pp. 410 et suiv.

dépositions sans être exposés à une poursuite en faux témoignage.

La procédure a conservé son caractère de procédure écrite : tous les actes de l'instruction ont été consignés dans des pièces, dont le résumé est apporté au tribunal dans un rapport fait par l'un des juges, à la suite duquel le ministère public donne ses conclusions. — « Sauf la publicité introduite, il semble que rien n'est « changé dans le dernier acte du drame judiciaire (1) » : à l'audience le prévenu ne comparait que lors du dernier interrogatoire, mais, en son absence, il est représenté par son avocat qui, au dernier moment, prend la parole au nom de la défense : les juges avant de rendre leur sentence, entendent donc l'accusé dans ses explications et le défenseur dans sa plaidoirie, et c'est en connaissance de cause qu'ils peuvent rendre des arrêts motivés.

Cette loi des 8-9 octobre 1789 qui, dans la pensée de ses auteurs, ne devait être que provisoire, était cependant admirablement faite pour assurer le respect de tous les droits de la défense, mais elle maintenait en la perfectionnant, la vieille procédure des Ordonnances royales, — et l'Assemblée Constituante voulait faire disparaître tous les souvenirs de l'ancienne justice, dont elle ne conserve ni le personnel ni les institutions. La loi des 16-24 août 1790 supprime les Parlements, les

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 414.

bailliages, les sénéchaussées, les prévotés, toutes les justices royales, seigneuriales, ecclésiastiques et municipales; des justices de paix et des tribunaux de district remplacent les anciennes juridictions : les procès correctionnels sont soumis aux juges de paix et à leurs assesseurs, les procès criminels sont confiés aux juges de district et plus tard à des tribunaux criminels de département, organisés en septembre 1791 ; un tribunal de cassation est créé en novembre 1790 — et tous les juges sont élus. On ne veut, suivant le mot du député Dinocheau « laisser aucune partie de l'ancien édifice » et le 2 septembre 1790, sur les rapports de Bergasse et de Thouret, l'Assemblée supprime l'ordre des avocats : en restreignant le droit de plaider, elle aurait cru porter atteinte à la liberté de la défense (1). Enfin le 2 décembre 1790 le député Duport, au nom des comités de législation et de justice criminelle, présente à la Constituante un projet de loi sur la procédure par jurés.

L'idée du jugement par le jury, empruntée à la justice anglaise, avait été adoptée avec enthousiasme par les philosophes (2); elle prit corps dans la rédaction des cahiers des États de 1789 et le principe en fut voté par acclamation par la majorité de l'Assemblée Constituante, qui allait l'appliquer définitivement par la loi des 16-29 septembre 1791.

(1) Delom de Mézerac, *Le barreau libre pendant la Révolution*.

(2) Montesquieu, *De l'esprit des lois*. — Voltaire, *Prix de la justice et de l'humanité*. — Rousseau, *Correspondance*.

Le juge de paix agissant d'office ou mis en mouvement soit par une plainte de la partie lésée, soit par une dénonciation signée et affirmée par un citoyen quelconque (1), fait comparaître le prévenu au moyen d'un *mandat d'amener* et procède aux premiers actes de l'information : il entend les témoins, interroge l'inculpé et, suivant les résultats de l'enquête, il le remet en liberté ou décerne contre lui un *mandat d'arrêt*. — Les pièces de la procédure sont alors transmises au chef-lieu du district, où doit siéger le *jury d'accusation* : le *directeur du jury*, choisi parmi les juges du tribunal, interroge de nouveau le prévenu et entend, s'il y a lieu, de nouveaux témoins ; s'il estime que l'affaire doit être poursuivie (2), il rédige un acte d'accusation qui doit être soumis au jury d'accusation avec les pièces de la procédure (à l'exception des déclarations écrites des témoins). Huit jurés, pris parmi les citoyens du district qui ont les qualités requises pour être électeurs, prennent connaissance des pièces, entendent de nouveau et à huis clos les témoins et le plaignant, puis admettent ou rejettent l'accusation. Dans le cas d'une réponse affirmative de ce jury, l'affaire est alors sou-

(1) Le droit de poursuite est en partie déferé aux simples particuliers qui, par leurs dénonciations ou leurs plaintes, peuvent contraindre le juge de paix à commencer l'instruction. Il y a là une vague tendance vers un retour à la procédure accusatoire.

(2) S'il juge qu'il n'y a pas lieu à accusation, il soumet l'affaire dans les vingt-quatre heures au tribunal de district, qui prononce sur cette question après avoir entendu le commissaire du roi.

mise au tribunal criminel du département, composé de trois juges et d'un président qui statuent sur la peine, tandis que douze citoyens, tirés au sort parmi les électeurs et formant le *jury de jugement*, sont chargés de trancher la question de fait : un accusateur public a mission de parler pour l'accusation et un commissaire du roi doit veiller à l'exécution de la loi.

Après un nouvel interrogatoire par le président seul, l'accusé comparait devant le tribunal. A l'audience, tout se passe oralement : les dépositions écrites reçues par les différents magistrats qui ont pris successivement part à l'instruction ne sont remises qu'au président et à l'accusateur public, elles ne sont communiquées ni au jury ni à l'accusé. — Les jurés entendent les dépositions des témoins des deux parties, les plaidoiries, le résumé du président, et c'est seulement d'après ce qui est dit devant eux et en s'inspirant de leur conviction intime (1), qu'ils doivent répondre aux questions qui leur sont posées et rendre une sentence qui est sans appel (2), et « dont ils ne sont comptables qu'à leur propre conscience ».

Cette loi ne fut pas votée sans discussions : il y eut encore dans l'Assemblée Constituante, des partisans de

(1) Le législateur répudie le système des preuves légales, et la formule du serment imposé aux jurés était celle-ci : « Vous jurez... de « vous décider d'après les charges et les moyens de défense et suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité « et la fermeté qui conviennent à un homme libre. »

(2) Un pourvoi devant le Tribunal de Cassation était seul possible.

l'ancienne procédure écrite et du système des preuves légales, il y eut surtout des défenseurs d'une institution qui disparaît en réalité avec la nouvelle législation : le ministère public ; l'accusateur public, n'ayant plus la poursuite des crimes, n'est plus qu'un avocat de l'accusation ; toute dénonciation par lui reçue doit être transmise au juge de paix. — On pouvait avec raison critiquer les modes de poursuite, faire observer que la loi confondait deux rôles en une seule personne, puisqu'elle faisait du juge de paix le magistrat qui poursuit et celui qui informe ; on pouvait combattre le mécanisme compliqué de cette instruction préparatoire qui, passant de main en main, ne pouvait être pratiquement bien dirigée. Mais on devait reconnaître que la Constituante, assurait à l'accusé une garantie essentielle en établissant le jury de jugement, en confiant aux citoyens le soin de juger un des leurs : cette institution semble parfois, à l'heure actuelle, assurer insuffisamment la répression ; souvent les verdicts du jury sont rendus sous l'influence de passions au dessus desquelles les magistrats de carrière savent s'élever — mais à l'heure où elle est créée, elle apparaît après tant de siècles d'une justice trop souvent docile aux volontés des souverains, comme un appel à la conscience et à la solidarité des hommes.

Tandis que les législateurs accomplissent leur œuvre de progrès, des nuages s'amoncellent au dessus de la France et un orage va éclater qui, pendant quelques années, bouleversera toutes les idées de justice, d'humanité et de tolérance.

CHAPITRE II

LE TRIBUNAL DU 17 AOUT 1792

Au lendemain de la loi des 16-29 septembre 1791, l'Assemblée Constituante se séparait, après avoir décidé qu'aucun de ses membres ne pourrait faire partie de la seconde législature. Un élément nouveau allait s'introduire dans l'Assemblée Législative et hâter le mouvement révolutionnaire : la première assemblée n'avait songé qu'à établir une monarchie tempérée, la seconde allait travailler au renversement de la royauté ; le désir généreux de liberté qui avait animé les premiers représentants de la nation allait dégénérer en une ardente haine contre tous les pouvoirs, contre tous les anciens privilèges et les anciens privilégiés. — Partout le pays se soulève, les paysans s'arment contre ceux auxquels ils ont si longtemps obéi et qui les ont si souvent pressurés. L'émigration devient de jour en jour plus fréquente, en dépit des décrets qui déclarent les émigrés coupables de conspiration et les menacent de mort : dans presque toute la France les municipalités se sont attribuées un pouvoir absolu et l'esprit révolutionnaire qui les anime met en

danger la vie de ceux qui n'ont pas adopté ou sont suspects de ne pas avoir adopté les principes nouveaux (1). — La commune de Paris est maîtresse de la capitale : le 20 juin 1792 les Tuileries sont envahies par une foule menaçante, le 10 août le peuple s'empare du palais, en massacre les défenseurs, tandis que le roi va chercher asile auprès de l'Assemblée, qui le suspend de ses fonctions et convoque une Convention nationale.

La journée du 10 août marque l'avènement d'un régime nouveau : le simulacre de pouvoir que possédait encore la royauté s'évanouît ; l'Assemblée impuissante à arrêter les progrès de la *conquête jacobine* disparaît et le parti ultra révolutionnaire triomphe : c'est lui qui, s'appuyant sur la Commune de Paris et sur tous les *clubs* révolutionnaires des provinces, va diriger les destinées du pays. Ces hommes nouveaux, qui deviennent tout à coup les maîtres, aveuglés par l'orgueil et par la passion, effrayés du rôle qui leur incombe, croyant leur œuvre sans cesse menacée par des conspirations et voyant des ennemis dans tous ceux qui montrent quelque modération, vont s'imposer par la *terreur*. Entre leurs mains, la justice va redevenir ce qu'elle était sous l'ancien régime, une arme politique : grâce à des juges spéciaux, à des formes spéciales de

(1) Voir Taine, *Les origines de la France contemporaine. La Révolution*, tome 1^{er}.

jugement, ils vont pouvoir frapper non seulement les actes, mais encore les paroles et jusqu'aux pensées de ceux qu'ils rangent dans la catégorie, de jour en jour plus nombreuse, des *suspects* — et la disparition de toutes les garanties judiciaires accordées par les lois de la Constituante est le but de leurs premiers efforts.

Aux yeux du parti révolutionnaire, l'insurrection du 10 août a pris la forme d'une vaste conspiration de la Cour contre la nation : pour punir les auteurs de ce qu'on appelait « les crimes du 10 août », l'Assemblée veut d'abord instituer une Cour martiale, puis un décret du 14 déclare que l'instruction et le jugement de ces crimes appartiennent aux tribunaux ordinaires, aidés dans cette tâche par deux jurys, dont les membres seront nommés par les quarante-huit sections de Paris. — Ce n'était pas là ce que voulait la Commune de Paris : ces tribunaux criminels étaient suspects aux ultra révolutionnaires et le 15 août, Robespierre vient réclamer, en leur nom, la création d'un tribunal spécial : « Nous vous prions, dit-il, de
« nous débarrasser des autorités constituées en qui nous
« n'avons point de confiance, d'effacer ce double degré
« de juridiction qui, en établissant des lenteurs, assure
« l'impunité. Nous demandons que les coupables soient
« jugés par des *commissaires* pris dans chaque section,
« *souverainement et en dernier ressort* (1) ».

(1) Wallon, *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*. — Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*.

Ainsi c'est une *commission extraordinaire* que la Commune réclame ; le nouveau jury vient, lui aussi, demander à l'Assemblée des juges spéciaux. Malgré les efforts de Brissot, et sur le rapport de Hérault de Séchelles, un tribunal spécial, jugeant en dernier ressort et sans recours en Cassation, est créé par décret du 17 août 1792 : l'Assemblée a cédé aux menaces de la Commune. « Si vous ne vous hâtez pas, lui avait-on dit, « ce soir le toscin sonnera, la générale battra ; le peuple « est las de n'être pas vengé : craignez qu'il ne se fasse « justice lui-même (1). » — Le 19, un décret établit que pour abrèger les délais, l'accusé n'aura plus communication de la liste des témoins que pendant douze heures au lieu de vingt-quatre, et supprime l'interrogatoire préalable devant un juge délégué *ad hoc* (2). — Le 21, la Commune prend un arrêté pour exiger que dans les procès de *lèse nation* (terme vague et par cela même redoutable) les défenseurs officiels soient munis d'un certificat de probité délivré par leur section assemblée et que les conférences entre eux et les accusés soient publiques (3).

Tel est le résultat de dix jours d'anarchie : un tribunal extraordinaire, fonctionnant suivant des modes extraordinaires, est constitué pour condamner ceux que

(1) Taine, *Origines de la France contemporaine. Révolution*, tome II.

(2) Mortimer-Ternaux, *op. cit.*

(3) Taine, *op. cit.*

réclame la « vengeance du peuple » — tout acte d'impartialité et d'indépendance lui est interdit, les sentences lui sont dictées d'avance, et, s'il acquitte sans autorisation, le ministre de la justice, Danton, ordonne la révision du procès, demandée par les murmures du peuple(1). — Le 2 septembre, le tribunal est envahi par la foule qui vient réclamer les accusés au nom de la *justice du peuple* ; les audiences sont suspendues, et, pendant quelques jours, une populace avide de sang parcourt les prisons et massacre les détenus ; quelque fois une odieuse parodie de jugement précède l'assassinat : l'huissier Maillart à l'Abbaye, Hébert et Rossignol à la Force, font comparaître devant eux et interrogent les malheureux avant de les livrer aux assassins. Pendant ce temps, la Commune et l'Assemblée ne songent à rien arrêter, et le maire de Paris, Pétion, ignore ce qui se passe ! Des massacres semblables ont lieu en province, à Meaux, à Reims, à Caen, à Lyon ; les prisonniers destinés à passer devant la Haute Cour, établie à Orléans en novembre 1791, sont dirigés sur Paris par le sinistre Fournier l'Américain, et massacrés en route. « Septembre, dit Taine, est le début, l'abrégé, le modèle du gouvernement révolutionnaire : on ne fera pas autrement ni mieux au plus beau temps de la guillotine. Seulement, comme on est encore mal ou-

(1) Wallon, op. cit. : Procès du sieur de Montmorin-Saint-Hérem (27 août).

« tillé, au lieu de la guillotine, on emploie les piques et
« comme toute pudeur n'est encore abolie, les chefs se
« dissimulent derrière les manœuvres (1). »

L'ordre à peu près rétabli, le tribunal du 17 août reprend ses séances le 11 septembre. Il est seul chargé de juger les causes politiques, mais une Commission de cinq membres, créée le 20 octobre, reçoit mission d'examiner les délits d'émigration ; sa procédure est des plus simples : il n'y a ni témoignages, ni réquisitoires, ni plaidoiries et tout se borne à un interrogatoire du président (2).— Ces deux tribunaux extraordinaires disparaissent bientôt et les crimes de droit commun sont renvoyés devant les tribunaux ordinaires (3).

La Convention nationale avait succédé à l'Assemblée législative le 21 septembre : le jour même de son installation, elle avait proclamé la République ; elle songe bientôt à se défaire du roi, dont la vie, à ses yeux, est un embarras et un danger. A la suite des rapports de Valazé et de Mailhe, l'Assemblée discute sur la possibilité d'une mise en jugement, quand, le 20 novembre, le Ministre de l'Intérieur, Roland, apporte les papiers saisis dans l'armoire de fer. Le 29 la discussion est re-

(1) Taine, *op. cit.*

(2) Mortimer-Ternaux, *op cit.*

(3) Le 15 novembre, le Comité de législation enlève au tribunal du 17 août la prérogative de prononcer des jugements non susceptibles de cassation, et le 29 novembre il le supprime.

prise et Robespierre demande qu'il y ait, non un jugement rendu avec toutes les formes qui protègent l'accusé, mais exécution d'un homme représentant un principe ennemi (1). L'assemblée décide que Louis XVI sera jugé par elle et il paraît le 11 décembre à la barre de la Convention : contrairement aux habitudes, l'acte d'accusation ne lui a pas été signifié à l'avance et il est interrogé à l'improviste. Le 13 on lui accorde dix jours pour préparer sa défense, et le 26 il comparaît de nouveau devant ses juges et devant la foule hostile des tribunes. Sa défense est présentée par de Sèze, qui montre éloquemment l'absence de garanties que rencontre le roi devant ce tribunal politique : « Je cherche parmi
« vous des juges, s'écrie-t-il, et je n'y vois que des ac-
« cusateurs ! Vous voulez prononcer sur le sort de Louis
« et c'est vous même qui l'accusez et vous avez déjà
« émis votre vœu ! et vos opinions parcourent déjà
« l'Europe ! Louis sera donc le seul Français pour lequel
« il n'existera aucune loi ni aucune forme ! Il n'aura ni
« les droits du citoyen, ni les prérogatives du roi ! » et la même théorie est courageusement soutenue par le conventionnel Lanjuinais : « Vous ne pouvez, dit-il, res-
« ter juges de l'homme désarmé, duquel plusieurs
« d'entre vous ont été les ennemis directs et person-
« nels, puisqu'ils ont tramé l'invasion de son domicile
« et qu'ils s'en sont vantés ; vous ne pouvez pas rester

(1) Mortimer-Ternaux, op. cit.

« accusateurs, jurés d'accusation, jurés de jugement,
« applicateurs de la loi, car vous avez d'avance, tous
« ou presque tous, donné votre avis et quelques uns
« de vous avec une férocité scandaleuse (1). » — L'appel au peuple, demandé par les Girondins et combattu par la Montagne, est rejeté le 14 janvier ; l'appel nominal sur l'application de la peine s'ouvre le 16 à 8 heures du soir et le 17 à 8 heures du soir, Vergniaud proclame la sentence de mort. « La Convention jugeant
« le roi, ce fut, a dit plus tard Barère, le second tribunal extraordinaire de la Révolution. »

(1) Mortimer-Ternaux, op. cit. — Chauvot, *Le Barreau de Bordeaux*.

CHAPITRE III

LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Au lendemain de la mort du roi, la situation dans laquelle se trouve la France est très grave : les ennemis menacent les frontières, Dumouriez est battu dans les Pays-Bas, à l'intérieur la Vendée s'est soulevée et dans plusieurs provinces les excès révolutionnaires ont été accueillis par des protestations indignées. Le parti Jacobin veut assurer sa toute puissance en même temps que le salut de la République ; « il faut, dit Robespierre, balayer les traitres, « il faut tenir le glaive de la loi levé sur la tête « des conspirateurs puissants et des généraux per-
« fides ».

Les chefs du parti veulent remplacer les égorgements en masse de septembre par des meurtres juridiques (1). Danton fait appel au patriotisme de la France et le 9 mars 1793, à la faveur de l'émeute, les convention-

(1) Mortimer-Ternaux, op. cit.

nels Bentabolle et Jean Bon Saint-André émettent l'idée d'un *tribunal révolutionnaire* ; l'idée est convertie en motion par Carrier et adoptée en ces termes dont la rédaction appartient à Leyasseur : « La Convention dé-
« crée l'établissement d'un tribunal criminel extraor-
« dinaire sans appel et sans recours en cassation pour
« le jugement de tous les traîtres conspirateurs et con-
« tre-révolutionnaires. » En vain quelques Girondins essayent d'arrêter la Convention, en vain Lanjuinais s'écrie : « Ce décret viole tous les principes, il viole
« les droits de l'homme ! », la Montagne l'emporte et le principe est adopté. Le 10 mars, Robert Lindet propose la création d'un tribunal *sans jury, jugeant sans formes* et en dernier ressort, et dont un membre sera chargé de recevoir les dénonciations. Ce projet effraie l'assemblée qui décide qu'il y aura un jury nommé par elle et pris dans tous les départements : Thuriot propose alors que la délibération du jury ait lieu à haute voix, et son amendement est voté. — Le décret est rendu le 10 mars 1793 : il établit un tribunal criminel extraordinaire, composé de cinq juges, d'un accusateur public et de deux adjoints, tous nommés par la Convention — d'un jury de douze membres, citoyens du département de Paris et des quatre départements environnants. Une commission de six membres de la Convention est chargée de recevoir et d'examiner tous les procès-verbaux de dénonciation, d'en faire le rapport, de rédiger les actes d'accusation et

de surveiller l'instruction qui se fera devant le tribunal (1).

L'instrument de terreur est trouvé : il s'agit de le perfectionner et de le multiplier.

Il fonctionne d'abord imparfaitement au gré de ses créateurs ; pendant quelque temps encore, il observe malgré eux, des formes assez régulières : il est composé de juges et de jurés chez lesquels toute conscience n'a pas disparu, et la défense trouve devant lui des garanties que l'on n'a pas encore osé lui enlever. — Un des juges, chargé de l'instruction, reçoit les dépositions des témoins et interroge l'accusé ; si les charges sont insuffisantes contre l'accusé il rend une ordonnance de non lieu, dans le cas contraire il retient l'inculpé et l'interrogatoire sert de base à l'acte d'accusation qui est signifié à l'accusé quelques jours avant sa comparution devant le tribunal. — A l'audience publique, l'accusé se présente assisté de son défenseur, il entend les dépositions des témoins faites sous la foi du serment et peut répondre à chacune d'elles ; l'accusateur public prononce son réquisitoire, le défenseur officieux sa plaidoirie, le président fait le résumé de l'affaire, puis les pièces, autres que les déclarations écrites des témoins, sont remises aux jurés qui, après avoir délibéré, doivent, sur l'interpellation du président, donner successivement leur opi-

(1) Mortimer-Ternaux, op. cit. — Campardon, *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris*.

nion sur chacune des questions à eux posées. Le tribunal opine à haute voix et le président prononce le jugement.

— Ainsi au début, il n'y a d'anormal dans cette procédure que la délibération à haute voix du jury et la nature des faits réputés crimes.

CHAPITRE IV

LA JUSTICE RÉVOLUTIONNAIRE A PARIS

(A) Jusqu'au décret du 9 brumaire an II.

Le tribunal révolutionnaire avait été institué le 10 mars ; le 11, un décret de la Convention renvoyait devant lui toutes les affaires, pendantes devant d'autres tribunaux, concernant des délits dont la connaissance lui était attribuée. Désormais c'est devant lui que comparaissent les émigrés et les prêtres réfractaires, tous ceux qui ont ou sont soupçonnés avoir des relations avec eux, tous ceux auxquels on peut reprocher des propos inciviques ou des écrits séditieux, tous ceux enfin qui *peuvent* être accusés de conspirer pour le renversement de la République. Sous ces inculpations vagues, que de gens sont exposés à toutes les rigueurs de la justice révolutionnaire, que de condamnations vont être prononcées pour les motifs les plus futiles, pour des propos inconsidérés, prononcés quelque fois dans l'ivresse, pour des chansons, pour un geste estimé contre révolutionnaire !

Les juges élus le 15 mars n'entrent pas de suite en fonctions ; le 2 avril ils viennent dénoncer à l'Assemblée l'inaction dans laquelle les laisse le Conseil des Six, chargé de l'examen des dénonciations ; le président de cette commission, Garran-Coulon, répond que lui et ses collègues attendent les pièces nécessaires pour servir de base à des procédures aussi importantes. Un des juges, Osselin, demande alors la suppression de la commission, et un autre, Albitte, s'écrie : « S'il s'agissait de juger des « faux-monnayeurs, je consentirais à ce que l'on su-
« vit toutes les formes ; mais quand il s'agit de conspi-
« rateurs, il n'y a plus de formes à suivre (1). » La commission est supprimée ; l'accusateur public est autorisé à poursuivre sur les *décrets d'accusation* rendus par la Convention ; puis le 6 avril, Chalier demande la suppression de ces décrets eux-mêmes et *le droit pour l'accusateur de poursuivre directement*. Danton appuie cette proposition : « Dispensez le tribunal de cette for-
« malité, dit-il, pressez son activité. Certes si le despo-
« tisme triomphait, il ne prendrait pas tant de précau-
« tions (2) ! »

Le droit de poursuite accordé sans contrôle à l'accusateur public, c'est là une première victoire remportée par les Montagnards sur les Girondins qui refusent de s'associer aux mesures sanguinaires, qui poursuivent

(1) Mortimer-Ternaux, op. cit.

(2) Mortimer-Ternaux, op. cit.

Marat comme provocateur au meurtre et à la violation des propriétés, qui protestent avec Buzot contre les rigueurs du tribunal révolutionnaire. — Des deux partis en présence, il faut que l'un disparaisse : vingt-deux députés de la Gironde sont accusés dès le 15 avril ; après les insurrections des 31 mai et 2 juin, ces vingt-deux et douze autres membres du côté droit de la Convention sont proscrits. Dès lors la Montagne triomphe, la justice révolutionnaire peut accomplir son œuvre.

Le tribunal criminel extraordinaire de Paris, qui va maintenant porter officiellement son nom de *tribunal révolutionnaire*, reçoit une grande extension : il se divise en deux, puis en quatre sections ; le nombre de ses juges est porté de cinq à dix, puis à seize, celui de ses jurés de douze à trente, puis à soixante. — Tous, juges et jurés, doivent être animés d'un « pur civisme » : cinquante jurés sont pris parmi les Jacobins de Paris, les dix autres sont choisis parmi les plus fougueux délégués des assemblées primaires à la fête de la Fédération ; quant aux juges ce sont de « *bons sans-culottes* » : Montané, coupable de modération, cède la présidence à Herman, ami de Robespierre, et auprès de lui siègent Dumas, Dobsent, Coffinhal et d'autres dont les noms sont moins tristement connus, mais dont la cruauté n'est pas moins grande. — Voilà pour le personnel. Quant aux formes de la justice, quant aux garanties de la défense, nous allons voir ce qu'elles deviennent devant un pareil tribunal : sans doute, jusqu'à la loi du

22 prairial, les accusés sont encore assistés d'un conseil, mais depuis la suppression de l'ordre des avocats, ils ne peuvent s'adresser qu'à des défenseurs souvent sans moralité et presque toujours sans savoir (1). Bientôt du reste, c'est par *fournées* que les accusés comparaissent ; le 18 septembre est adoptée la terrible *loi des suspects*, manifestation éclatante de l'arbitraire qui, désormais, préside aux arrestations, et dont un article déclare suspects « tous ceux qui, n'ayant rien fait « contre la liberté, n'ont aussi rien fait pour elle » ; le nombre des sentences que les juges ont à rendre par audience est bientôt tel qu'ils n'ont plus le temps matériel d'entendre les défenses et les plaidoiries, et qu'ils sont obligés de procéder avec une diligence extrême.

Dès le mois d'août 1793, un procès montre quel est l'état d'esprit du tribunal, son mépris des formes et sa soumission aux volontés de la Convention : l'accusé, le

(1) Berryer père dit des défenseurs officieux : « Ils déshonoraient la profession par les actes les plus honteux auxquels ils contraignaient les accusés de souscrire. L'un d'eux, chargé de la défense d'un voleur pris en flagrant délit, plaisanté par ses pairs sur ce que, la condamnation de son client étant inévitable, il courait grand risque de perdre son salaire, il leur fit cette impudente réponse : « Eh ! que m'importe « à moi, c'est la bande qui me paie. » — Delom de Mézerac, op. cit. : Un contemporain raconte qu'il a entendu un porteur d'eau, plaidant pour une femme publique que son propriétaire avait expulsée, soutenir que la profession de sa cliente ne devait plus offenser depuis que le fanatisme était aboli. — On vit même, parmi les défenseurs officieux, un individu condamné à quatre ans de fers.

général Custine, demande la comparution de plusieurs témoins à décharge, l'accusateur public Fouquet-Tinville y consent, mais les conventionnels Julien, Chabot et Tallien déclarent qu'il y a dans cette formalité un complot pour sauver l'accusé ; Fouquier-Tinville et le président Herman viennent protester contre l'accusation d'avoir accédé à la réclamation de Custine qui est une « inconvenance tendant à compromettre le salut de la « République (1) ».

Le 26 septembre, le conventionnel Faure demande que tout débat cesse si l'accusé avoue, sinon, qu'on interroge les témoins en permettant à l'accusé ou à son défenseur de rectifier leurs dépositions, mais en supprimant la plaidoirie : cette proposition est prématurée ; la Convention la repousse : elle veut dicter ses sentences au tribunal, mais elle n'ose encore supprimer toutes les formes. — Elle applaudit Barère demandant, le 3 octobre, qu'il soit statué sur le sort de la reine Marie-Antoinette, dans des termes qui ne peuvent laisser aucun doute sur l'issue du procès (2) ; mais elle n'ose refuser à l'accusée l'appui de Chauveau-Lagarde et de Tronson-Ducoudray ; elle n'accorde à ces deux défenseurs qu'un délai insuffisant pour préparer leur dé-

(1) Wallon, op. cit. — Martimer-Ternaux, op. cit.

(2) « Déjà on publie partout qu'elle a été jugée secrètement et que « le tribunal révolutionnaire l'a blanchie, comme si une femme qui « a fait couler le sang de plusieurs milliers de Français pouvait être « absoute par un jury français. »

fense (1), elle ne leur laisse qu'un court instant pour se consulter après l'interrogatoire et les témoignages de l'audience, mais elle ne leur ferme pas la bouche avant la plaidoirie. La reine est condamnée sur un acte d'accusation qui résume toutes les calomnies que peut inventer la haine, sur des dépositions tellement infâmes, qu'un moment Robespierre a peur qu'elles ne soulèvent l'indignation publique (2), — mais sa défense a été présentée.

B) Du 9 brumaire au 15 germinal an II.

Le procès des Girondins marque le début d'une nouvelle période de la justice révolutionnaire.

Parmi les députés proscrits le 2 juin, beaucoup étaient restés à Paris; un décret d'arrestation est lancé contre eux en juillet, ils sont décrétés d'accusation (3) par la Convention le 16 vendémiaire an II (3 octobre 1793) et le 3 brumaire, vingt et un députés com-

(1) Chauveau-Lagarde se rend le 13 octobre au greffe pour prendre connaissance des pièces : il y en avait un tel amas qu'il eut fallu deux semaines pour étudier le dossier. Un délai est indispensable : Chauveau parvient à obtenir que la reine en fasse la demande : la lettre n'est pas lue et les débats commencent le 14 octobre.

(2) « Le misérable imbécile ! s'écrie Robespierre en apprenant la déposition d'Hébert. Il finira par faire de nos ennemis des objets de pitié. »

(3) Il fallait encore un décret de la Convention pour la mise en accusation d'un membre de l'assemblée.

paraissent devant le tribunal révolutionnaire. D'autres s'étaient enfuis et avaient été mis hors de la loi, parmi lesquels Gorsas qui, ayant eu l'imprudence de revenir à Paris, est découvert, arrêté et mené au tribunal, qui se borne à prononcer un arrêt d'identité et l'envoie à la guillotine sans lui avoir permis de se défendre.

Pour le procès des Vingt et un, le rapport d'Amar à la Convention sert à Fouquier-Tinville d'acte d'accusation : c'est ainsi la Convention qui accuse elle-même, c'est elle qui s'efforce de présenter les Girondins comme des partisans de la royauté, des adversaires de la République et des complices de l'Angleterre. — Après lecture de ce rapport, les témoins sont entendus et presque toutes les dépositions sont de violents réquisitoires. Malgré tous ces efforts, les débats, après six jours d'audience, n'ont pu tourner les dispositions du public contre les Girondins : « le nombre des témoins n'a servi qu'à prouver la haine du parti jacobin et son impuissance (1). » Les jurés semblent hésiter et Paris s'émeut ; le parti montagnard s'inquiète, il redoute l'effet que pourrait produire sur le tribunal l'éloquence d'orateurs tels que Vergniaud ou Brissot, et il décide de couper court aux débats (2). Sur la proposition d'Hé-

(1) Wallon, op. cit., tome Ier.

(2) Déjà Hébert a écrit dans son journal, *Le Père Duchesne*, « Braves b..... qui composez le tribunal, ne vous amusez donc pas à la moutarde. Faut-il donc tant de cérémonies pour raccourcir des scélérats que le peuple a déjà jugés ? »

bert, le Club des Jacobins envoie, le 8 brumaire, une députation à la Convention, et Ardoin demande en son nom qu' « on débarrasse le tribunal révolutionnaire « des formes qui étouffent la conscience et empêchent « la conviction; qu'on ajoute une loi qui donne aux « jurés la faculté de déclarer qu'ils sont assez instruits; « alors, et seulement alors, les traîtres seront déçus et « la terreur sera à l'ordre du jour ». Sur la proposition d'Osselin, soutenue par Robespierre, l'Assemblée décide que les jurés pourront, dès que leur conscience sera assez éclairée, demander la clôture des débats, et que le président aura le droit de provoquer cette décision, par ses interpellations, après trois jours d'audience (1). — Ce même jour, 9 brumaire, le décret est adopté et appliqué au procès des Girondins: après quatre heures d'audience, qui n'éclairent les débats d'aucune lumière nouvelle, un des jurés, Antonelle, se lève et déclare, au nom de ses collègues, que leur conscience est suffisamment éclairée. Sur cette parole, tout est terminé: la défense est supprimée et, après trois heures de délibération, les jurés se prononcent à l'unanimité pour la peine de mort.

La justice est désormais aux mains du gouvernement révolutionnaire, proclamé le 10 octobre 1793, et tout accusé, dont le sort a la malchance d'intéresser un des membres du Comité de Salut Public ou un député in-

(1) Martimer-Ternaux, op. cit. — Wallon, op. cit., tome Ier.

fluent de la Montagne, est assuré d'être privé de toute garantie. L'attitude du tribunal est dictée par Robespierre, qui a chez lui de fréquentes conférences avec les présidents des sections (1), et dont Herman est, suivant le mot de Taine, « le limier en chef ». Les Conventionnels eux-mêmes ont peur les uns des autres, ils tremblent sans cesse devant une accusation qui peut les frapper, et leur état d'esprit a été traduit cyniquement plus tard par Barère : « Nous n'avions, dit-il, « qu'un seul sentiment, celui de notre conservation, « qu'un désir, celui de conserver notre existence, que « chacun de nous croyait menacée. On faisait guilloti- « ner son voisin pour que le voisin ne vous fit pas « guillotiner lui-même (2). » Le 20 brumaire, Chabot demande que les députés ne puissent être décrétés d'accusation avant d'avoir été entendus par l'Assemblée, et il ajoute : « On dira que le décret d'accusation n'est pas « une condamnation : c'est vrai pour l'accusation d'un « tribunal, mais une déclaration de la Convention est « bien autre chose, et *quand un jury absout un* « *homme que la Convention a accusé, il doit trem-* « *bler* (3). »

De jour en jour le nombre des arrestations augmente : les dénonciations sont accueillies avec la plus grande facilité, les actes les plus inoffensifs servent de prétexte

(1) *Mémoires de Carnot.*

(2) Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris.*

(3) Wallon, op. cit., tome II.

à un renvoi devant le tribunal révolutionnaire : toute manifestation dite contre-révolutionnaire, qu'elle consiste en un propos (1), en un écrit (2), en un couplet (3), est considérée comme équivalente à une trahison ; toute relation avec un émigré est punie au même titre que l'émigration (4). La prudence la plus grande, la soumission la plus absolue aux décrets révolutionnaires, les preuves de *civisme* les plus éclatantes, ne suffisent pas à protéger ceux qui ont le tort d'être nobles ou riches (5) ; les accusations les plus absurdes, dictées

(1) 24 septembre : condamnation à mort de la veuve Lefebvre, belle-mère de Pétion qui a dit « que la Convention et ses attirails mangeaient plus que l'ancien régime. — 2 brumaire, condamnation de l'abbé Bruslé, qui a dit « que le gouvernement monarchique, était « préférable au républicain ». — 21 brumaire, condamnation de Jean Roy, domestique qui a dit que « si on voulait un roi, on aurait tout « de suite la paix », etc.....

(2) 14 brumaire : condamnation de Marie Coutelet, chez laquelle on a trouvé une lettre d'une de ses sœurs, dénoncée comme ayant des correspondances avec Cologne. — 23 brumaire, condamnation de Bertrand Poirier, chez lequel on a trouvé le brouillon d'une réponse, « dans laquelle il traitait la révolution d'anarchie ».

(3) 9 frimaire : condamnation de quatre nobles, quatre prêtres et d'un écrivain public chez lesquels on a trouvé des chansons irrévérentieuses pour le Gouvernement révolutionnaire.

(4) 14 pluviôse : condamnation du notaire Duclos-Dufresnoy pour correspondance avec des émigrés : on n'a pourtant trouvé chez lui que des lettres adressées à Paris en 1791 à l'abbé de Narbonne, qui depuis a émigré ! — 18 pluviôse : condamnation de la comtesse de Lauragais pour être restée en correspondance avec sa fille, la duchesse d'Aremberg : en droit cette dernière n'était pas une émigrée, mais bien une étrangère par le fait de son mariage avec un étranger, etc...

(5) Procès Fouquier-Tinville. Déposition Ducret : « Il fut bientôt

par la haine ou la cupidité, entraînent souvent la mort de ceux qui en sont l'objet : on peut citer à titre d'exemple le cas du sieur de Laverdy, ancien contrôleur général des finances qui, accusé d'avoir jeté du blé à l'eau pour affamer le peuple, est condamné à mort en frimaire an II, sur cette simple dénonciation et sans enquête : son véritable crime était d'être riche (1).

Pour accomplir sa tâche quotidienne, pour envoyer à la guillotine le nombre de victimes que réclame chaque jour le gouvernement révolutionnaire qui trouve toujours « la loi trop lente à punir les coupables », le tribunal est obligé de restreindre de plus en plus les débats ; les interrogatoires deviennent de plus en plus sommaires, les témoignages de moins en moins écoutés : souvent les témoins ne peuvent pas déposer et ceux qu'on laisse venir à la barre sont fréquemment des dénonciateurs cupides ou désireux de vengeance, quelquefois des prisonniers auxquels on promet la liberté

« convenu qu'il y aurait en révolution quatre qualités que l'on ne pardonnerait pas, savoir : riche, noble, prêtre et constituant. »

(1) Le 17 prairial, la dame Guiller de Nonac sera condamnée « pour avoir cherché, en jetant une assez grande quantité d'œufs et plusieurs boisseaux d'oignons dans les latrines, à coopérer au système de disette factice, imaginée par les contre-révolutionnaires pour troubler la tranquillité intérieure de l'empire par des alarmes sur les subsistances ».

Par contre un sieur Endeline, accusé « d'avoir donné du pain aux chevaux, aux vaches et aux cochons », et dont la condamnation est violemment demandée par Fouquier-Tinville, est acquitté le 26 pluviôse.

s'ils consentent à témoigner à charge contre leurs co-détenus (1).

Chaque jour des condamnations sont prononcées après un simulacre de procès, tantôt, sans qu'aucun témoin soit entendu et sur le vu de pièces « respirant l'aristocratie la plus encroûtée (2) », tantôt, après simple constatation d'identité (3); quelquefois le tribunal condamne, sans même les faire comparaître, ceux dont la complicité lui paraît établie par le procès de l'auteur principal du fait incriminé (4) ». Pour aller plus vite les jugements sont souvent signés en blanc : les juges donnent de confiance leur signature et laissent au greffier le soin de composer le corps du jugement (5).

Deux procès politiques vont assurer le triomphe définitif du Comité de Salut-Public. En ventôse an II, il

(1) Réal, *Mémoires*.

(2) Procès du général Romé, 25 brumaire, an II.

(3) Procès des « membres de la prétendue commission populaire de la Gironde », 12 brumaire. — Procès du conventionnel Cussy et de l'ancien président Gilbert des Voisins, 25 brumaire, etc.

(4) Un billet venant de l'étranger, trouvé sur la personne d'un détenu, le comte de l'Aigle, est présumé lui avoir été communiqué par sa nièce, la comtesse de Durtal; l'oncle seul est amené devant le tribunal et la nièce est conduite directement de la prison à l'échafaud. — 18 ventôse.

(5) Cette pratique inouïe se rencontre surtout après la loi de prairial, mais on peut en signaler des cas, dès le mois de brumaire : Procès de Jean Roy, 21 brumaire; — procès de Ducournau, de l'abbé Holler et de Teillard, qui ont pris part au mouvement insurrectionnel de Bordeaux, après le 31 mai, 26 nivôse.

accuse de conspiration le parti des *ultras* : Hébert, Ronsin, Chaumette, Momoro, Anacharsis Clootz sont arrêtés. On persuade à la foule, dont ils étaient la veille les idoles, qu'ils ont conspiré avec Pitt et Cobourg : la foule est crédule car la faim est aveugle (1), et leur mort est décidée d'avance. Le peuple demande que la Convention, « qui a été forcée de décréter un gouvernement révolutionnaire, décrète aussi des supplices révolutionnaires pour tous les scélérats qui veulent « l'égorger ». Les débats s'ouvrent le 1^{er} germinal ; le complot affirmé par l'accusateur public ne trouve aucun commencement de preuves ni dans les pièces ni dans les témoignages (2) ; le quatrième jour le président demande au jury s'il est suffisamment éclairé : sur sa réponse négative les débats continuent jusqu'au moment où le président Dumas se lève pour prononcer lui-même un discours violent qu'il termine par ces mots, adressés aux accusés : « Infâmes, vous périrez, « c'est trop longtemps retarder votre supplice ! » Devant cet ordre exprès, tous s'inclinent, le jury se déclare éclairé, la défense se tait, la sentence de mort est proclamée (3).

Quelques jours plus tard, l'autre parti hostile au Comité de Salut Public, celui des « *indulgents* », est frappé

(1) Wallon, op. cit., t. III.

(2) Les accusés étaient sans illusion sur leur sort et l'un d'eux, Ronsin, voyant Momoro prendre des notes, lui dit : « Qu'écris-tu là ? Tout cela est inutile : ceci est un procès politique. » — Campardon, op. cit.

(3) Wallon, op. cit., t. III,

à son tour : Danton, Camille Desmoulins, Lacroix, Westermann et les autres chefs du parti, accusés par Saint-Just de « conspirer avec les rois ligués contre la République », sont arrêtés dans la nuit du 10 au 11 germinal ; la Convention stupéfaite et terrorisée confirme cette mesure en votant le décret d'accusation.

C) Du 15 germinal au 22 prairial an II.

Le procès des « *indulgents* » s'ouvre le 13 germinal : pour déshonorer les accusés et pour étouffer autant que possible la voix de Danton (en compliquant les débats dont on prononcera la clôture au bout de trois jours) on mêle au procès une affaire de faux et de concussion dans laquelle sont compromis d'autres conventionnels, Chabot, Bazire, Fabre d'Églantine.

Le 14 germinal, Danton a la parole. Ce n'est plus un accusé, mais un accusateur que le tribunal a devant lui. « Il agissait cette tête effrayante dont l'expression « avait tant de grandiose ; sa voix semblable à un éclat « de tonnerre retentissait dans la salle et, sortant par « les fenêtres ouvertes, allait montrer au peuple assem- « blé en foule sur les deux rives de la Seine que celui « qu'on traduisait devant le tribunal n'avait rien perdu « de son énergie et qu'il savait se défendre (1). » Sa fougue effraye le président Herman qui sans cesse l'in-

(1) Campardon, op. cit.

terrompt (1) et enfin lui retire la parole (2). — Le 15, les autres accusés sont entendus ; Lacroix réclame la convocation des témoins par lui cités parmi les membres de la Convention : « Depuis trois jours, dit-il, je reven-
« dique inutilement le droit sacré de la défense pour un
« accusé, depuis trois jours j'ai remis la liste de mes
« témoins justificatifs et cependant aucun d'eux n'est
« encore assigné. Je somme l'accusateur public de me
« déclarer en face du peuple, témoin de mes efforts pour
« me justifier, pourquoi cette satisfaction légitime m'est
« refusée. » Fouquier-Tinville répond que l'accusation étant portée par la Convention entière, aucun de ses membres ne peut servir de témoins justificatif ! et pour faire cesser la discussion, il annonce qu'il va demander l'avis de la Convention elle-même.

Le Comité de Salut Public n'était pas rassuré sur l'issue du procès : il craignait l'impression produite sur le public par l'éloquence de Danton et par les protestations de Lacroix. Au reçu de la lettre de Fouquier-Tinville, Saint-Just monte à la tribune pour demander des mesures contre « ces audacieux criminels qui se révol-
« tent au pied de la justice même » et la Convention rend un décret qui donne tous pouvoirs au président du

(1) Campardon, id. : « Président, crie Danton, la voix d'un homme qui se défend doit couvrir le bruit de la sonnette. »

(2) Plus tard, lors du procès de Fouquier-Tinville, Herman, accusé de ce fait, le niera tout en ajoutant : « D'ailleurs ce procès était un « procès extraordinaire et politique. »

tribunal révolutionnaire « pour réprimer toute tentative de la part des accusés pour troubler la tranquillité publique et entraver la marche de la justice » ; le même décret décide que « tout prévenu de conspiration qui résistera ou insultera à la justice nationale sera mis hors des débats sur le champ ». — Ce décret est apporté au tribunal par les conventionnels Amar et Voulland. « Voilà de quoi vous mettre à votreaise ! » disent-ils à Fouquier qui répond en souriant : « Ma foi, nous en avons besoin (1). » — Lecture est faite de ce décret le jour même aux accusés. Le lendemain, 16 germinal, ils renouvellent leurs instances pour que leurs témoins soient entendus, disant que l'on veut étouffer leur défense ; le président invite alors les jurés à déclarer qu'ils sont suffisamment éclairés ; les accusés s'emportent, criant qu'on veut les juger sans les entendre. Le tribunal décide, par application du nouveau décret, qu'ils seront ramenés en prison et c'est en leur absence que le jury les déclare coupables, et que le tribunal les condamne à mort (2).

Après la chute de Danton, Robespierre, dont l'influence est alors sans rivale, exerce une action toute puissante sur le Tribunal révolutionnaire, auquel il donne une énorme extension : il obtient de la Conven-

(1) Procès de Fouquier-Tinville, déposition du greffier Paris.

(2) Wallon, op. cit. — Campardon, op. cit.

tion le décret du 27 germinal en vertu duquel « les pré-
« venus de conspiration seront traduits de tous les
« points de la République au tribunal révolutionnaire
« de Paris ». — Nous verrons bientôt comment fonctionnaient les tribunaux de département jugeant révolutionnairement sous l'œil des agents nationaux et sous la main des représentants en mission. Leur action ne semble pas encore assez énergique et quelques uns seulement subsistent, qui offrent, comme les commissions d'Arras, de Bordeaux, de Nîmes, de Noirmoutiers, toutes les garanties voulues d'inexorabilité et de cruauté.

C'est régulièrement par *fournées* nombreuses que les accusés sont amenés devant le tribunal de Paris, que préside maintenant Dumas : *aristocrates* et *sans-culottes* comparaissent ensemble en vertu de l'*amalgame*, et des gens qui ne se sont jamais vus sont souvent réunis dans un même jugement qui les condamne en bloc. Tous les jours, c'est par vingtaine au moins que le tribunal expédie les condamnés à la guillotine (1), et avec une telle hâte, avec une telle absence de formes que les erreurs les plus grossières se commettent : les interrogatoires, réduits souvent à un appel des noms, suivi d'une seule question : « Avez-vous cons-

(1) Le 1^{er} floréal, vingt-cinq parlementaires de Paris et de Toulouse sont condamnés à mort, — le 5 floréal, trente-cinq personnes comparaissent ensemble, — le 9, trente-trois personnes, — le 19, vingt-huit fermiers généraux, parmi lesquels Lavoisier, sont condamnés après un semblant d'interrogatoire, etc.

piré? », se succèdent avec une telle rapidité que souvent l'accusateur public confond deux personnes en une seule ou condamne l'une à la place de l'autre. Par exemple, le 1^{er} floréal, parmi les parlementaires accusés d'avoir protesté en 1790 contre les décrets de l'Assemblée Constituante, est un sieur Sallier, ex-président à la Cour des Aides, arrêté à la place de son fils, ci-devant conseiller au Parlement ; il veut fournir la preuve de sa non-identité avec le prévenu, mais le président Coffinhal lui coupe la parole, et il est condamné avec les autres (1).

Le 21 floréal, Madame Élisabeth, sœur de Louis XVI, jugée sans pouvoir faire entendre aucun témoin et sans avoir communiqué avant l'audience avec son défenseur, Chauveau Lagarde, est condamnée avec vingt-quatre autres personnes. L'une d'elles (2), qui eut la chance d'échapper à la mort, déposera plus tard au procès de Fouquier-Tinville : « On se borna à demander nos
« noms, nos âges et nos qualités : tels furent les débats
« qui eurent lieu dans notre jugement. Dumas coupait
« la parole aux accusés. Aucun ne fut entendu. »

(1) Wallon, op. cit., tome III.

(2) Procès de Fouquier-Tinville. Déposition de Mme de Sérilly. Le jugement fut signé en blanc.

D) Du 22 prairial au 9 thermidor an II.

Malgré ces procédés sommaires, les juges ne peuvent suffire à leur tâche et la justice n'est pas encore assez expéditive.

Deux attentats, dont un seul fut peut-être sérieux, vont soulever l'opinion publique et servir de prétexte à des mesures nouvelles qui donneront au tribunal révolutionnaire « une puissance d'extermination illimitée (1) ». Le 3 prairial, deux coups de pistolet sont tirés par un sieur Lamiral sur Collot d'Herbois ; le 4, une jeune fille, Cécile Renault, se présente chez Robespierre et on trouve sur elle deux petits couteaux. Le parti Montagnard transforme ces deux actes isolés en une vaste conspiration, dont le but est l'assassinat des défenseurs des droits du peuple, et il demande à la Convention, par l'organe de Couthon, des armes contre les ennemis de la nation. « Il faut, dit le rapporteur, exterminer les implacables satellites de la tyrannie. L'indulgence envers eux est atroce, la clémence est parricide..... Toute lenteur affectée est coupable, toute formalité indulgente ou superflue est un danger. Le délai pour punir les ennemis de la patrie ne doit être que le temps de les reconnaître : il s'agit moins de les punir que de les anéantir. »

(1) Wallon, op. cit.

En conséquence, aucun obstacle ne doit arrêter ni retarder la punition de ceux « qui cherchent à anéantir « les libertés publiques, soit par force, soit par ruse » : — il faut supprimer toutes les garanties qui sont inutiles, — il faut supprimer « aux complices du tyran » le secours des défenseurs officieux : « *les défenseurs naturels et les amis nécessaires des patriotes accusés,* « *ce sont les jurés patriotes ; les conspirateurs n'en* « *doivent trouver aucun* » — il faut supprimer la formalité préalable de l'interrogatoire de l'accusé, qui constitue presque toute l'instruction — il faut supprimer les témoignages, s'il existe des preuves matérielles ou morales, « à moins que cette formalité ne paraisse nécessaire » — il faut enfin assurer la toute puissance du Comité de Salut public, et le rapporteur propose, comme une garantie contre l'indulgence possible de l'accusateur public ou des juges, qu'aucun prévenu ne puisse être mis hors de jugement avant que la décision ait été communiquée aux comités de Salut Public et de Sécurité générale qui l'examineront. — La seule peine applicable est la mort.

La loi est votée séance tenante, le 22 prairial : elle marque l'apogée du système terroriste ; elle est le signal d'une éclipse momentanée, mais totale, de la justice en France. Elle confie au Gouvernement Révolutionnaire le soin de satisfaire ses vengeances, de supprimer ceux qui le gênent ou ceux qui lui déplaisent par le moyen d'un tribunal qui lui est aveuglément soumis, devant lequel

sont renvoyés, de toutes les parties de la République, sans défense et sans protection, tous ceux que les Comités de surveillance déclarent *suspects*. Ces Comités sont les véritables accusateurs ; ce sont eux qui arrêtent les listes des détenus qui doivent être renvoyés au tribunal, listes qui sont « comme autant de mandats de guillotine tirés sur la servilité de ce tribunal (1) » ; ce sont eux qui choisissent les juges et les jurés et qui les obligent « à tuer sous peine de mort (2) ».

L'instruction est supprimée dans la plupart des cas. Toutes les pièces sont remises à l'accusateur public, qui dresse les actes d'accusation, ou, le plus souvent, les fait dresser par ses commis. La négligence avec laquelle on procède à cette opération essentielle est incroyable : « on avait soin, dit un contemporain, de laisser sur les listes des places en blanc pour ceux qui « pourraient venir dans la journée augmenter le *casuel* (3) » — et un autre signale « des noms d'accusés, mis par une main étrangère, dans des actes d'accusation, postérieurement à leur rédaction (4) ». Rédigés en hâte, sans que l'accusateur consente le plus souvent à tenir compte des pièces à décharge (5), ces

(1) Wallon, op. cit.

(2) Taine. Organisés en mars 1793, ces comités sont chargés, par le décret du 17 septembre 1793, de désigner et de faire incarcérer les suspects.

(3) Procès Fouquier : déposition de Réal.

(4) Procès Fouquier : réquisitoire du substitut Cambon.

(5) Procès Fouquier : déposition du défenseur officieux Sézille : Fou-

actes ne sont ordinairement signifiés aux accusés que la veille de leur mise en jugement ou même au moment de leur entrée à l'audience.

Devant le tribunal, un interrogatoire sommaire constitue tout le débat ; on se borne à demander aux accusés leur nom, leur âge et leur qualité ; leurs explications ou leurs protestations ne sont que rarement écoutées, car les jurés, avant de siéger, ont reçu des ordres au sujet de ceux qui doivent comparaître devant eux dans la journée, et toute velléité d'indépendance met leur liberté ou leur vie en danger : le 22 prairial, des jurés ayant osé faire quelques observations sur l'application de la loi sont menacés d'arrestation par le président Dumas ; d'autres jurés ayant acquitté un ancien parlementaire, Fretteau, Fouquier-Tinville s'écrie : « Que l'on me montre la liste des jurés qui ont acquitté Fretteau, afin que je les *mette au pas* ! (1). »

La loi permettant de ne plus entendre de témoins,

quier répondait quelquefois par des menaces à ceux qui lui demandaient des pièces pour la défense des accusés. — Déposition Réal : souvent les pièces à charge ou à décharge, restaient sans être ouvertes. « Inutile de les lire, disait Fouquier, puisqu'ils seront condamnés dans la journée. » — Le 12 messidor, la marquise de Feuquières demande à fournir des pièces justificatives qui sont dans son château de Chatou, on les envoie chercher, mais on l'exécute en attendant. (Procès Fouquier. — Déposition Tavernier.)

(1) Campardon, op. cit. — Fretteau traduit *de nouveau* devant le tribunal révolutionnaire fut condamné à mort le 26 prairial en même temps que vingt-neuf autres parlementaires de Paris et de Toulouse. Aucun témoin ne fut entendu et aucun des mémoires justificatifs envoyés à l'accusateur public ne fut lu par lui.

on ne les cite, dans la plupart des cas, que lorsqu'ils sont utiles à l'accusation. « Si tu as à déposer contre l'accusé, « leur disait Fouquier, tu peux parler, mais garde le « silence si ce que tu as à dire est en sa faveur (1). » La déposition de Réal au procès Fouquier-Tinville nous renseigne sur la moralité de la plupart des témoins que le tribunal daignait écouter. « C'était un état, dit-il, que « d'être témoin, c'était une espèce de fonctionnaire public. L'occupation la plus ordinaire de ces témoins « était l'espionnage; les plus favorisés d'entre eux « étaient chargés de la confection des listes et allaient « ensuite affirmer au tribunal que les malheureux qu'ils « avaient portés sur ces listes de mort étaient des aristocrates et complices de quelque conspiration. »

Le 29 prairial, cinquante-quatre personnes, plus ou moins directement compromises dans les prétendus attentats de Lamiral et de Cécile Renault, sont condamnées en *trois heures* ! « On procéda, dit un témoin, à l'appel nominal et ensuite on leur fit cette question : « Avez-vous eu connaissance de la conspiration ? Y avez-vous participé ? » et si quelqu'un demandait la parole pour démontrer qu'il n'avait pu y participer, on disait : « Vous n'avez pas la parole ; à un autre ! (2) » Parfois

(1) Campardon, id. — Affaire Pelchet, 25 messidor ; note de Fouquier à son substitut Liendon. « Les témoins ne sont pas assignés, sans doute par oubli ; je ne vois pas qu'il y ait impossibilité de faire juger sans témoins ; fais ce que tu pourras pour qu'il ne soit pas mis hors des débats ; tu aurais dû voir hier s'il était besoin de témoins. »

(2) Procès Fouquier : Déposition Jobert.

même ce semblant d'interrogatoire n'avait pas lieu : le 6 messidor, trois Bretons, condamnés à Quimper à quelques années de déportation et traduits de nouveau, par ordre de la Convention, devant le tribunal de Paris, sont condamnés à mort sans avoir pu se faire entendre, ils ne savent pas le français et on ne leur donne pas d'interprète ; — le 9 messidor, une fournée de nobles est envoyée à l'échafaud, parmi lesquels le vieux maréchal de Mouchy, âgé de soixante-dix-neuf ans, et le marquis de Nérestan ; Mesdames de Mouchy et de Nérestan sont exécutées en même temps qu'eux sans avoir été appelées devant le tribunal. « L'affaire est la même, cela est inutile », avait dit Fouquier-Tinville (1).

Pour aller encore plus vite, le Comité de Salut Public, à l'instigation de Robespierre, organise un système nouveau : des dénonciateurs à ses gages sont chargés d'imaginer de prétendues « *conspirations des prisons* », et de là de nouvelles fournées plus nombreuses que jamais : soixante-quatorze détenus de Bicêtre sont condamnés en deux audiences, les 28 prairial et 8 messidor ; cent cinquante-sept détenus du Luxembourg, qui n'ont comme lien entre eux qu'un commun séjour en prison, sont transférés à la Conciergerie et dès la première audience, bien que soixante seulement d'entre

(1) Campardon, op. cit. — Wallon, op. cit., tome IV : le 24 prairial, un sieur Marinault est condamné et exécuté sans que le jury ait statué sur son sort ; son nom ne figure pas en effet parmi ceux qu'a interrogés le président Dumas ; il a été ajouté plus tard, par insertion écrite avec une autre encre.

eux aient été jugés, les juges signent la condamnation de tous les accusés, même de ceux qui comparaissent seulement ensuite, pour la forme, les 21 et 22 messidor (1).

La précipitation des jugements et des exécutions est telle que les erreurs les plus épouvantables se produisent fréquemment : le 18 messidor, vingt-deux magistrats de Toulouse sont condamnés à mort ; un ancien conseiller au Parlement, Pérès, cité seulement comme témoin, est entraîné avec eux à la guillotine, et exécuté malgré ses protestations ; — le 19 messidor, parmi les détenus du Luxembourg, un sieur *Maurin* est condamné par erreur à la place du sieur *Morin* ; — le 1^{er} thermidor, un jeune homme de 17 ans, Saint-Pern, est traduit devant le tribunal à la place de son père : il essaie en vain de prouver l'erreur dont il est l'objet ; le président lui coupe la parole et il est condamné ; — le 3 thermidor, un prêtre, *Cussy*, est exécuté à la place d'un sieur *de Cussy*, le 4, un sieur *Mellet*, à la place d'un sieur *de Maillé*, le 6, une dame *Mayet* à la place d'une dame *de Maillé*, le 8, un sieur Loiserolles est exécuté sous le nom de son

(1) Procès de Fouquier-Tinville. Dépôts de Réal et de Jobert. Après quelques « interpellations banales, » après l'audition de témoins tels que Beausire, le mari de la fameuse Oliva connue par l'affaire du collier de la reine, et Boyaval, qui étaient les dénonciateurs en même temps que les créateurs de la conspiration, 48 personnes sont condamnées à mort le 21 messidor et 38 le 22. — Le jugement du 21 est signé en blanc.

filis (1). — Ces erreurs quotidiennes, dont nous ne donnons que quelques exemples, sont le résultat inévitable de la hâte avec laquelle le tribunal procède : les détenus sont envoyés en masse des Carmes, de Saint-Lazare, de la Force ; les fournées se succèdent sans interruption et les débats sont supprimés : après un simple appel des noms, on marque d'une croix sur la liste ceux qu'on acquitte, on entasse les autres dans les charrettes qui les mènent à la mort.

Cette période effrayante se termine au 9 thermidor. Ce jour-là, les deux sections du tribunal ont encore à juger, l'une vingt-trois et l'autre vingt-cinq accusés ; au milieu de l'audience, le président Dumas est arrêté, le juge Maire prend sa place, les débats continuent comme d'habitude, et tous les prévenus, sauf deux, sont condamnés. On hésite avant de procéder à l'exécution ; sur l'ordre de Fouquier-Tinville et avec l'aide du général Hanriot, le sacrifice est consommé. — Mais cette journée marque la fin du régime de la Terreur : l'homme qui en est l'âme est renversé du pouvoir. Les haines amassées contre Robespierre éclatent enfin : le 8 thermidor il a menacé la Convention, le 9 la Convention, si longtemps soumise à ses volontés, poussée maintenant par l'instinct de la conservation, se soulève contre le despote et l'abat.

(1) Wallon. *op. cit.*, t. IV. — Campardon, *op. cit.*

CHAPITRE V

LA JUSTICE RÉVOLUTIONNAIRE EN PROVINCE

A) Les juridictions.

Nous venons de voir, dans son ensemble, l'œuvre du tribunal révolutionnaire de Paris, dont le rôle a toujours été prépondérant, et dont la compétence a été démesurément étendue par le décret du 27 germinal an II.

Il faut maintenant étudier la justice révolutionnaire en province et nous allons constater que bien souvent elle a rivalisé de zèle et de cruauté avec celle de la capitale. Sur quatre-vingt huit départements alors existants (1), il n'en est qu'un, la Nièvre, dans lequel aucune juridiction révolutionnaire n'a fonctionné; dans les autres, les Conventionnels envoyés en mission confient le soin de juger les émigrés et les contre-révolutionnaires, c'est-à-dire tous ceux qu'il leur plait de désigner comme suspects, à des tribunaux sur lesquels ils ont la haute main, tribunaux qui, suivant le langage empha-

(1) La division de la France en départements a été décrétée le 22 décembre 1789.

tique d'un homme bien renseigné en la matière, Fréron, « trempèrent le bandeau de la Justice dans le sang, en « imbibèrent le sol de la France et labourèrent ses flancs « avec des poignards ».

Ce sont tantôt des *tribunaux criminels de département* qui, revêtus des pouvoirs nécessaires, jugent révolutionnairement et sans jury — tantôt des *tribunaux révolutionnaires* proprement dits, composés d'un accusateur public et de quatre juges au moins, assistés d'un jury — tantôt des *commissions révolutionnaires* ayant une compétence générale en matière de contre révolution, ou des *commissions militaires* ne jugeant en principe que les révoltés ou les émigrés pris les armes à la main.

Tous les juges et commissaires qui les composent sont soumis aux volontés des représentants en mission, que Taine compare à autant de « pachas, maîtres absolus, ayant droit de vie et de mort sur les sujets de « leurs pachaliks (1) ». Ils reçoivent aussi les ordres des sociétés populaires ou des clubs de Jacobins, qui existent dans presque toutes les villes de France et ils tremblent devant les *sans-culottes* qui constituent le public de leurs audiences. — Ainsi surveillé, ainsi poussé dans la voie révolutionnaire, menacé de la prison ou de la guillotine au moindre signe de *tiédeur* ou d'indulgence, tout le personnel judiciaire exécute les ordres de la Convention que lui transmettent les représentants, il suit l'exemple donné par les juges de la capitale.

(1) Taine, op. cit. : *La Révolution*, II.

Si quelques tribunaux criminels, formés d'anciens magistrats de carrière, observent encore quelques-unes des formalités de la loi, dans la plupart des juridictions, toutes les garanties accordées à la défense sont mises de côté. Le Comité de Salut Public recommande aux juges de « punir promptement pour frapper d'une salutaire terreur, de bronzer leurs âmes, de sacrifier, comme Brutus, jusqu'à leurs propres enfants » ; Robespierre déclare qu'en politique on doit juger avec les soupçons « d'un patriotisme éclairé, qu'on ne doit consulter que son cœur et sa conscience ». Obéissantes, les juridictions révolutionnaires suppriment toute mesure, toute formalité, toute justice : après des interrogatoires sommaires, elles condamnent en masse des accusés auxquels, le plus souvent, elles refusent des défenseurs ; et, pour faire exécuter leurs sentences, elles usent des procédés les plus variés et les plus rapides : les noyades, les fusillades, les mitrillades concourent avec la guillotine à l'épuration (1).

Pendant plus d'un an, deux cents tribunaux ou com-

(1) Aux armées sont organisés aussi des tribunaux, composés d'officiers, chargés de juger rapidement les militaires suspects et les émigrés pris les armes à la main. Gouvion Saint-Cyr décrit en quelques mots les procédés sommaires de ces juridictions : « Le soldat invité à dénoncer ses officiers, promesse d'argent et de secret au délateur, nulle confrontation entre lui et l'accusé, point d'instruction, point d'écritures, même pour libeller le jugement, un simple interrogatoire dont on ne prend point note, l'accusé arrêté à 8 heures, jugé à 9 et fusillé à 10. » — « Un pandour fait prisonnier est traité en homme, dit Taine, un émigré fait prisonnier est traité en loup : séance tenante, on le fusille. »

missions accomplissent, sous le nom de la justice, l'œuvre de destruction qui leur est commandée par une poignée d'hommes, chargés de mettre par toute la France la terreur à l'ordre du jour. — Parmi ces tribunaux, qui presque tous furent impitoyables, quelques-uns se distinguent par un oubli plus complet des garanties de la défense et des formes protectrices de l'innocence : ce sont ceux-là surtout dont nous allons examiner le fonctionnement.

B) Tribunaux de l'Ouest.

Le soulèvement des provinces de l'Ouest, les luttes sanglantes que soutiennent les paysans de la Vendée et de la Bretagne, sont l'occasion de terribles répressions. Nulle part la justice révolutionnaire ne s'exerce avec plus de rigueur que devant les tribunaux de l'Ouest ; et dans peu de villes, les exécutions sont aussi nombreuses qu'à *Nantes*, où, à côté des juridictions extraordinaires qui s'y succèdent, règne la toute puissante volonté du représentant Carrier.

Dès le mois de mars 1793 un tribunal criminel extraordinaire siège à Nantes, mais son action est jugée trop modérée : une Commission militaire, dite Commission Pépin, est créée en Brumaire par Carrier ; son zèle ne répond encore pas aux désirs du farouche représentant (1),

(1) Taine, op. cit., *Révolution*, II : « Vous êtes un tas de b....., di-

qui, dès lors, fait procéder à des exécutions *sans jugement* : dès le 17 brumaire, quatre-vingt-dix prêtres sont, par son ordre, jetés dans une galiote et noyés dans la Loire, sans avoir été ni jugés, ni condamnés, et le 20 frimaire, cinquante-huit autres prêtres subissent le même sort. Malgré l'envoi de nombreux prisonniers à Paris, les prisons sont encore pleines et, pour les vider, Carrier imagine des conspirations dans les prisons, idée qui sera reprise plus tard à Paris. Alors ont lieu les grandes noyades, que Carrier appelle « *les déportations verticales* ». Un comité révolutionnaire prépare les listes et se fait délivrer les détenus « qui sont enlevés » indistinctement sans qu'on cherche à savoir s'ils sont « jugés ou non, s'ils sont patriotes ou aristocrates, « innocents ou coupables (1) ». Le 24 frimaire cent trente personnes sont noyées, puis en nivôse il y a des noyades de deux cents, cinq cents et, dit-on, jusqu'à huit cent personnes (2), parmi lesquelles sont des enfants et des femmes enceintes.

Les tribunaux fonctionnent en même temps : il y a des

« sait Carrier aux juges, à qui il faut cent preuves, cent témoins pour « faire guillotiner un homme ; f..... les moi à l'eau, c'est bien plus tôt « fait. »

La Commission Pépin condamna (du 15 brumaire au 11 floréal) 230 personnes à mort, 60 aux fers, 46 à la prison. La plupart des condamnés à mort furent fusillés.

(1) Lallié, *Les noyades de Nantes*. — Un grenadier, condamné à quinze jours de prison, pour vol de pantalon, fut emmené à la mort.

(2) Lallié, id.

fusillades de trente, quarante et cent personnes par jour (1) et fréquemment l'ordre est donné aux juges de condamner sans jugement : le 27 frimaire, vingt-quatre Vendéens, dont deux n'ont pas quatorze ans, sont guillotins sans jugement et le 29, exécution de vingt-sept personnes dans les mêmes conditions (2), et, à côté des *guillotinales* sans jugement, il y a encore les *sabrades* et les *fusillades* sans jugement. — Carrier défend de faire des prisonniers, et quand plus tard on l'accusera d'avoir donné cet ordre, il répondra : « C'est possible, « mais je trouve ma justification dans les décrets de la « Convention (3). »

Il n'est rappelé que le 20 pluviôse, et quand il part pour Paris reprendre sa place à la Convention, il laisse à Nantes une Commission militaire qui continue son œuvre : c'est la Commission Bignon qui du 9 nivôse au 6 pluviôse, en seize séances, prononce seize cent quatre-vingt-seize condamnations et *trois* acquittements ! Devant elle, il n'y a pas de débats : après une simple constatation d'identité, elle condamne en bloc : le 18 nivôse, elle condamne soixante-deux femmes ou jeunes filles, et le 19, quarante-quatre qui sont noyées ou fusillées (4). Elle siège à Nantes jusqu'en floréal : le

(1) Berriat-Saint-Prix, *Histoire de la Justice révolutionnaire*.

(2) Berriat-Saint-Prix, id. — Taine, op. cit., *Révolution*, t. III : 27 germinal, Alexandre Long exécuté sans jugement.

(3) Wallon, op. cit., tome V.

(4) Lallié, op. cit.

25 germinal, elle a condamné à mort deux des complices de Carrier dans les noyades (1) !

A *Angers*, la justice révolutionnaire s'exerce aussi rigoureusement. Au début, le tribunal criminel de Maine-et-Loire a observé quelques formalités salutaires ; aussi, dès le mois de mars 1793, on lui adjoint une commission militaire, dite commission Léger, puis en juillet, la commission Félix, qui peut être comparée à la commission Bignon. — Elle juge sans entendre de témoins, sans accorder de défenseurs, elle se dispense même d'interroger sérieusement les accusés qu'elle fait exécuter par des fusillades — et seuls les prévenus de marque, réservés à l'échafaud, sont admis à présenter leur défense (2). Du 23 juillet 1793 au 16 floréal an II, elle juge plus deux mille personnes et prononce près de douze cents condamnations à mort (3) : le 23 nivôse, cent détenus sont condamnés en bloc, le 26 germinal, sur cent un prisonniers jugés

(1) Le 13 germinal, la Commission Bignon se transporte au château d'Aux où deux cents hommes et vingt-deux jeunes filles attendent leur mise en jugement : en trois séances tous les hommes sauf un sont condamnés à mort et les jeunes filles ne sont sauvées que par un hasard : la Commission, rappelée en hâte à Nantes laisse à des officiers le soin de juger les accusées, et le capitaine Hugo (père de Victor Hugo) obtient leur acquittement.

(2) Berriat-Saint-Prix, op. cit.

(3) Berriat-Saint-Prix, op. cit. — Wallon dit qu'il y eut peut-être quatre à cinq mille personnes fusillées pour le seul district d'Angers ; ce chiffre n'est-il pas fort exagéré ?

ensemble, quatre-vingt-dix-neuf, dont quarante et une femmes, sont condamnés à mort et fusillés.

Tandis que la commission Félix promène sa terrible justice dans tout le département, une commission Proust siège à Angers en son absence et juge suivant les mêmes formes. — Enfin, pour abréger la besogne, pour « *dégorger* » les prisons, deux juges de la commission Proust, Morin et Vacheron, sont chargés du recensement général des détenus ; aidés de commissaires, ils font des visites dans les prisons et rendent des décisions qui se formulent, pour chaque prisonnier, en une lettre de l'alphabet mise à la suite de son nom (F signifie à fusiller, G à guillotiner), et du 30 nivôse au 29 germinal, ils envoient ainsi plus de quatre cents hommes et de trois cents femmes à la mort : les détenus sont amenés devant les commissaires, ils sont entendus sommairement, et la sentence est rendue (1). — En vain, quelques modérés demandent aux représentants Heintz et Francastel que les prévenus soient jugés publiquement par la commission et qu'on leur accorde des défenseurs officieux, les auteurs de cette proposition sont arrêtés comme contre-révolutionnaires !

En *Vendée*, sur les lieux mêmes de la guerre, les *colon-*

(1) Quelquefois un seul commissaire statue et c'est ainsi qu'on voit Vacheron juger seul et condamner une fille Offrai, et il inscrit cette note : « Si mes collègues s'étaient trouvés à l'interrogatoire, ils *n'auraient pu se dispenser de la juger par F.* » — Berriat-Saint-Prix, op. cit.

nes infernales de Turreau ne laissent pas grand chose à faire aux tribunaux, et cependant de nombreuses commissions militaires sont créées (entre autres celles de Noirmoutiers, des Sables-d'Olonne, de Fontenay) devant lesquelles les formes sont des plus sommaires ; pour constater la culpabilité d'un accusé, il suffit d'un procès-verbal revêtu de deux signatures, ou d'une signature et de la confirmation d'un témoin, ou de la concordance de deux témoignages ; souvent même ces faibles garanties sont négligées, et les accusés sont condamnés en masse après avoir indiqué leur nom, leur âge et leur demeure. — Le tribunal criminel de Niort, dont les membres se font remarquer par leur modération et leur indépendance, ose blâmer ces procédés : aussi les représentants lui enlèvent-ils les détenus qu'il a à juger pour les envoyer devant la commission de Noirmoutiers ; le président de Niort adresse à celui de Noirmoutiers les pièces propres à l'éclairer, mais quand elles parviennent, il est trop tard : les accusés ont été fusillés sans procédure (1).

Dans la *Sarthe*, où fonctionnent les commissions militaires du Mans et de Sablé, le tribunal criminel du Mans reçoit l'ordre de juger révolutionnairement, et, comme il fait des objections, le représentant Garnier (de Saintes) insiste : « Toutes les formalités minutieu-

(1) Wallon, *Les représentants en mission en l'an II*.

« ses doivent être mises de côté, dit-il. Il suffit de
« votre conviction pour prononcer et juger. La forma-
« lité de témoins à entendre serait ici minutieuse. Ces
« hommes (les Vendéens) sont proscrits et par la loi et
« par l'opinion publique ; arrêtés, et arrêtés en troupe
« à l'époque de la déroute qu'ils ont éprouvée, il ne
« peut rester aucun doute sur leur qualité. Il faut donc
« que vous vous dépouillez de l'idée que vous n'êtes
« que des juges que la loi a environnés de formes.
« Vous prenez ici un caractère différent, vous devez
« juger révolutionnairement, débarrasser promptement
« la société de ces monstres qui, après l'avoir assassi-
« née, l'empoisonnent aujourd'hui. Justice et justice
« prompte, voilà votre devoir, votre conviction, vos
« témoins (1) ! » — La commission Bignon siégea au
Mans avant d'aller à Nantes.

Garnier (de Saintes) écrit le 25 frimaire au tribunal criminel de l'*Orne* : « Il arrive à tous moments des pri-
« sonniers de l'armée des rebelles. D'après la loi, ils
« doivent subir la peine de mort, puisqu'ils ont porté
« les armes contre la République. Il ne s'agit à leur
« égard que d'appliquer la loi *sans formalités de pro-
« cédure*. Vous voudrez donc bien juger dans les
« vingt-quatre heures ceux qui vous seront présentés

(1) Wallon, *Les représentants en mission* (12 nivôse, 2 janvier 1794).

« et les faire exécuter sur le champ. La patrie réclame
 « un grand exemple et le salut public le commande (1). »
 Le 2 nivôse, il écrit d'Alençon à la Convention : « On
 « nous amène ici des prisonniers par trentaines ; *dans*
 « *trois heures on les juge*, la quatrième on les fusille,
 « dans la crainte que ces pestiférés, trop accumulés
 « dans cette ville, n'y laissent le germe de leur mala-
 « die épidémique (2). »

Dans la *Mayenne*, une commission révolutionnaire et militaire a été établie, le 2 nivôse, à Laval : elle a gardé le nom de son accusateur public, le terrible Volcler, ex-prêtre, qui réchauffe le zèle des autorités révolutionnaires en les menaçant d'incarcération et de mort en cas de tiédeur. Du 18 germinal au 22 messidor, cette commission prononce cent une condamnations à mort ; elle offre l'exemple d'un procédé assez intéressant : après l'interrogatoire sommaire des accusés et les conclusions de l'accusateur public, « le président invite l'auditoire à parler pour ou contre l'accusé, et ainsi la sévérité du tribunal reçoit l'approbation des sans-culottes (3) ».

Dans l'*Ille-et-Vilaine* fonctionnent quatre tribunaux

(1) Robillard de Beaufrepère, *Le tribunal criminel de l'Orne pendant la Terreur*.

(2) Berriat Saint-Prix, op. cit.

(3) Berriat Saint-Prix, op. cit.

révolutionnaires au moins. A Saint-Malo, une commission militaire a été instituée en brumaire : elle agit avec trop de lenteur au gré du représentant Le Carpentier. « A quoi bon toutes ces lenteurs ? dit-il. Où « vous mènent ces éternels interrogatoires ? Qu'avez-
« vous besoin d'en savoir si long ? Le nom, la profes-
« sion, la *culbute* et voilà le procès terminé (1). » — A Rennes, le tribunal criminel se montre trop modéré et on lui adjoint deux commissions militaires, dont l'une est présidée par le citoyen Magnier, « capitaine des travailleurs », (qui a échangé ses prénoms d'Antoine-Louis-Bernard contre ceux plus significatifs de Le Peletier-Beaurepaire-Brutus). Parmi les nombreuses condamnations, prononcées après interrogatoire sommaire d'accusés qui ne sont assistés d'aucun défenseur, l'une d'elles mérite d'être relevée : c'est celle qui frappe la femme Marzelle, ci-devant noble « parce que, dit le
« jugement, notre Sainte Révolution n'arriverait point
« de sitôt à son terme désiré, si on laissait à des aris-
« tocrates la liberté d'exhaler dans la société leurs
« principes impurs, *lors même qu'on n'a point de*
« *preuves matérielles des délits* (2) ».

Dans le *Finistère*, un tribunal révolutionnaire est créé à Brest, en pluviôse, par les représentants Tréhouat

(1) Taine, op. cit., *La Révolution*, t. II.

(2) Wallon, op. cit.

et Laignelot, puis réorganisé en ventôse par les soins de Robespierre, qui délègue plusieurs Jacobins de Paris, parmi lesquels Ragmey et Donzé-Verteuil, le président et l'accusateur public du nouveau tribunal. Un rapport de Génissieux, lu à la Convention le 16 prairial an III, montre que ces nouveaux venus « avaient apporté au tribunal de Brest les plus impitoyables traditions de celui de Paris (1) » : « On signifiait, dit-il, aux prévenus « leur acte d'accusation la veille de l'audience, « à l'heure où, dans la prison, la lumière était interdite ; ils paraissaient de grand matin devant le « tribunal, sans avoir eu le temps de se recueillir ni de « préparer leur défense. Aux débats, les témoins à « charge étaient toujours les bienvenus : quelque absurdes ou fausses que fussent leurs dépositions, on ne « les rejetait jamais ; les témoins à décharge étaient « entendus en masse, interrompus, intimidés, même « bafoués. Les défenseurs étaient moins favorisés encore : on fixait le temps pendant lequel ils devaient « parler, le président les arrêtait à tout propos. » — Le 3 floréal commence le procès des administrateurs du département qui, le 7 juin 1793, avaient osé envoyer à la Convention une adresse pour protester contre l'arrestation des Girondins : les deux premiers jours sont consacrés à la lecture des pièces, le troisième à l'audition des témoins, dont plusieurs, qui déposent en fa-

(1) Berriat Saint-Prix, *op. cit.*

veur des accusés, sont arrêtés par le président et incarcérés ; enfin l'un des défenseurs, Riou-Kersalaun se lève pour plaider : le président l'interrompt dès le début : « Avant que tu ailles plus loin, lui dit-il, le tribunal a besoin de connaître tes opinions personnelles sur les arrêtés de cette administration. Il t'interpelle de t'expliquer et te demande si tu ne regardes pas ces arrêtés comme liberticides, parce que, d'après ta réponse, il aura peut-être des mesures à prendre contre toi (1). » Que pouvaient être les plaidoiries prononcées dans de pareilles conditions ? Il faut dire que devant presque tous les autres tribunaux, les accusés n'étaient plus assistés de défenseurs.

C) Tribunaux du Midi.

En Vendée et au nord de la Loire, c'est surtout le royalisme et le fanatisme que la justice révolutionnaire veut supprimer ; dans le reste de la France, c'est le *fédéralisme*. La résistance aux ordres de la Convention ne fut ni aussi énergique ni aussi générale ailleurs que dans l'Ouest, et la contre-révolution n'eut une influence sérieuse que dans quelques villes, principalement à Marseille, à Toulon, à Lyon. Les tribunaux révolutionnaires et les commissions militaires n'en déployèrent

(1) Wallon, op. cit.

pas moins presque partout une rigueur, peut-être moins grande que dans l'Ouest, mais sûrement moins excusable, car la République ne courait les mêmes dangers ni dans le Midi ni dans le Nord.

Après l'arrestation des Girondins, en juin 1793, l'Assemblée générale de la *Gironde*, s'était déclarée indépendante de la Convention : constituée en Commission populaire de Salut Public, elle essaye de soulever les départements voisins contre Paris. En septembre, le pouvoir tombe aux mains des sans-culottes, et, en octobre, les représentants Baudot, Tallien et Ysabeau entrent à *Bordeaux* et y installent une commission militaire de sept membres (1), dont le président est Lacombe « qui à « lui seul joue tous les rôles : il arrête, il accuse, il condamne (2) ». Devant ce tribunal, que les représentants eux-mêmes qualifient d'« expéditif », il n'y a ni jurés ni accusateur public ; les formes sont très sommaires : il n'y a pas d'actes d'accusation, il n'y a contre les accusés que les notes du Comité de surveillance, chargé de fournir la « besogne » au tribunal ; d'après ces notes, Lacombe dresse chaque matin la liste des prévenus à juger, qui ne sont avertis de leur comparution que par ceux qui les amènent devant le tribunal. Les débats se résument en un interrogatoire de pure forme, interrompu

(1) On les nommait « les sept péchés capitaux ».

(2) Wallon, op. cit.

et écourté encore par Lacombe (1) qui, décidant seul, déclare que l'accusé est un aristocrate, un fanatique, un ennemi de la République et l'envoie à l'échafaud. Rarement des défenseurs officieux sont admis à plaider et, quand ils le sont, ce n'est pour les prévenus qu'un médiocre appui ou même un danger : souvent des misérables se servent de ce rôle pour espionner et dénoncer (2), et quant aux véritables défenseurs, leur vie est en danger s'ils prennent trop à cœur les intérêts de leurs clients (3).

Les premières audiences du tribunal, en brumaire, sont consacrées au jugement et à la condamnation de ceux qui ont poussé Bordeaux à la résistance : entre autres l'ancien maire, Saige, qui est conduit à la guillotine sans autre forme de procès, le conventionnel Biroteau, les sieurs Bertonneau et de Lavauguyon qui sont condamnés sur simple constatation d'identité et sans qu'on leur permette de se défendre. De nombreux jugements sont rendus, dont les motifs mériteraient d'être relevés : c'est ainsi qu'un sieur Boudin, « convaincu de n'avoir « rien fait pour la Révolution malgré sa fortune et ses

(1) Berriat Saint-Prix. — Par exemple Lacombe s'écriait : « Le soin « que prend un accusé pour se blanchir paraît un crime de plus ! » (Affaire Péry).

(2) Wallon, op. cit. — Le sieur Toebarls est dénoncé le 6 thermidor par son défenseur, Ducasse.

(3) Wallon, op. cit. — L'avocat du sieur de Galard est menacé de mort par Lacombe.

« talents eomme jurisconsulte, ce qui l'a fait ranger
« dans la classe des suspects », est condamné à mort;
c'est ainsi qu'un sieur Dudon subit le même sort
« attendu que ses talents le rendaient infiniment dan-
« gereux (1) ». — En pluviôse, l'activité de la Commis-
sion semble se ralentir : Robespierre charge un de ses
de ses amis, Jullien, de stimuler l'ardeur des représen-
tants, dont l'un, Ysabeau, est remplacé par Garnier (de
Saintes) et la justice révolutionnaire retrouve une nou-
velle vigueur jusqu'au 13 thermidor, jour où parvient
à Bordeaux la nouvelle de la chute de Robespierre. Une
nouvelle commission est formée par les soins d'Ysa-
beau, qui est rappelé, et elle condamne Lacombe à mort
le 27 thermidor.

Dans la *région des Pyrénées*, des commissions mili-
taires sont adjointes aux tribunaux criminels de départe-
ment. Parmi les plus expéditives, il faut citer la com-
mission extraordinaire de Bayonne, créée par les repré-
sentants Cavaignac et Pinet : devant elle l'accusé, traduit
sans acte d'accusation, est interrogé sommairement : il
ne peut que rarement faire entendre de témoins et n'a
jamais de défenseur. En vingt-neuf séances, elle
prononce soixante-deux condamnations à mort ; elle se
transporte à Saint-Sever, où elle condamne, sans
l'entendre, un détenu qui, s'étant jeté par une fenêtre

(1) Chauvot, *Le barreau de Bordeaux*.

de la prison, est trop meurtri pour être amené devant le tribunal (1); à Auch, où l'on peut citer un cas d'accusation sans jugement (2), et où onze personnes sont condamnées à mort pour un prétendu attentat contre le représentant Dartigoeyte. — Dans les Hautes Pyrénées, le représentant Monestier exerce une telle autorité sur le tribunal criminel de Tarbes, que les ordres qu'il donne, alors même qu'il est en état d'ébriété, sont exécutés sur le champ : il s'étonne et s'indigne lui-même le lendemain des jugements qu'il a fait rendre la veille (3). — Dans les Pyrénées-Orientales, les représentants Soubrany et Milhaud prennent un arrêté en vertu duquel la commission militaire de Perpignan sera exemptée de suivre les formes ordinaires, dispensée de faire mention des interrogatoires dans les procès verbaux et d'entendre des témoins, lorsque le délit sera suffisamment prouvé (4). »

Dans le *Sud-Est*, la démocratie avait ensanglanté *Marseille* dès juillet 1792. Pour arrêter les excès des révolutionnaires, le parti modéré avait institué en septembre un tribunal populaire, devant lequel les accusés trouvaient de sérieuses garanties. La Convention, effrayée des progrès du fédéralisme, casse ce tribunal en juin 1793 ; *Marseille* refuse de se soumettre ; elle est

(1) Berriat Saint-Prix, op. cit. — Affaire Dabbadie-Desponic.

(2) Berriat Saint-Prix, op. cit. — Affaire Delong.

(3) Berriat Saint-Prix, op. cit. — Affaire Lasalle.

(4) Arrêté du 7 germinal au II.

assiégée et n'est prise par le général Carteaux que le 25 août. — Le 26 un tribunal révolutionnaire est établi par les représentants Albitte, Salicetti et Gasparin, avec mission de punir les rebelles. Tout le débat consiste en un court interrogatoire de l'accusé, qui n'est jamais assisté d'un défenseur. Le président Maillet et l'accusateur Giraud, bien que fougueux patriotes, ne montrent pas assez de fermeté au gré des représentants : on leur reproche de « vouloir acquérir une conviction de culpabilité « avant de condamner (1) » et ils sont envoyés devant le tribunal révolutionnaire de Paris, qui les acquitte.

Le 1^{er} pluviôse, Barras et Fréron installent à la place du tribunal une Commission militaire présidée par Leroy, dit Brutus. « Cette Commission composée de six « membres, dit un représentant, Moïse Bayle, jugeait à « trois sans accusateur public ni jurés ; elle faisait monter de la prison ceux qu'elle voulait envoyer à la mort. « Après leur avoir demandé leur nom, leur profession « et quelle devait être leur fortune, on les faisait descendre pour être placés sur une charrette qui se trouvait devant la porte du palais de justice. Les juges « paraissaient sur le balcon, d'où ils prononçaient la sentence de mort. Telle était la méthode *expéditive* imaginée par Fréron » et Fréron écrit lui-même : « La « Commission militaire va un train épouvantable contre

(1) Sergent, *Les tribunaux révolutionnaires dans les Bouches-du-Rhône*. (Discours de rentrée, Aix, 1874.)

les conspirateurs (1). » Du 3 pluviôse au 23 ventôse, en dix audiences, cent trente personnes sont condamnées à mort : « Plus la guillotine joue, plus la République que s'affermite », écrivait la Commission à la Commune de Paris. — En ventôse, le représentant Maignet rétablit le tribunal, qui condamne à force pour les faits plus anodins (propos contre les assignats, contre les patriotes, etc.) ; du 21 germinal au 6 floréal il prononce cinquante-huit condamnations à mort.

Comme à Marseille des massacres démagogiques ont ensanglanté *Toulon* en 1792 : ils sont réprimées en 1793 par un tribunal populaire institué par le parti modéré, qui, par haine des excès révolutionnaires, commet le crime de remettre la ville aux Anglais. Elle est reprise en frimaire an II, et Fréron organise la répression : après des « *fusillades républicaines* », un tribunal révolutionnaire et une commission militaire sont établis, et ils procèdent avec la plus grande rigueur : « Tous les jours depuis notre arrivée, nous faisons tomber deux cents têtes, écrivent Barras et Fréron à la Convention le 6 ni-

(1) Sergent, *ibid.* — Un exemple donnera une idée du mépris des juges pour toutes les formes de la justice : un jour, un accusé, traduit pour avoir fait à sa section une motion contre-révolutionnaire, parvient à prouver qu'il a gardé le silence. Il va être acquitté, quand une trico-teuse se lève derrière l'estrade et déclare qu'elle a vu l'accusé se frotter les mains avec joie pendant la motion. Brutus le condamne à mort.

vôse (1). » — Comme on demandait à Danton de donner à ces représentants des successeurs plus humains : « Ce ne sont pas de tendres jeunes filles qu'il nous faut
« à Toulon, répond-il, mais une guillotine et des bour-
« reaux (2). »

Le représentant Maignet veut étendre au département de la *Vaucluse* les bienfaits de la justice révolutionnaire, dont il surveille déjà le fonctionnement à Marseille. Son projet est entravé par le décret du 27 germinal, mais il persiste et écrit d'Avignon à Couthon : « S'il
« fallait exécuter dans ces contrées votre décret, il faudrait une armée pour conduire à Paris tous les cons-
« pitateurs, car, dans ces deux départements, je porte à
« douze à quinze mille hommes ceux qui ont été arrêtés... Tu vois l'impossibilité d'un tel voyage ; d'ailleurs,
« il faut épouvanter. » — A ce moment éclate le scandale de Bédoin : dans la nuit du 12 au 13 floréal, l'arbre de la liberté, planté sur la place de ce village a été renversé, les affiches des décrets de la Convention ont été lacérées et jetées dans la boue. Maignet ordonne le transport, sur les lieux, du tribunal criminel d'Avignon : le 9 prairial, soixante-trois personnes sont condamnées à mort et le village est livré aux flammes (3).

(1) Wallon, op. cit. — Sergent, op. cit.

(2) De Sybel, *Histoire de l'Europe pendant la Révolution Française*.

(3) Wallon, op. cit.

Sur ces entrefaites, le Comité de Salut Public, cédant aux instances de Maignet, a créé, par arrêté du 21 floréal, une Commission de cinq membres à *Orange*. Dans l'instruction donnée aux membres de cette Commission, et qui est signée par Carnot, Billaud-Varennès et Couthon, il est dit qu'ils sont nommés pour juger les ennemis de la Révolution, c'est-à-dire « tous ceux qui, par quelques
« moyens que ce soit et de quelques dehors qu'ils se
« soient couverts, ont cherché à contrarier la marche
« de la Révolution ». Dans ce but, « les preuves requises
« pour la condamnation sont tous les renseignements,
« de quelque nature qu'ils soient, qui peuvent convain-
« cre un homme raisonnable et un ami de la liberté ;
« la règle des jugements est la conscience des juges
« éclairés par l'amour de la justice et de la patrie ». Et toutes ces phrases sont résumées avec franchise par Payan, agent national de la Commune de Paris, qui écrit à des juges d'Orange : « Dans les commissions chargées de punir les conspirateurs, il ne doit exister aucune forme : la conscience du juge est là et les remplace (1). » La Commission fonctionne à partir du 15 prairial : elle est présidée par Fauvety, l'un des « *jurés solides* » de Fouquier-Tinville et composée de juges à l'épreuve (2). « Notre Commission, écrit Fau-

(1) Berriat Saint-Prix, op. cit.

(2) Wallon, op. cit. — Fauvety se plaint pourtant de son collègue Meilleret : « C'est un formaliste enragé ! dit-il ; il lui faut des preuves
« comme aux tribunaux ordinaires de l'ancien régime ! »

vety, est maintenant organisée à l'instar du tribunal de Paris, sauf la partie qui concerne le jury et le *rejet de certaines formalités* (1). » Ce que Fauvety aurait pu dire, c'est que, devant sa commission, il n'y avait aucune espèce de forme : du 1^{er} messidor au 17 thermidor, cinq cent quatre-vingt-dix accusés sont jugés et trois cent trente-un sont condamnés à mort, sans qu'ils aient fait entendre ni témoins ni défenseurs, sans même qu'ils aient été toujours interrogés (2). La « *sainte guillotine* » va avec une telle rapidité que, les procès-verbaux étant signés d'avance, le commissaire rédacteur se trouve avoir signé lui-même sa propre exécution (3) !

Lyon, comme Marseille a refusé de se soumettre aux ordres de la Convention : après un siège, qui dure du 14 août au 9 octobre 1793, la ville ouvre ses portes aux représentants Couthon, Maignet et Châteauneuf-Randon. — Deux commissions sont instituées pour juger rapidement tous les individus prévenus d'avoir pris part à la tentative de contre-révolution : une commission de justice militaire, présidée par Marion, juge sans sursis ni appel, sur simple constatation d'identité, et, du 20 vendémiaire au 8 frimaire, elle juge cent soi-

(1) Berriat Saint-Prix.

(2) Un enfant de treize ans, le jeune de Conceil, comparait seul et est condamné à mort : son crime était d'avoir servi dans les pages de Louis XVI.

(3) Sergent, op. cit.

xante-seize accusés, dont quatre-vingt-dix-neuf sont fusillés (1) : — une commission de justice populaire, dont une section siège à Feurs et dont l'autre, à Lyon, est présidée par l'acteur Dorfeuille, procède avec la même absence de formalités et de garanties. « Les tribunaux s'embarrassent dans les formes et ne savent se passer de preuves pour condamner, disait Dorfeuille. Il faut savoir se contenter de celles que les fronts indiquent, afin de donner à la justice nationale un mouvement plus rapide (2). » Il applique ces principes : « Chaque jour, écrit-il à la Convention, le glaive de la loi fait tomber par trentaine la tête des conspirateurs de Commune affranchie (3). La nation sera étonnée de la profondeur et de l'étendue du complot que les scélérats avaient tramé contre la République ; les deux tribunaux, occupés sans relâche aux fonctions qui leur sont confiées, ont envoyé déjà plus de deux cents contre-révolutionnaires à la mort (4). »

Les désirs des représentants ne sont pas satisfaits encore : le 7 frimaire, Fouché et Collot d'Herbois, considérant que les tribunaux établis sont soumis à des formes trop lentes, arrêtent qu'il sera créé une commission « chargée de juger révolutionnairement, de ne

(1) Wallon, op. cit.--Berriat Saint-Prix indique 406 personnes fusillées.

(2) Wallon.

(3) C'est le nom révolutionnaire de Lyon.

(4) De la Chapelle, *Histoire des Tribunaux Révolutionnaires de Lyon et de Feurs*.

« conserver dans ses formes que celles qui s'accordent
« avec les prompts effets de la volonté du peuple (1) ».
— Cette commission, présidée par Parein, est peut-être, après la commission Bignon et le tribunal de Paris, la plus sanglante des juridictions révolutionnaires : du 14 frimaire au 16 germinal, elle condamne près de dix-sept cents personnes. Elle procède avec une absence complète de formes : après un court interrogatoire (2), le président fait un signe indiquant sa décision, et les prisonniers sont conduits dans des caves, dont l'une est le chemin de la liberté et dont l'autre mène à la mort. Les formules des jugements sont écrites et plus tard imprimées d'avance, les sentences sont dictées par les représentants (3). — Pour l'exécution de ses sen-

(1) De la Chapelle, *ibid.*

(2) Berriat Saint-Prix : sept accusés étaient interrogés en un quart d'heure, dit un témoin oculaire.

(3) « Un matin, dit Taine (*Révolution*, tome III), Collot a prescrit au tribunal d'interroger et de juger un adolescent suspect, avant la fin du jour. Vers les six heures, dit Mallet-Dupan, Collot étant à table et en orgie avec des filles, des baladins et des bourreaux, et buvant au bruit d'une musique choisie, entre un des juges de tribunal ; après les formalités d'usage, on l'introduit à l'oreille du représentant, il lui annonce que le jeune homme arrêté, interrogé, et les plus sérieuses informations prises sur son compte, il se trouve irréprochable et que le tribunal opine à l'élargir. Collot, sans regarder le juge, élève la voix et lui dit : « Je vous ai ordonné de punir cet homme, « je veux qu'il périsse avant la fin du jour. Si l'on épargnait les « innocents, trop de coupables échapperaient. Allez ! » La musique et l'allégresse recommencent et, l'heure suivante, le jeune homme est fusillé. »

tences, la commission a recours le plus souvent aux procédés rapides, aux fusillades et aux mitrailleurs, la guillotine est réservée à certains personnages et aux femmes : le 14 frimaire, soixante jeunes gens sont fusillés à la fois ; le 15, deux cent sept détenus sont jugés par la commission se tenant debout sur le balcon de l'Hôtel de Ville, et envoyés à la fusillade (1) ; après l'exécution, on retrouve deux cent neuf cadavres, « et on se souvient alors que, dans la cour de la prison de Roanne, deux malheureux, prétendant n'être que des commissionnaires des prisonniers, on avait refusé de les croire (2) ».

D) Tribunaux du Nord et de l'Est.

Dans le Centre, dans l'Est et dans le Nord, les tribunaux criminels déploient souvent un zèle insuffisant dans l'exécution des ordres qu'ils reçoivent des représentants : c'est ainsi que, mécontent de la mollesse des juges d'*Auvergne*, le représentant Bô arrête, en ventôse, que les prévenus seront envoyés devant le tribunal révolutionnaire de Paris ; c'est ainsi que dans l'*Aube*, Rousselin réclame sans cesse la création de commis-

(1) Wallon.

(2) De la Chapelle, op. cit. — Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*.

sions ; c'est ainsi que dans l'*Allier*, les détenus sont envoyés à Lyon, où ils sont exécutés sans preuves, sans formalités, sans interrogatoires (1).

Cependant en quelques endroits la justice procède avec une activité qui rappelle les plus sinistres jours des tribunaux de l'Ouest ou du Midi. En *Bourgogne*, Pioche-Fer Bernard exerce sur le tribunal de la Côte-d'Or une pression terrible : il fait arrêter l'ancien premier président au Parlement de Bourgogne, Micault de Courbaton, et comme celui-ci demande un délai pour fournir ses preuves de non émigration, Bernard écrit au directoire du département : « L'administration de « la Côte-d'Or rendra compte dans le jour des motifs « qui l'ont empêchée de prononcer sur l'émigration de « Micault, et elle sera responsable de tout retard » ; le directoire repousse le sursis, et une lettre de menaces, adressée par Bernard au tribunal, le décide à prononcer la mort (2).

En *Alsace*, Euloge Schneider exerce tous les pouvoirs : « il définit les délits, détermine les peines, légifère, poursuit, juge et condamne à la fois (3). » Il promène dans la contrée sa justice ambulante, prononçant

(1) 32 accusés de l'*Allier* sont ainsi exécutés à Lyon le 11 nivôse.

(2) Wallon, op. cit. : Colmont, ancien conseiller au Parlement de Dijon, acquitté par le tribunal de Saône-et-Loire est remis en jugement par Bernard devant le tribunal de la Côte-d'Or et condamné.

(3) Wallon, op. cit.

seul les sentences, car, des juges qui l'assistent, les uns sont terrorisés, les autres sont incapables (1). Schneider lui-même est poussé par la crainte, car le représentant Saint-Just le presse, lui disant : « A quoi bon tant de
« cérémonies ? Ne connais-tu pas les crimes des aristo-
« crates ? Dans les vingt-quatre heures que tu perds
« à une enquête, on pourrait prononcer vingt-quatre
« condamnations (2). » — « Tant pis pour les innocents ;
« le temps manque à les discerner : un aveugle, qui
« cherche une épingle dans un tas de poussière, saisit le
« tas de poussière, dit Saint-Just au maire de Strasbourg,
« Monet (3). » — Après l'arrestation de Schneider, une commission est créée le 6 pluviôse, qui n'est « assujettie
« à d'autre forme que de faire comparaître le préve-
« nu et de l'entendre ; s'il n'existe point de preuves
« écrites, la déclaration uniforme de deux témoins se-
« ra suffisante pour opérer la conviction (4) ».

Dans le *Nord*, nous rencontrons une des plus sinistres figures de cette terrible époque : c'est Joseph Le Bon, prêtre défroqué, dont la folie cruelle et la cupidité sanguinaire dictent leurs sentences aux tribunaux d'Arras et de Cambrai. Envoyé une première fois en

(1) Tel ce juge Clavel, toujours ivre, qui ne se réveille que pour se déclarer de l'avis de Schneider, sans savoir de quoi il s'agit.

(2) De Sybel, op. cit.

(3) Taine, op. cit., *Révolution*, tome III.

(4) Wallon, op. cit.,

mission dans le Pas-de-Calais, il prend le 22 frimaire l'arrêté suivant : « Considérant que parmi les prévenus
« de délits contre la République, il importe surtout de
« faire tomber les têtes des riches reconnus coupables,
« arrête que le tribunal criminel d'Arras jugera d'abord
« révolutionnairement les prévenus distingués par leurs
« talents et leurs richesses (1). » — En nivôse, il revient à Arras, où le tribunal agit avec trop de mollesse ; il veut changer cet état de choses et, pour éviter tous acquittements futurs, il prend un arrêté par lequel,
« considérant que, qui veut la fin veut les moyens,
« considérant qu'avec des jurés ordinaires la chose publique est à chaque instant compromise », il décide que désormais le jury sera composé de membres pris sur une liste qu'il composera lui-même (2).

Dès lors la guillotine fonctionne sans discontinuer. Le Bon assiste aux séances du tribunal, il assiste aussi aux exécutions ; il veille à la rapidité des jugements, il stimule l'activité et la sévérité des juges ; aucun acquittement ne doit être prononcé, et, un accusé ayant

(1) Paris, *Histoire de Joseph Le Bon et des tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai*.

(2) L'acquittement du comte de Béthune lui servit d'occasion. Le Bon, qui assistait à l'audience, se lève furieux, fait arrêter le défenseur, et force le tribunal à revenir sur sa décision « En moins de six
« heures, dit-il lui-même, Béthune fut déclaré émigré, jugé et *rac-*
« *courci* aux flambeaux et aux cris de « Vive la République ! » L'aristocratie eut un rabat joie et le patriotisme qui avait frémi de rage le
« matin, le soir frémit d'allégresse ! »

été acquitté le 26 ventôse, Le Bon, furieux, déclare que « ce scélérat qui a échappé une fois à la guillotine, « n'y échappera pas une seconde, et il le fait condamner le 29 (1) ». Trouvant toujours les débats trop longs, il supprime quelquefois l'interrogatoire des prévenus, souvent il leur refuse la communication des pièces. Du 19 ventôse au 23 germinal, il fait couper cinquante-quatre têtes ; le 25, vingt personnes, dont quinze femmes, accusées d'avoir donné des secours à des prêtres réfractaires, sont condamnées sans avoir pu prendre communication de leurs dossiers (2). Des condamnations sont prononcées pour les motifs les plus futiles ou les plus ridicules : des femmes sont menacées de mort pour avoir osé regarder Le Bon en riant ; une femme est condamnée pour avoir dit « qu'on guillotina à Arras des gens pas plus coupables que l'enfant « qu'elle tenait dans ses bras » ; toute une famille est poursuivie, et trois de ses membres sont condamnés à mort pour la punir d'avoir un perroquet qui crie : vive le roi ! (3) ; trois personnes, accusées d'avoir fait de la

(1) Paris, op. cit. — Cest le sieur Lallart de Berlette. — Le marquis de Couronnel, âgé de 74 ans, accusé de propos contre révolutionnaires et acquitté une première fois, est repris et condamné à mort. — Leur crime, à tous deux, était d'être riches.

(2) Paris, op. cit. — Affaire Bataille : quatre personnes furent acquittées. Le Bon adressa des menaces de mort au président Le Blond, et fit traduire l'avocat Dauchez, un des acquittés, au tribunal de Paris.

(3) Paris, op. cit., 3 floréal : famille de La Vieville.

musique le jour de la prise de Valenciennes, sont également condamnées (1).

Le tribunal d'Arras est maintenu après le décret du 27 germinal. « Nous allions bien, nous irons mieux », écrit Le Bon à la Convention. En floréal, il organise, sous le nom de « première section du tribunal d'Arras, séante à Cambrai », un tribunal révolutionnaire à Cambrai. « Nous y faisons du bon ouvrage, écrit-il, nous avons « fait guillotiner des vieilles ; à quoi servaient-elles ? « cela était inutile sur terre. » — La Terreur règne à Arras et à Cambrai jusqu'au 15 thermidor, jour où Le Bon est arrêté. Un an plus tard (messidor an III) quand le député Quirault lût à la tribune de la Convention son rapport sur la conduite de Le Bon, un frémissement d'indignation souleva l'Assemblée, dit le Moniteur, et des voix nombreuses s'écrièrent : « Président, faites cesser cette lecture ! »

(1) Paris, op. cit., 28 floréal : famille Maioul de Sus Saint-Léger.

CHAPITRE VI

LA RÉACTION THERMIDORIENNE. — SUPPRESSION DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Robespierre disparu, les prisons vont se vider, le sang va cesser de couler, la justice révolutionnaire va chômer, car c'est lui qui a ordonné ces exécutions en masse qui ont plongé la France entière dans le deuil ; c'est lui qui a dirigé le tribunal révolutionnaire de Paris et inspiré les représentants en mission ; c'est lui qui, a dicté toutes les mesures sanguinaires ; c'est lui qui, au lendemain de la fête de l'Être Suprême, furieux des sarcasmes qui sont arrivés jusqu'à ses oreilles, « silencieux, blême, avalant sa rage et perdant l'équilibre, se précipite, les yeux clos, dans la voie du meurtre (1) », et fait voter la loi de prairial.

Tous les autres ne sont que des complices : conventionnels terrorisés et lâches qui tremblent pour leur tête ; jurés qui, suivant le mot de l'un d'eux (2), « n'é-

(1) Taine, op. cit., *Révolution*, tome II.

(2) Procès Fouquier : Interrogatoire de Renaudin. — Campardon,

taient que l'instrument et la hache dont on se servait » ; juges qui obéissent par peur aux ordres les plus iniques ; accusateurs qui, accusés à leur tour, diront : « Nous avons des ordres, nous avons obéi, nous n'étions que le rouage qu'on a fait mouvoir (1). » Tous ces représentants, que nous avons vu à l'œuvre et dont le pouvoir nous semblait absolu, n'étaient que des « pachas à la chaîne et tenus de court, que le Comité de Salut Public surveillait et faisait trembler (2) » : Carrier, pressé d'épargner des rebelles, répond aux supplications : « Voulez-vous « que je me fasse guillotiner ? Il n'est pas en mon pouvoir de sauver ces gens là. J'ai des ordres, il faut « que je les suive, je ne veux pas me faire couper la « tête », et Maignet, l'incendiaire de Bédoin, dit aussi : « Les Comités l'ont voulu, les Comités ont tout fait. Les « circonstances me dominaient (3). »

Après le 9 thermidor, les condamnations diminuent du jour au lendemain dans d'énormes proportions et la guillotine est souvent réservée aux anciens guillotineurs : le 10, vingt et un terroristes montent à l'écha-

op. cit. : « Je demande aux jurés, dit l'accusateur public au procès « Fouquier, comment ils pourront se justifier d'avoir condamné « trente, quarante et soixante personnes en une heure. — Nous jugeons d'après la loi du 22 prairial ! »

(1) Fouquier-Tinville à la barre de la Convention le 21 thermidor.

(2) Taine, op. cit., *Révolution*, tome II.

(3) Id.

faud avec Robespierre, suivis les jours suivants par quatre-vingt partisans du dictateur tombé : ayant tous été mis hors la loi, ils sont condamnés sur simple constatation d'identité.

Le tribunal révolutionnaire de Paris est suspendu, puis réorganisé le 23 thermidor, mais la loi du 22 prairial est abrogée, le nouveau tribunal, présidé par Dobsent, est composé de juges et de jurés plus modérés, l'accusateur public Leblois ne déploie pas le même zèle que son prédécesseur Fouquier-Tinville. Cependant jusqu'en brumaire an III on peut constater encore, dans des cas nombreux, une disproportion inique entre le délit et la peine, on peut citer des condamnations à mort prononcées pour simples propos, pour fanatisme religieux ou fidélité au sacerdoce (1). — En nivôse an III, le tribunal est renouvelé : des juges, animés d'un esprit nouveau de justice et d'humanité, le composent, et un décret du 8 de ce mois restitue à l'accusé quelques unes des garanties nécessaires à sa défense : il ordonne la communication de l'acte d'accusation vingt-quatre heures au moins avant le débat, l'interro-

(1) Le 5 fructidor, Mitre-Gonard, vicaire constitutionnel, est condamné pour fédéralisme et fidélité à la religion. — Le 18 fructidor, Bouvret, ancien chanoine, est condamné pour avoir dit « que les représentants étaient des gueux qui ne travaillaient qu'à détruire la religion et la noblesse pour s'enrichir de leurs richesses. » — Le 19, Lombard, ancien notaire, est condamné pour avoir mal parlé des assignats et des décrets de la Convention, etc..

gatoire préalable du prévenu par un juge d'instruction qui devra l'avertir que la loi lui permet de choisir un conseil « muni d'un certificat de civisme ». L'article 44 du décret porte encore que « lorsqu'un débat a duré plus de trois jours, le président est tenu, à l'ouverture de la séance suivante, de demander aux jurés si leur conscience est suffisamment éclairée ».

La réaction thermidorienne entraîne de nécessaires représailles : Lacombe est exécuté à Bordeaux le 7 thermidor ; à Paris deux présidents du tribunal révolutionnaire, Dumas et Coffinhal, sont guillotins, l'un en même temps que Robespierre, le second quelques jours plus tard, et tous deux sur simple constatation d'identité. Carrier qui, après ses sinistres exploits de Nantes, a repris son siège à la Convention, est arrêté en frimaire an III ainsi que plusieurs de ses acolytes : il est condamné à mort avec deux d'entre eux, Pinard et Grandmaison ; les autres sont acquittés, « comme ayant noyé, fusillé, pillé, sans intention contre-révolutionnaire (1) ! » En germinal, malgré l'appui que les Jacobins avaient cherché dans l'émeute, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et Barère sont condamnés à la déportation. Fauvety et six autres membres de la Commission d'Orange, subissent la peine de mort le 7 messidor an III : aucun avocat n'ayant consenti à

(1) Wallon, *Tribunal révolutionnaire de Paris*, tome VI.

leur prêter son appui, ils ont dû se défendre eux-mêmes (1). A Paris, Fouquier-Tinville monte à l'échafaud le 17 floréal an III avec plusieurs juges et jurés *solides*. L'insurrection du 1^{er} prairial réveille les collègues de l'Assemblée contre les Terroristes et entraîne la mort de quelques-uns des Montagnards les plus ardents, qui sont condamnés par une Commission militaire. — Désormais l'autorité tombe sans conteste entre les mains des Thermidoriens.

Le procès de Fouquier marque la fin du tribunal révolutionnaire de Paris. Dès le 30 ventôse, Boissy d'Anglas dit à la Convention : « Nous avons tous reconnu
« que le tribunal révolutionnaire, établi par nos derniers
« tyrans, était un tribunal inique, un tribunal de
« sang ; nous avons tous reconnu que ses jugements
« étaient des assassinats juridiques » ; et Lanjuinais s'écrie : « Il est nécessaire de convenir que tous ces
« individus, innocents ou coupables, n'ont pas été
« jugés, mais assassinés ! » — Sur la proposition de Fréron un décret est rendu le 17 germinal an III qui abolit la peine de mort en matière politique, sauf pour certains crimes bien définis, et renvoie la connaissance de tous les autres crimes ou délits aux tribunaux criminels de département. Enfin le tribunal révolutionnaire est supprimé le 12 prairial an III (31 mai 1795).

Ainsi disparaît cette terrible juridiction d'exception,

(1) Berriat Saint-Prix, op. cit.

instrument si redoutable entre les mains d'un parti qui, sans pitié et sans scrupules, pratiquait ce principe ironiquement formulé par Camille Desmoulins sous le nom de Tacite : « *Ce sont les despotes maladroits qui se servent des baïonnettes ; l'art de la tyrannie est de faire la même chose avec des juges.* »

Désormais les jugements des crimes sont rendus aux tribunaux criminels de département, qui, de nouveau, suivent, pour l'instruction des procès, la loi des 16-29 septembre 1791. C'est devant le tribunal d'Amiens que l'ancien bourreau d'Arras, Le Bon, est renvoyé par la Commission de la Convention chargée d'examiner sa conduite : il comparait seul, aucun défenseur n'ayant accepté de l'assister ; aucun témoin à décharge ne demande à se faire entendre et il est condamné à mort le 12 vendémiaire an IV.

Le 25 thermidor an III, la Convention promulgue une nouvelle Constitution et le 4 brumaire an IV elle déclare que « sa mission est terminée ». — Parmi les actes de cette Assemblée nous n'avons étudié que ceux par lesquels elle intervint dans le fonctionnement de la justice, — et ce n'est certes pas là le plus beau côté de son œuvre. Il ne faut pas oublier que, tandis que quelques-uns de ses membres faisaient couler injustement et illégalement des flots de sang, d'autres organisaient la victoire et sauvaient la France de l'invasion.

QUATRIÈME PARTIE

LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE DEPUIS LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LE CODE DES DÉLITS ET DES PEINES

Avant de se séparer, la Convention avait voté le 3 brumaire an IV le *Code des délits et des peines*, préparé par Cambacérès et Merlin.

Dans cette nouvelle loi, dont le but est de perfectionner celle de 1791, on constate une tendance incontestable à faire de l'instruction préparatoire, secrète et écrite, le préliminaire important des débats devant le jury (1). — Le juge de paix est toujours le principal officier de police judiciaire et il est toujours chargé de procéder aux premiers actes de l'instruction : la loi confond toujours entre ses mains la poursuite et l'instruction : il agit « ou sur dénonciation officielle, ou sur dénonciation civique, ou d'après une plainte, ou d'office ». La dénonciation l'oblige à décerner un mandat d'amener ; la plainte le contraint seulement à entendre les témoins produits : chaque témoin est entendu séparément en présence du prévenu, si celui-ci est déjà arrêté,

(1) Esmein, *Histoire de la Procédure criminelle*, pp. 439 et suiv.

ou, dans le cas contraire, le juge doit, lorsqu'il le fait arrêter, et avant de l'interroger, lui donner lecture des dépositions reçues et rédigées par écrit. — Du juge de paix, l'affaire va au directeur du jury, qui peut lui-même, dans certains cas, poursuivre les crimes et se saisir directement de leur connaissance. Il interroge de nouveau le prévenu et entend, s'il y a lieu, de nouveaux témoins, mais cette fois hors de la présence de l'accusé : ce directeur du jury est en même temps président du tribunal de police correctionnelle ; il renvoie soit devant cette juridiction, soit devant le jury d'accusation et, dans ce dernier cas, il dresse l'acte d'accusation.

Après lecture des pièces de la procédure (sauf des dépositions et des interrogatoires), après audition nouvelle des témoins et du plaignant, le jury décide s'il y a lieu à accusation et renvoie le prévenu devant le tribunal criminel, composé d'un président, d'un accusateur public (1), de quatre juges pris dans le tribunal civil et du commissaire du pouvoir exécutif. Le président interroge encore l'accusé, entend les témoins nouveaux que l'accusateur public, le plaignant ou l'accusé peuvent lui indiquer, puis il convoque le tribunal pour qu'il soit statué à l'audience sur la légalité de l'instruction. — Devant le jury de jugement, la procédure est en prin-

(1) L'accusateur public n'intervient, comme par le passé, qu'après la mise en accusation : il n'a pas la poursuite directe. Il peut bien recevoir les dénonciations et les plaintes, mais il doit les transmettre aux officiers de police judiciaire.

cipe toujours orale, mais les pièces recueillies pendant l'instruction, qui, jusqu'au Code de l'an IV, n'étaient communiquées qu'à l'accusateur public, le sont désormais aussi à l'accusé ; quant aux jurés, toutes les pièces, autres que les dépositions écrites des témoins et les interrogatoires écrits de l'accusé, leur sont remises. Dans tous les procès, l'assistance d'un défenseur officieux est obligatoire — et déjà des projets de reconstitution de l'Ordre des avocats sont présentés, mais en vain, aux Cinq-Cents.

La Constitution de l'an III consacrait le principe d'une Haute Cour pour juger les accusations dirigées par le Corps législatif contre ses membres ou contre ceux du Directoire ; elle est composée de cinq juges pris dans le tribunal de Cassation, de seize *hauts jurés* et de deux accusateurs nationaux. Elle s'installe à Vendôme en vendémiaire an IV, et c'est par elle que sont jugés, en prairial an V, les membres de la conspiration organisée par Gracchus Babeuf. « Jamais juridiction souveraine n'apporta plus de soins et de scrupules à l'accomplissement de sa mission (1). »

Plusieurs révolutions intérieures agitent la France sous le Directoire : le 18 fructidor an V, un décret des Conseils entraîne la condamnation en masse, sans preuves ni jugements, de deux directeurs et de ceux

(1) Lair, *Les Hautes Cours politiques*.

des membres des corps législatifs qu'on accuse d'être favorables à la royauté. « Des preuves, dit un orateur, il n'en faut point contre la faction des royalistes. — Des formes, dit un autre, les ennemis de la patrie ne peuvent invoquer ces formes qu'ils auraient méprisées, s'ils eussent triomphé. » Après le 18 fructidor, « non seulement le Gouvernement casse et recompose à son « gré les tribunaux criminels ordinaires, non seulement « il renouvelle et choisit parmi les plus purs Jacobins « les juges du tribunal de Cassation, mais encore dans « chaque division militaire il institue un tribunal d'exception, expéditif, sans appel, composé d'officiers, de « sous-officiers et de soldats dociles, lequel est tenu de « condamner et de fusiller dans les vingt-quatre heures, sous prétexte d'émigration ou de prètrise, « l'homme qui déplaît à la faction régnante (1) ».

(1) Taine, op. cit., *Révolution*, tome III.

CHAPITRE II

LE CONSULAT ET LES LOIS DE L'AN IX

Le 18 brumaire an VIII, le Directoire est renversé par Bonaparte. Sous la main énergique du Premier Consul, la France va être ramenée, par une violente réaction, vers le principe d'autorité; lasse et meurtrie, elle se désintéresse de la liberté pour laquelle elle a tant souffert; fatiguée de l'anarchie dans laquelle elle vit, elle se laisse dompter et ne demande à celui qui la dirige que de rétablir l'ordre.

La Constitution du 22 frimaire an VIII reconstitue le ministère public, en réunissant les fonctions d'accusateur à celles de commissaire du pouvoir exécutif; la loi du 7 pluviôse an IX crée des substituts du commissaire du Gouvernement chargés de la recherche et de la poursuite des délits (1). « L'idée qui domine, dit le rapporteur de la loi au Tribunat, Thiessé, c'est l'idée d'une

(1) Les substituts désormais reçoivent les plaintes et les dénonciations; les juges de paix conservent le droit de les recevoir aussi, mais ils sont placés sous les ordres des substituts et deviennent des auxiliaires du ministère public. — Esmein, op. cit., pp. 451 et suiv.

« partie publique poursuivante et d'un juge d'instruction, avec une distribution nette des fonctions. » Le ministère public poursuit et après avoir lancé le *mandat de dépôt*, il doit avertir, dans les vingt-quatre heures, le directeur du jury qui est « tenu de prendre connaissance de l'affaire et d'y procéder dans le plus court « délai ». Les témoins indiqués par la partie publique et par la partie plaignante sont entendus devant le magistrat instructeur, mais ils ne déposent que hors de la présence de l'accusé, qui lui-même est interrogé avant d'avoir reçu connaissance des charges produites contre lui : ce n'est qu'après l'interrogatoire que le directeur du jury lui donne lecture des dépositions, et il peut demander à être interrogé de nouveau. — Devant le jury d'accusation, la loi nouvelle substitue la procédure écrite aux débats oraux : l'acte d'accusation dressé par le substitut et toutes les pièces de l'instruction sont lus aux jurés ; ni la partie plaignante ni les témoins ne sont plus entendus.

Cette loi marque un retour très net vers le passé : le secret de l'instruction préparatoire est un emprunt fait aux ordonnances royales et une violation des règles adoptées par la Révolution ; l'introduction de la procédure écrite devant le jury d'accusation est une atteinte au système de preuves établi par la loi de 1791.

Une autre innovation de la Révolution allait être sérieusement menacée : c'était celle du jury.

A cette époque des juridictions énergiques sont né-

cessaires : les tribunaux ordinaires sont insuffisants pour assurer la répression du brigandage qui se développe dans une grande partie de la France, créé par l'état d'anarchie, par la faiblesse des pouvoirs qui se sont succédés, par la misère de certains départements. L'audace des *chouans* et des *chauffeurs* est inouïe : un sénateur, Clément de Ris, est enlevé dans sa propre maison, un évêque constitutionnel est arrêté dans la diligence de Brest et assassiné ; la terreur règne dans tout l'Ouest (1). Des conspirations royalistes se forment de tous côtés, des complots nombreux se trament contre la vie du premier Consul. — Il faut des mesures de rigueur et Bonaparte dit au Conseil d'État : « Il
« existe à Paris et dans toute la France environ quatre
« à cinq cents individus couverts de crimes... Ce sont
« les ennemis de tout ordre de choses... C'est une poi-
« gnée de loups enragés. Il faut que vingt à trente de
« ces individus expirent, que deux cents à trois cents
« soient déportés. Quant à moi je suis prêt à prendre
« sur moi tout le poids de toutes les rigueurs d'une
« semblable nature et je ne vois rien que d'honorable
« dans un tel acte de salut public (2). »

Les juges de paix et les jurés « fonctionnaires timides
« et citoyens craintifs » étaient impuissants à combattre le brigandage (3), et, quant aux procès politiques, le

(1) Ernest Daudet, *La police et les chouans*.

(2) Miot de Mérito, *Mémoires*.

(3) « Si ces désordres (vols de diligences, pillages de fonds publics),

jury n'offrait pas les garanties d'obéissance et de dévouement au gouvernement qui sont nécessaires en pareil cas. Il fallait des mesures extraordinaires et des tribunaux d'exception. Le 4 janvier 1801, le Consul désigne pour l'exil cent trente citoyens qu'aucun tribunal, qu'aucun jury n'avait vus comparaître (1). Des lois du 30 prairial an III et du 19 ventôse an VI permettaient de déférer à des commissions militaires les crimes commis par les *Chouans, Barbets « et autres »* : mais ces commissions constituaient une juridiction trop irrégulière et trop expéditive, et Bonaparte fait présenter au Tribunat par Portalis, le 17 nivôse an IX un projet d'établissement de *tribunaux criminels spéciaux* (2). — C'était le rétablissement des tribunaux prévôtaux de l'ancien régime ; le Tribunat le comprit et de vives protestations se firent entendre : ce qu'on voulait établir, c'était deux justices, l'une de droit commun, l'autre d'exception, pour quelques uns le jury, pour d'autres les tribunaux spéciaux (3). Malgré les efforts de l'opposition, la loi fut votée le 18 pluviôse. Le jury subsistait sans doute, mais il cédait la plus grande part de ses

n'ont pas encore un terme, écrit en frimaire an IX le ministre de la police au Consul, il faut le dire avec courage, c'est que beaucoup de tribunaux et les jurés ne remplissent pas leur devoir. »

(1) Cruppi, *Napoléon et le jury*.

(2) Ces tribunaux sont composés de trois magistrats, de trois militaires et de deux citoyens, ces cinq dernières personnes directement choisies par le chef du gouvernement.

(3) Esmein, op. cit., p. 474.

attributions aux nouveaux tribunaux. Bientôt le Sénat allait être armé du droit de suspendre le jury pour cinq ans dans les départements où cette mesure paraissait nécessaire (Sénatus-consulte organique de la Constitution du 16 thermidor an X).

CHAPITRE III

LA JUSTICE POLITIQUE DU CONSULAT

En limitant étroitement le domaine du jury, le Consul n'avait pas atteint complètement son but. Il veut que la justice soit entièrement subordonnée à sa politique, il veut pouvoir dicter les sentences aux juges comme il dicte les plans de campagne à ses généraux.

En germinal an X, le jury militaire de Brest acquitte l'enseigne de vaisseau Rivoire, accusé d'être un agent royaliste, mais contre lequel il n'y a que des preuves insuffisantes. Le premier Consul casse la sentence, fait saisir les juges, les dépouille de leurs grades, et Rivoire, traduit de nouveau devant le conseil maritime de Rochefort, est condamné à la déportation (1).

En pluviôse an XII, l'adversaire politique le plus redoutable de Bonaparte, son rival de gloire, le général Moreau, est arrêté, la police ayant surpris — et peut-être facilité (2) — ses relations avec des conspirateurs

(1) Cruppi, op. cit. — Ernest Daudet, op. cit.

(2) Fauriel, *Les derniers jours du Consulat*. — Un agent de la po-

royalistes tels que le général Pichegru ou Georges Cadoudal, arrêtés aussi en même temps qu'un grand nombre d'autres personnes suspectes. — Le 8 ventôse, un sénatus-consulte suspend les fonctions du jury pendant deux ans pour le jugement des crimes de trahison et d'attentat contre la vie du Consul ou contre la sûreté de la République, et renvoie les accusés devant un tribunal spécial.

Trois mois s'écoulaient entre l'arrestation de Moreau et l'apparition de l'acte d'accusation, dirigé contre quarante-huit personnes. Tous les accusés, sauf les plus importants, dont se charge le directeur général de la police, Réal, sont interrogés par le préfet de police Dubois, qui, dit-on, use de tous les moyens, menaces ou promesses, et même de la torture, pour obtenir d'eux des révélations (1) : Picot, domestique de Georges Cadoudal, arrêté ayant lui et refusant de dénoncer l'asile de son maître, est garrotté, disent certains historiens, « et on commença à lui faire subir des tortures aussi affreuses que le permettaient l'oubli déjà long de cette pratique et le défaut d'instruments qui y faisaient savamment appropriés (2) » ; d'autres accusés

lice, Lajolais, aurait été, dit-il, chargé de nouer ces relations afin de compromettre Moreau.

(1) Déjà, dans le procès relatif à l'attentat de la machine infernale, du 3 nivôse an IX, un des accusés, Saint-Réjant, écrivait : « Je puis vous assurer que j'ai souffert le martyre et que je n'ai rien dit contre mes camarades ni contre le parti, quoiqu'on me mit deux fois à la question secrète. »

(2) Fauriel, op. cit.,

subissent des traitements analogues ou sont plongés dans des cachots insalubres dont on ne les tire que lorsqu'ils ont parlé (1).

L'instruction est confiée à Thuriot, l'ancien conventionnel, qui, dit un auteur, « a à sa disposition, pour « maintenir les aveux, les mêmes moyens que la po-
« lice avait eus pour les obtenir ». Quant aux témoins à décharge, on ne se contente pas de les soumettre à des interrogatoires menaçants ou perfides, plusieurs, même des femmes, subissent aussi des tortures (2). — N'y a-t-il pas dans les détails donnés par certains contemporains sur les illégalités de ce procès une grande part d'exagération ? C'est probable, mais on peut penser qu'il y a eu de nombreux abus de pouvoir dans l'instruction comme il y a eu de nombreuses atteintes au droit de la défense pendant les débats.

Le procès s'ouvre le 8 prairial. A l'audience, plusieurs des accusés reviennent sur les aveux qu'ils ont fait sous la torture (3). De nombreux témoins à dé-

(1) Bourrienne, *Mémoires*. — Louis Bonaparte ayant été voir Georges au Temple le trouve couché sur son lit, les mains fortement liées avec des menottes.

(2) Entre autres, une ouvrière âgée de quinze ans, Denise Lemoine.

(3) Picot déclare qu'on lui a offert quinze cent louis s'il voulait donner l'adresse de son maître, « qu'il avait dit ne pas la savoir et qu'alors on l'avait garotté et on lui avait écrasé les doigts entre un chien de fusil » ; il ajoute « qu'à cette torture on avait ajouté celle du feu ; « il tendit ses deux mains au public en s'écriant d'une voix terrible : « Voyez les marques ! » — Fauriel, op. cit.

charge, qui font partie de l'entourage du nouvel empereur (1), refusent de comparaître. Après le réquisitoire du procureur général, les plaidoiries sont prononcées : les défenseurs sont fréquemment interrompus par le président Hémart, plusieurs se voient retirer la parole, et l'un d'eux (2) quitte la robe en pleine audience. — Après vingt heures de délibération, pendant lesquelles Savary, envoyé par l'empereur, attend dans le cabinet du président, la sentence est prononcée le 11 juin 1804 : vingt des accusés sont condamnés à mort (3), cinq, parmi lesquels Moreau, à deux ans de réclusion. Fau-riel dit qu'un premier vote avait acquitté le général, mais qu'on n'osa pas maintenir cette décision. En tous cas, l'empereur est très irrité de la modération de la peine qui frappe son ennemi : il chasse de sa présence un des juges, Lecourbe, en le traitant de « juge prévaricateur », il veut faire déporter trois des défenseurs, Bonnet, Billecoq et Bellart (4).

Lors de son arrestation, Georges Cadoudal avait déclaré qu'il attendait, pour agir, l'arrivée d'un prince. La police profite de cette déclaration pour répandre le bruit de voyages faits à Paris par le duc d'Enghien, dont le séjour aux frontières de France inquiète le pre-

(1) L'empire a été établi par un sénatus-consulte du 28 floréal an XII.

(2) Gauthier, défenseur de Coster Saint-Victor.

(3) Pichegru s'était suicidé le 16 germinal.

(4) Gaudry, *Histoire du barreau de Paris*.

mier Consul et dont la mort apparaît à ses yeux comme un moyen de jeter le désarroi parmi les conspirateurs royalistes. Le 10 mars, l'arrestation du prince qui habite à Eltenheim, dans le grand duché de Bade est décidée en Conseil de Gouvernement (1) ; le 15, le duc est enlevé, transféré à Strasbourg, puis dirigé sur Paris où il arrive le 20. Il est enfermé au donjon de Vincennes.

Aucun article de loi ne permettait de le condamner ; le premier Consul veut un tribunal qui condamne sans textes et sur son ordre. Il pense d'abord à faire comparaître le prisonnier devant un conseil de guerre, mais, sur le refus du colonel Préval, il se contente d'une simple commission militaire de sept membres (2), présidée par le général Hullin. — Le directeur de la police Réal, n'a rien trouvé dans les papiers du prince qui indique sa connivence avec les conspirateurs de Paris ; aussi ne communique-t-on à la Commission que l'arrêt des consuls, reproduction du procès-verbal de leurs séances et non le résumé des conclusions de Réal. La communication des papiers eut provoqué des débats, exigé la présence d'un défenseur, et l'audition de témoins (3) ; — c'est un ordre de mort pur et simple que Bonaparte donne aux juges militaires.

(1) Cambacérès faisait quelques objections. « Vous êtes devenu « bien avare du sang des Bourbons ! s'écrie Bonaparte. »

(2) Les membres de la Commission sont nommés par le gouverneur militaire de Paris, le général Murat.

(3) Henri Welschinger, *Le duc d'Enghien*.

La Commission se réunit à Vincennes, le 20 mars, à neuf heures du soir ; à onze heures, le major Dautancourt, rapporteur, entre chez le prince et l'interroge : le seul grief relevé est la déclaration d'émigration, mais les lois de 1793 ne s'appliquent qu'aux émigrés arrêtés en France ou en pays ennemi ou conquis. Le président donne alors aux juges connaissance de l'arrêté du gouvernement du 29 ventôse (29 mars) relevant à la charge du prince la prévention d'avoir porté les armes contre la République, l'acceptation d'une solde anglaise, la participation aux complots : toutes ces accusations ne sont confirmées par aucune preuve et ne reposent que sur une assertion du gouvernement.

A deux heures du matin, le duc est amené devant ses juges : il comparait seul, bien que l'article 19 de la loi du 13 brumaire an V, réglant la procédure devant les conseils de guerre et les commissions militaires, exige l'assistance d'un défenseur. « Le duc était seul !
« dit Dupin aîné (1) ; à défaut d'un défenseur choisi par
« lui, on ne lui en a pas désigné un d'office ; il n'a pas
« été défendu ! Or un accusé sans défenseur n'est plus
« qu'une victime abandonnée à l'erreur ou à la pas-
« sion du juge. Celui qui condamne un homme sans

(1) Dupin aîné, *Discussions des actes de la Commission militaire instituée en l'an XII par le gouvernement consulaire pour juger le duc d'Enghien* (Discours et plaidoyers, tome IX).

« défense, cesse d'être armé du glaive de la loi : il ne
« tient plus qu'un poignard. » Après un court interro-
gatoire duquel rien de nouveau ne ressort, le jugement
est rendu, l'arrêt est ainsi conçu : « L'unanimité des
« voix l'a déclaré coupable et lui a appliqué l'article.....
« de la loi du..... ainsi conçu..... et en conséquence l'a
« condamné à la peine de mort. » Ainsi on ne dit pas
de quoi l'accusé est coupable ni en vertu de quelle loi
on le condamne (1) !

Le duc avait demandé à avoir une entrevue avec le
premier Consul : Hullin aurait voulu, a-t-il dit (2), écrire
à Bonaparte pour lui faire part du désir du prince, mais
le général Savary, qui a assisté à toute l'audience, as-
sis derrière le président, lui reprend la plume en di-
sant ; « Votre affaire est finie, maintenant cela me re-
« garde. » — A cinq heures du matin, le duc d'Enghien
est fusillé dans les fossés du château de Vincennes. Le
lendemain, un jugement *motivé* est inséré au *Moniteur* ;
il vise la loi du 3 frimaire an IV, l'article 2 de la loi
du 21 brumaire an V, et les articles 1 et 5 de la loi
du 6 octobre 1791, textes qui s'appliquent aux conspi-
rateurs, aux espions et aux attentats contre la Républi-
que.

(1) Welschinger, op. cit.

(2) Explications du général comte Hullin. (*Discours et plaidoyers de Dupin*, tome IX.)

CHAPITRE IV

NAPOLÉON ET LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Cette soumission absolue à ses volontés, cette rapidité à exécuter ces ordres, qu'il pouvait exiger des juges spéciaux, le Premier Consul n'aurait pu l'obtenir des jurés. Il le savait, et bien des efforts furent tentés par lui pour obtenir la suppression du jury.

En l'an IX, une commission avait été chargée d'établir un projet de Code criminel, elle s'était prononcée en faveur du maintien du jury. « L'instruction par jurés, » disait un de ses membres, Oudart, remise à la partie « des citoyens la plus utile et la plus éclairée, ne peut « jamais être ni oppressive ni anarchique. » Cette opinion rencontra beaucoup d'adversaires dans la magistrature, à laquelle fut soumise le travail des commissaires : « la nation se désintéressait alors des libertés publiques, et les corps dirigeants, les magistrats surtout, tournaient les yeux avec regret vers la procédure criminelle de l'Ordonnance (1). » La Cour de Cassation

(1) Esmein, *op. cit.*, pp. 481 et 440.

n'ose proposer franchement l'abolition du jury, mais douze cours d'appel se prononcent contre cette institution. « Les tribunaux criminels, dit l'une d'elles (1), ont « fait moins de mal, pendant les cent vingt années qui « ont suivi l'Ordonnance de 1670, que le jury, pendant « le court espace de temps qui a suivi son établisse-
« ment. »

Quelques jours après la proclamation de l'Empire, Napoléon charge la section de législation du Conseil d'État « de présenter, dans le délai d'une quinzaine, les « questions fondamentales du projet d'un Code crimi-
« nel ». Le 6 juin 1804 il prononce contre le jury un violent réquisitoire : « Les jurés, dit-il, acquittent presque « toujours les coupables. Qu'un criminel ait assez de for-
« tune pour payer un bon avocat, il n'y a point de jury pour « le condamner (2). » Après lui Siméon, Portalis, Bigot-Prémameu parlent dans le même sens ; mais le jury trouve d'éloquents défenseurs dans Berlier, Treilhard, Defermon, Béranger, et la discussion se termine par un vote qui aboutit au maintien de cette institution.

Incidemment une question, qui intéressait au plus haut point la liberté de la défense, est soulevée au cours des débats. L'empereur avait dit : « Il importe de n'admettre pour défenseurs des accusés (dans les affaires criminelles) que des hommes étrangers au barreau. » Et

(1) Observations de la Cour de Bourges.

(2) Cruppi, *Napoléon et le jury*.

Regnault de Saint-Jean-d'Angély s'exprime ainsi : « Dans
« les tribunaux civils le ministère des avocats est tou-
« jours nécessaire, mais il n'en est pas de même dans
« les tribunaux criminels, où il ne s'agit que de décou-
« vrir la vérité d'un fait. Là, l'accusé peut, par les
« éclaircissements qu'il donne, repousser lui-même les
« inculpations ; il n'est donc pas nécessaire qu'il ait un
« défenseur. A la vérité, il est des hommes que l'igno-
« rance ou la timidité empêchent de s'expliquer, il faut
« faire pour eux une exception. Le président du tribu-
« nal déciderait s'il y a lieu ou non d'admettre cette ex-
« ception et d'accorder un défenseur. » Mais cette pro-
position soulève de vives protestations et le Conseil d'État
n'y donne pas de suite.

En brumaire an XIII la question de la suppression du jury est encore abordée ; la réunion de la justice civile et de la justice criminelle est proposée ; mais le conseil se prononce contre toutes ces réformes, et les travaux sont suspendus en frimaire an XIII. — Ils sont repris en janvier 1808. La discussion sur le maintien du jury s'engage de nouveau et enfin, grâce aux efforts de Treilhard et de Berlier, le jury d'accusation est seul supprimé. Le jury de jugement subsiste, mais le régime de la loi de pluviôse, des sénatus-consultes qui suspendent le fonctionnement de cette institution en vue d'une affaire déterminée, va s'appliquer fréquemment. On décide la réunion de la justice civile à la justice criminelle et on substitue aux tribunaux criminels permanents des assises

présidées par des membres de la Cour d'appel, siégeant avec des assesseurs, pris soit parmi les membres de la Cour, soit parmi ceux des tribunaux de première instance (février 1808).

Dans le Code d'instruction criminelle, promulgué du 27 novembre au 25 décembre 1808, l'Ordonnance de 1670 et les lois de la Révolution font toutes deux sentir leur influence : la lutte avait été chaude entre les deux partis en présence dans le Conseil d'État, entre les partisans de l'ancienne procédure et les défenseurs des nouveaux principes, et le résultat de leurs travaux se ressent des concessions mutuelles qu'ils durent se faire ; il porte l'empreinte des deux courants d'opinion qui ont présidé à l'élaboration de l'œuvre.

La distinction entre la poursuite et l'instruction apparaît nettement tracée dans le Code. Un projet, qui maintenait dans chaque arrondissement un magistrat de sûreté et un juge d'instruction, et confondait, pendant un certain temps entre les mains du premier l'instruction et la poursuite, fut vivement discuté et en définitive abandonné en juin 1808 ; la poursuite seule doit appartenir au ministère public et, sauf les cas de flagrant délit, l'instruction préparatoire doit être tout entière aux mains d'un juge qui procède à tous les actes nécessaires (1).

(1) Les plaintes doivent être adressées au juge d'instruction et les dénonciations au procureur ; les plaintes peuvent être adressées aussi au procureur, qui les transmet au juge d'instruction avec ses réquisitions.

L'instruction préparatoire, nécessaire quand il s'agit d'un crime, facultative quand il s'agit d'un délit, est une procédure secrète et écrite. L'audition des témoins a lieu secrètement : chacun d'eux dépose séparément en présence du juge seul et de son greffier, hors de la présence de l'accusé ; mais, par une réforme importante, le magistrat peut faire citer devant lui, dit l'article 71, « les personnes qui auraient été indiquées par la dénonciation, par la plainte ou *autrement* ». Le juge peut, par conséquent, entendre, s'il le veut, les témoins que l'inculpé voudrait produire, sans pourtant que celui-ci ait le droit de l'y obliger (1). — L'interrogatoire de l'accusé a lieu en secret et toutes les garanties que lui avaient données les lois qui s'étaient succédées depuis la Révolution disparaissent : non seulement il n'assiste plus, comme en 1789, à l'audition des témoins, mais encore la communication des pièces à lui faite avant son interrogatoire, en vertu de la loi de brumaire an IV, puis seulement après cet interrogatoire, en vertu de la loi de pluviôse an IX, n'est même plus imposée, à aucun moment, au juge d'instruction : c'est une simple faculté pour ce magistrat, qui peut laisser le prévenu dans une ignorance absolue de toute la procédure (2).

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 533 et suiv.

(2) « Avec quelques formalités en moins dans les écritures, un lieutenant criminel de l'ancien régime retrouverait les choses telles qu'il les pratiquait jadis. » Esmein, *op. cit.*

Les résultats de l'instruction sont soumis à la *chambre du conseil*, créée le 7 février 1808 et composée de trois juges, dont le juge d'instruction, qui décident si l'affaire doit être transmise à la chambre des mises en accusation, et il suffit d'une voix, qui peut être celle du juge d'instruction, pour que cette décision soit prise (1). — Devant la chambre des mises en accusation, la procédure est secrète comme la première information : ni le prévenu, ni la partie civile, ni les témoins ne sont entendus ; tant que l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises n'a pas été prononcé et que le procureur général n'a pas dressé l'acte d'accusation, le secret est absolu.

A ce moment tout change : toutes les garanties dont on a jusque là dépouillé l'accusé, lui sont restituées. Aussitôt après l'arrêt de renvoi, il est interrogé par le président des assises qui lui demande s'il a fait choix d'un défenseur ou lui en nomme un d'office ; dès lors il peut librement communiquer avec son avocat et avoir par lui connaissance de toutes les pièces de la procédure ; une copie des procès-verbaux et des déclarations écrites des témoins lui est même délivrée gratuitement. — Ces deux dispositions si utiles à la défense,

(1) Il y avait ainsi un contrôle plus nominal que réel. — La Chambre du Conseil décidant, c'était l'ancien règlement à l'extraordinaire, prononcé par trois juges au lieu d'un seul. La Chambre de la Cour d'appel statuant en dernier lieu, c'était le jury d'accusation, dont les fonctions étaient transportées à des magistrats. (Esmein, op. cit., p. 525.)

la nomination d'un avocat d'office et la communication des pièces, n'existent pas en cas de délits correctionnels, et, si la communication est faite à l'avocat, c'est par une concession gracieuse du magistrat.

A l'audience, devant tous les tribunaux, les débats sont publics ; devant tous, l'accusé a les mêmes droits que l'accusateur et il peut, comme lui, faire entendre ses témoins ; devant tous, il est assisté d'un avocat, dont la présence est même exigée aux assises, et partout le défenseur et l'accusé ont la parole en dernier lieu. Le caractère oral du débat est conservé, mais les pièces écrites sont moins sévèrement écartées que dans les lois antérieures. — Le système des preuves morales est maintenu : les jurés ne sont tenus de juger que suivant leur conscience. « La loi ne demande pas compte aux
« jurés des moyens par lesquels ils se sont convain-
« cus..... elle ne leur fait que cette seule question qui
« renferme toute la mesure de leurs devoirs : « Avez-
« vous une intime conviction ? (1) »

Le Code d'instruction criminelle maintient les juridictions d'exception. Il réglemente (2) l'organisation et la procédure des *Cours spéciales*, qui succèdent aux tribunaux établis par la loi du 18 pluviôse an IX : elles sont composées de cinq magistrats et de trois militai-

(1) Article 342 du Code d'instruction criminelle.

(2) Articles 538 à 599, abrogés.

res, et leur procédure est celle des cours d'assises : après une instruction préparatoire écrite et secrète, des débats oraux et publics, dans lesquels la défense est libre. Jusqu'en 1808, les tribunaux d'exception n'étaient que provisoires ; s'ils enlevaient au jury le jugement de nombreuses affaires, il n'y avait là que des mesures de circonstance, nécessitées par l'agitation de certaines contrées soulevées par les derniers efforts des Chouans ; — avec le Code, ils changent de caractère et constituent des juridictions régulières et définitives. — Ce n'est point assez : le gouvernement veut avoir le droit de supprimer tout à fait le jugement par jurés, quant cette mesure lui convient (1) : aux *Cours spéciales*, la loi du 20 avril 1810 adjoint des *Cours extraordinaires*, composées de huit conseillers, qui, même pour les crimes de droit commun, peuvent se substituer au jury, quand il plaît à l'empereur d'en exprimer la volonté.

Napoléon avait voulu supprimer le jury, il avait échoué. Il lutte longtemps avant de consentir à la reconstitution de l'Ordre des avocats (2) : « Je veux, disait-il, qu'on puisse couper la langue à un avocat qui s'en sert contre le gouvernement » ; il ne signe qu'avec

(1) Béranger, *La justice criminelle*.

(2) Pinard, *Le barreau au XIX^e siècle*. — Jules Fabre, *Le barreau de Paris*.

une grande répugnance les décrets du 20 avril et du 14 décembre 1810, qui soumettent encore les avocats au contrôle du Ministre de la Justice.

Jusqu'à la fin de son règne, la volonté de l'empereur hostile à toute indépendance et à toute liberté, se dresse au-dessus de toutes les juridictions, dont elle contrôle les décisions et dont elle réprime les velleités d'insoumission.— Un procès, entre autres, montre jusqu'à quel point était obscurci dans l'esprit de Napoléon le sens de toutes les garanties légales, de tous les droits de l'accusé : En 1813, à la suite de fraudes commises dans la perception des octrois de la ville d'Anvers, plusieurs personnes, parmi lesquelles le maire Werbrouck, comparaissent devant la Cour d'assises de Bruxelles et sont acquittées ; aussitôt l'empereur écrit au Grand Juge, en lui ordonnant de présenter un projet de sénatus-consulte « pour annuler le jugement de la Cour d'assises de « Bruxelles » et de faire remettre en jugement le maire, ses complices — et, s'il le faut, le jury lui-même. Le Sénat obéit, déclare le verdict « attentatoire à la sûreté de l'État » ; la Cour de Cassation renvoie les accusés devant la Cour de Douai qui devra statuer sans jury. Mais Werbrouck meurt en décembre 1813, et en juillet 1814, le Conseil d'État du roi décide que la décision du Sénat, « attentatoire à l'institution du jury » doit être annulée (1).

(1) Cruppi, op. cit. — Gaudry, *Histoire du barreau de Paris*.

Incapable de supporter le moindre obstacle à ses projets ou à ses volontés, Napoléon ne put jamais se soumettre à l'observation des règles et des formalités qui constituent la véritable justice, au respect des garanties qui doivent protéger l'accusé. L'homme, à ses yeux, n'était qu'une unité insignifiante, et, aux observations des juges scrupuleux, qui réclamaient de lui le respect des droits de la défense, il aurait pu répondre à peu près ce qu'il dit un jour à l'évêque de Gand, qui s'excusait de ne pouvoir prêter un serment contraire à sa conscience : « Eh bien ! Monsieur, votre conscience « n'est qu'une sottise ! »

CHAPITRE V

LA RESTAURATION ET LA RÉACTION ULTRA ROYALISTE

Fatiguée du régime oppressif sous lequel elle a vécu pendant toute la durée de l'Empire, la France accepte le retour des Bourbons, espérant voir renaître avec eux le règne de la paix et de la justice. La Charte Constitutionnelle du 14 juin 1814 rallie beaucoup d'esprits libéraux à la monarchie, — mais les excès et les exigences des ultra-royalistes la rendent bientôt impopulaire et amènent le retour de Napoléon. Le roi Louis XVIII est forcé de s'exiler encore. Il rentre en France après Waterloo, animé d'idées de répression et de vengeance.

A peine a-t-il passé la frontière qu'il lance la proclamation de Cateau-Cambrésis, dans laquelle il annonce qu'il revient « pour récompenser les bons et « mettre à exécution les lois existantes contre les coupables ». Sur le conseil de Wellington, il date de Cambrai une seconde proclamation plus modérée, mais dans laquelle il parle encore de « la vengeance des lois ». — Par précaution, les personnages compromis dans les événements des Cent jours imposent des

conditions les concernant aux plénipotentiaires chargés de signer la capitulation de Paris, dont l'article 12 spécifie que « nul ne pourra être recherché en raison de « sa conduite ou de ses opinions politiques », article qui, disait le maréchal Davoust, « n'avait pas d'autre « sens que celui d'une amnistie politique générale ». Cependant, le 24 juillet 1815, une Ordonnance est rendue, qui défère aux tribunaux dix-neuf généraux et officiers, accusés d'avoir trahi le roi, d'avoir attaqué la France et le gouvernement à main armée (1).

Cette Ordonnance est le signal d'une terrible réaction : elle marque le début d'une période de répression durant laquelle les tribunaux ordinaires et les juridictions d'exception vont concourir à l'œuvre de vengeance que leur impose le parti des *ultras*. Pendant de longs mois les cours d'assises, les conseils de guerre et les *cours prévotales* vont fonctionner avec une déplorable activité, animés d'un esprit de passion, que surexcitent encore les attaques des journaux contre les accusés et ceux qui les défendent. L'ardeur qui anime les juges contre les partisans de l'Empire, anime aussi les fonctionnaires de tous ordres, qui laissent, dans certaines contrées, les populations aveuglées par des haines d'un autre âge, commettre des crimes tels que ceux du maréchal Brune à Avignon, des généraux Lagarde et Ramel à Nîmes et à Toulouse.

(1) Henry Leyret, *Le procès du maréchal Ney et la liberté de la défense* (*Grande revue*, 1^{er} septembre 1898.)

Le général de Labédoyère, arrêté le 2 août 1815 est traduit devant un conseil de guerre : il essaie en vain de se défendre ; le président, Bertier de Sauvigny, l'interrompt sous prétexte « qu'il n'y a pas de crime innocent » ; la parole lui est retirée et il est condamné à mort le 14 août. Son pourvoi en révision est rejeté le 19. L'avocat Mauguin est sévèrement blâmé pour avoir accepté la défense de Labédoyère (1).

Une condamnation plus éclatante, celle de Ney, était réclamée par les royalistes. Le maréchal, arrêté dans le Cantal, est transféré à Paris ; l'instruction de son procès est confiée au préfet de police, Decazes, qui, dans ses interrogatoires, cherche à établir la préméditation de l'accusé, et ne reproduit que tronquées ou altérées ses réponses et ses explications. Le Conseil des ministres décide de traduire Ney devant un conseil de guerre (2), mais les avocats de l'accusé, Berryer père et Dupin déclinent la compétence de ce tribunal, qui se range à leur avis. Le duc de Richelieu, président du conseil invite alors la Chambre des Pairs à juger immédiatement le maréchal, et lui propose, pour hâter le jugement, de mettre de côté les règles judiciaires : « Aux

(1) Vulaballe, *Histoire de deux Restaurations*, tome IV. — Jules Fabre, op. cit.

(2) C'était une violation de l'article 34 de la Charte qui portait qu'« aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre et jugé que par elle en matière criminelle ». La Chambre des Pairs avait hérité des attributions de la Haute-Cour impériale.

« termes de la Charte, dit-il, c'est à vous qu'il appar-
« tient de juger ces sortes de crimes. Il n'est point né-
« cessaire, pour exercer cette haute juridiction, que la
« Chambre soit organisée comme un tribunal ordinaire.
« Les formes que vous suivez dans les propositions de
« loi sont assez solennelles et assez rassurantes pour
« juger un homme, quelle qu'ait été sa dignité, quel-
« que soit son grade (1). » Sur les protestations de plu-
sieurs pairs, une Ordonnance vient régler les formes
d'une procédure plus normale.

Les débats s'ouvrent le 21 novembre 1815, mais, sur les instances réitérées des avocats et malgré les efforts du procureur général Bellart, un délai de dix jours est accordé à la défense, à la grande colère des ultras, dont l'un (2) s'écrie à la Chambre des députés : « Dans
« le temps présent, nous avons plus besoin de prompte
« et bonne justice que de justice solennelle ! » — Le procès recommence le 4 décembre. Après le témoi-
gnage accablant du général de Bourmont, que d'autres dépositions viennent contredire et auquel Ney oppose un démenti formel, la défense veut invoquer un moyen suprême, tiré de l'article 12 de la Capitulation de Paris. Mais au moment où Berryer demande à Davoust quel était le sens que lui et le gouvernement provisoire donnaient à

(1) Welschinger, *Le maréchal Ney*. — Aussi l'un des pairs, le duc Victor de Broglie, disait-il que le ministre sommait la Chambre d'expédier le maréchal comme un simple projet de loi.

(2) Du Plessis de Grénédan.

cet article, le procureur général s'oppose à ce que cette question soit posée aux témoins, et comme les avocats insistent, le président Dambray leur enlève la parole.

Le 6 décembre au matin, les pairs se réunissent en chambre du conseil et décident, sur la proposition du comte de Tascher, que toute discussion sur ce sujet sera interdite; en vain Lanjuinais proteste, disant que « la convention faite sous Paris fournit une exception « non seulement préjudicielle, mais péremptoire, puis-
« qu'elle détruit l'accusation » ; la Chambre ne permet pas la lecture de l'article 12. — A l'audience, lorsque Berryer, dans sa plaidoirie, aborde cette question de la Capitulation de Paris, il est brusquement interrompu par Bellart qui dépose des conclusions « tendant à ce qu'il
« plaise à M. le Chancelier donner acte de ce que :
« 1° Pour la dignité nationale qui ne permet pas qu'on
« invoque dans les tribunaux français, contre l'autorité
« et la justice du roi, une convention faite par les agents
« d'un parti en révolte directe contre le roi légitime.
« avec les armées qui assiégeaient Paris..... 3° Par
« respect pour les règles les plus essentielles de l'ins-
« truction criminelle, dont la plus impérieuse est que
« le fond de l'affaire ne peut être mélangé de discus-
« sions de droit qu'il n'est plus temps d'établir quand
« on est arrivé au moment où la conscience des juges
« ne peut plus s'occuper que des points de fait (1).....

(1) Welschinger, op. cit. — Cette objection rappelle la procédure du

« il sera ordonné que le maréchal et ses défenseurs se renfermeront dans la discussion des faits qui composent l'accusation. » — Dès lors le maréchal est condamné. Il demande à ses avocats de cesser sa défense : la peine de mort est prononcée, et le « brave des braves » est fusillé le 7 décembre 1815. — « Ce procès, a dit Dupin, fut un monument d'iniquité et de réaction (1). »

A Bordeaux, les frères César et Constantin Faucher sont arrêtés, bien que leurs noms ne figurent pas sur l'Ordonnance du 24 juillet. Interrogés après une longue et pénible captivité, ils apprennent le 20 septembre 1815 qu'ils doivent comparaître le 22 devant un conseil de guerre : ils ont un jour pour préparer leur défense ! Ils s'étaient adressés à deux de leurs amis, tous deux avocats célèbres, Martignac et Ravez, qui refusent l'un et l'autre de les assister (2). Les deux frères comparaissent donc seuls devant un conseil composé de juges choisis par le commandant du département, comte de

tribunal révolutionnaire, la faculté donnée aux juges de déclarer à un certain moment leur conscience éclairée.

(1) En 1834, lorsque Armand Carrel, plaidant devant la Chambre des Pairs, souleva le souvenir de cette condamnation et, s'adressant à ceux qui avaient jugé Ney, leur dit que « le juge avait plus besoin de « réhabilitation que la victime », l'un des membres de l'Assemblée, le général Excelmans, s'écria : « Je partage l'opinion du défenseur. Oui, la « condamnation de Ney a été un assassinat juridique. »

(2) Martignac avait dit de Berryer, qui avait accepté la défense de Ney : « Cet homme a perdu son titre à mes yeux, je me sépare de lui. »

Viomesnil, royaliste ardent. Ce tribunal décide qu'aux termes de l'article 20 d'une loi du 11 brumaire an V, le refus des défenseurs d'assister les accusés ne peut retarder le procès. Les frères Faucher sont condamnés à mort ; leur pourvoi est rejeté par un conseil de révision, devant lequel ils avaient été assistés par des bâtonniers de l'Ordre des avocats, qui s'excusèrent fort « du devoir pénible que leur profession leur imposait (1) ».

Les uns après les autres, tous les officiers de l'Empire désignés par l'Ordonnance du 24 juillet, qui n'ont pu quitter la France, sont traduits devant des conseils de guerre soigneusement composés d'adversaires politiques. Si quelques-uns, comme Drouot et Cambronne, ont la chance d'être acquittés « à la minorité de faveur », beaucoup sont condamnés, après des débats dans lesquels la liberté de la défense est supprimée. A Rennes, le général Travot se voit refuser par le commandant du département l'autorisation de communiquer avec l'avocat qu'il s'est choisi, et auquel l'ordre est donné de quitter la ville ; trois avocats prennent volontairement la place de l'exilé et, malgré l'autorité militaire, l'accusé est défendu : il est condamné à mort (sa peine est ensuite commuée), ses avocats sont poursuivis et l'un d'eux, Coatpont, passe en justice (2). — Le général Bonnaire et son aide de camp Mietton sont traduits de-

(1) Vulabellé, *Histoire de deux Restaurations*, tome IV. — Chaudot, *Le barreau de Bordeaux*.

(2) Vulabellé, op. cit.

vant un conseil de guerre dont la présidence est donnée au duc de Maillé, premier gentilhomme de Monsieur, frère du roi (1). Les prévenus ont l'imprudence d'accuser le général Bourmont de trahison : la parole leur est aussitôt retirée. Bonnaire est condamné à la déportation et Mietton à mort (2).

A côté des Conseils de guerre, fonctionnent des tribunaux d'exception récemment organisés. L'article 62 de la Charte de 1814 portait que « nul ne peut être « distrait de ses juges naturels », et l'article 63 ajoutait : « Il ne pourra en conséquence être créé de commis- « sions et de tribunaux extraordinaires. Ne sont pas « comprises sous cette dénomination les juridictions pré- « vôtiales, si leur rétablissement est jugé nécessaire. » Une loi du 20 décembre 1815 organise des *cours prévôtales*, composées d'un président et de quatre juges, et d'un prévôt militaire : elles connaissent de tous les crimes déferés par le Code aux Cours spéciales, et une compétence nouvelle leur est accordée sur un grand nombre de délits politiques.

C'était encore une fois le rétablissement des justices prévôtales de l'ancien régime. « On s'écartait de l'es- « prit de la Charte lorsqu'on soumettait tous les Fran-

(1) Parmi les autres membres de ce conseil figuraient le comte de la Ferronnays, premier gentilhomme du duc de Berry, et le comte de Mac-Carthy, aide de camp du prince de Condé.

(2) Vulabelle, op. cit.

« çais sans distinction, comme jadis les voleurs de
 « grand chemin, à la même justice expéditive, pour la
 « multitude de cas spécifiés par la loi ; lorsqu'une
 « foule de délits politiques, dont le jugement doit,
 « d'après les principes de tous les temps, être envi-
 « ronné de plus de précautions, étaient attribués à une
 « cour qui, érigée pendant les troubles, ne pouvait
 « que difficilement se garantir des passions qui l'en-
 « touraient (1). »

Conseils de guerre et Cours prévôtales sont animés de la même ardeur royaliste : ces deux juridictions servent d'instrument au parti qui, depuis vingt-trois ans, attend impatiemment l'heure de venger l'insuccès de ses luttes contre les institutions et les hommes de la Révolution. Déjà, en octobre 1815, ce parti a obtenu des lois qui livrent à la sévérité des tribunaux « tous
 « ceux qui ont mis ou peuvent mettre le trône en pé-
 « ril », des lois qui donnent le caractère de crime ou de délit à tout écrit et à toute parole constituant une apparence d'opposition au nouveau régime. Déjà le gouvernement s'est fait reconnaître le droit de détenir sans jugement tout individu arrêté comme prévenu de crime ou de délit contre le roi, la famille royale ou la sûreté de l'État, et d'obliger à s'éloigner de son domicile, pour résider dans un lieu désigné, tout individu contre lequel il n'existerait que des soupçons (2).

(1) Béranger, *La justice criminelle*.

(2) « C'est contre les suspects que la loi est dirigée, dit Pasquier,

De nombreuses arrestations ont été opérées lors du retour du roi : les impérialistes, et, en particulier, ceux qui ont joué un rôle pendant les Cent jours sont sans cesse menacés de dénonciations et de poursuites qui peuvent aboutir à des arrêts de bannissement ou de mort. Des soulèvements nombreux, des conspirations préparées quelquefois par des fanatiques sincères, souvent aussi inspirées par de misérables agents provocateurs, augmentent encore le nombre des détenus et redoublent le zèle des tribunaux.

Les Cours prévotales font planer une véritable terreur sur toute la France : leur procédure est sommaire, leur mépris des droits de la défense est souvent absolu, leurs sentences sont rigoureuses et leurs exécutions immédiates. — Devant la Cour de l'Hérault, des gardes nationaux sont condamnés à mort pour avoir obéi aux ordres de leurs généraux et résisté aux royalistes, alors que le drapeau tricolore flottait encore sur Montpellier ; ils sont exécutés le soir même aux flambeaux. « Justice sévère et prompte, disait le prévot, voilà les devoirs qui nous sont imposés (1). » — Dans la Sarthe, dans l'Aude, les Cours prévotales condamnent à mort des accusés privés de défenseurs, ou défendus par des

« contre ces gens d'autant plus dangereux, ces hommes d'autant
« plus coupables que, habiles dans l'art de feindre, ils ne se livrent
« jamais à des actes qui puissent leur faire encourir l'action immé-
« diate de la justice. »

(1) Gensoul, *La Cour prévotale de l'Hérault*. (Discours de rentrée, Montpellier, 1881.)

avocats avec lesquels ils n'ont pu communiquer qu'à l'audience.

Malgré leur rigueur, ces juridictions semblent encore parfois insuffisamment promptes. Dans l'Isère, après l'échec de Didier qui a tenté de s'emparer de Grenoble à la tête de paysans des vallées, le général Donnadieu et le colonel Vautré transforment cette conspiration en un soulèvement formidable ; le ministère donne un pouvoir discrétionnaire aux autorités ; plus de cent personnes sont arrêtées. Le 7 mai 1816, la Cour prévôtale prononce trois condamnations à mort ; le 9, un conseil de guerre lui est substitué, dont la présidence est au colonel Vautré, qui se trouve être à la fois acteur, témoin et juge. Deux heures après sa constitution, le conseil fait comparaître trente individus, interrogés sommairement la veille par le prévôt Planta : trois avocats seulement se trouvent à la barre, ils demandent un délai pour communiquer avec les accusés qu'ils ne connaissent pas, il leur est refusé ; après une sorte d'appel nominal, les avocats présentent quelques rapides observations, interrompues par les murmures ou les railleries de Vautré, et vingt et un accusés sont condamnés à mort (1).

A Lyon, le général Canuel, jaloux de prouver son zèle au roi essaie d'organiser un complot dont il pourra profiter en le réprimant ; ses menées aboutissent, en juin

(1) Vulaballe, op. cit. — Guillon, *Les Conspirations militaires sous la Restauration*.

1817, à un semblant d'insurrection : plus de quinze cents personnes sont traduites devant la Cour prévotale de Lyon, dont cent dix sont condamnées après des débats sommaires : vingt-huit sont guillotинées (1).

Les Cours prévotales cessent de fonctionner en 1818 : c'est devant les Cours d'assises ou les Conseils de guerre que se termineront désormais les nombreuses conspirations postérieures à cette date. Le colonel Caron et le lieutenant Roger sont renvoyés en 1822 devant le Conseil de guerre de Strasbourg, bien que n'appartenant plus à l'armée : Caron est condamné à mort, Roger est acquitté, mais il passe quelques mois plus tard devant la Cour d'assises de la Moselle et il est condamné à son tour. Le général Berton, qui a voulu soulever Saumur, est traduit devant la Cour d'assises de la Vienne : le jury soigneusement trié, devant lequel il comparait, est composé d'anciens émigrés ou d'anciens officiers des armées royales ; les deux avocats qu'il a choisis lui sont refusés, et il ne peut communiquer librement avec celui qu'on lui désigne d'office (2). — Le réquisitoire du procureur général Mangin dans le procès de Berton, comme celui de l'avocat général Marchangy dans le procès des sergents de la Rochelle, portent au plus haut point l'empreinte des violences politiques de cette époque de réaction.

(1) Vulabelle, op. cit. — Guillon, op. cit.

(2) Vulabelle, op. cit., tome V.

CHAPITRE VI

LA RÉVOLUTION DE 1848 ET LE COUP D'ÉTAT DE 1852

Jusqu'en 1830 l'histoire intérieure de la France n'est que l'histoire du triomphe de l'esprit et des hommes de la Congrégation, mais une opposition de plus en plus forte se forme contre ce parti qui veut revenir aux principes et aux mœurs de l'ancien régime. Le peuple qui a fait la Révolution ne peut accepter longtemps le despotisme de ceux qui veulent effacer jusqu'aux moindres traces qu'elle a laissées dans la Charte de 1814 : il sait maintenant quels sont ses droits, il a appris à connaître sa force, et les journées de juillet sont une réponse populaire aux provocations royales.

La Révolution de 1830 entraîne avec elle ce qui reste du passé. Avec la monarchie libérale un nouvel état d'esprit va s'implanter en France : la lutte engagée jusqu'ici entre les partisans de l'ancien régime et ceux des nouveaux principes reconnus par la Charte de 1814, va se déplacer, et les adversaires en présence, défenseurs d'une royauté constitutionnelle ou démocrates rêvant une nouvelle République, sont tous animés de

l'amour de la liberté, du respect des idées nouvelles d'égalité et de fraternité.

On ne voit plus, à partir de ce moment, dans le domaine judiciaire, de ces retours en arrière si souvent constatés jusque-là. Désormais, la marche vers le progrès est presque constante ; les atteintes portées par les gouvernements aux droits des accusés et aux libertés de la défense, conséquences de crises politiques ou de passions exacerbées, se font plus rares, moins durables, et sont plus sévèrement critiquées par l'opinion publique. Les tribunaux d'exception, dernier souvenir des Ordonnances de l'ancien régime, disparaissent à tout jamais avec les articles 53 et 54 de la Charte de 1830 (1). La loi de 1832 qui donne au jury le pouvoir d'admettre des circonstances atténuantes en faveur des accusés, et celle de 1835 qui établit le vote des jurés au scrutin secret (2), sont conçues dans un esprit d'humanité et de modération. — Quant au respect de la défense, les incidents qui ont lieu lors des procès qui suivent les émeutes d'avril 1834 peuvent, mieux que tout commentaire, témoigner de la façon dont il est observé : tandis que nous avons eu si souvent à enregistrer les plaintes

(1) Art. 53 : « Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels. » Art. 54 : « Il ne pourra être créé de commissions extraordinaires ou de tribunaux d'exception, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être. »

(2) Jusque-là le chef du jury les interrogeait les uns après les autres, dans leur salle des délibérations, et enregistrerait leurs réponses.

d'accusés privés de tout conseil et de tout appui, nous ne rencontrons ici que de bruyantes protestations contre la décision de la Chambre des Pairs de n'admettre pour défenseurs que des avocats en titre : les accusés refusent avec violence de présenter leurs défenses, les avocats désignés d'office refusent de plaider. La Cour déclare que, si la résistance continue, « il sera dressé procès-verbal, pour, le dit procès-verbal rappelé, être passé outre au jugement ». La plupart des accusés restent sans défenseurs ; il y a eu là de leur part une manœuvre politique, qu'ils ont voulu cacher sous une accusation injuste faite à la Cour et au gouvernement d'avoir voulu désarmer la défense (1).

En février 1848 le gouvernement de Louis-Philippe est renversé et la République établie. Elle ne peut tenir toutes les promesses qu'elle avait faites, ni satisfaire toutes les espérances qu'elle avait laissées naître. Une insurrection sanglante éclate en juin, après la dissolution des ateliers nationaux : « la bataille de juin fut le réveil sanglant et terrible auquel aboutirent les illusions et les rêves de février (2) ». — Tous les pouvoirs sont remis au général Cavaignac, déclaré chef du pouvoir exécutif : Paris est mis en état de siège ; des milliers de

(1) Lair, *Les hautes cours politiques*. — J. Fabre, *Le barreau de Paris*.

(2) Granier de Cassagnac, *Histoire de la chute de Louis-Philippe et de la République de 1848*.

personnes sont arrêtées et l'Assemblée constituante décrète la transportation en masse, sans jugement, de tous ceux qui seraient reconnus avoir pris part à l'insurrection. Plusieurs membres de l'Assemblée font de vains efforts pour que cette décision soit entourée de certaines garanties d'impartialité et d'indépendance. Cavaignac institue des commissions militaires qui prononcent sans débats sur le sort d'une multitude de prévenus, dont la comparution est jugée impossible (1). Quant aux chefs de l'insurrection, ils sont traduits, les uns devant des conseils de guerre, d'autres devant la Haute Cour créée par la Constitution du 4 novembre 1848 ; — c'est à l'occasion d'un de ces procès que l'avocat Michel (de Bourges), ayant voulu soutenir, dans sa plaidoirie, que « le droit à l'insurrection est la conséquence légale de toute violation de la Constitution », la Haute Cour lui retira la parole, et décida que « si la « liberté de la défense est de l'essence de la justice, ce « droit sacré ne peut dégénérer en agression contre « les principes inviolables qui sont le fondement de « toute société (2) ».

Le 2 décembre 1851, le prince Louis-Napoléon Bonaparte dissout l'Assemblée Nationale et fait arrêter

(1) Quentin Bauchart, *Une page d'histoire*. « Ces commissions apportèrent cet esprit de rigidité que comportent les habitudes militaires. »

(2) J. Fabre, *op. cit.*

deux cents représentants. Le peuple se soulève à Paris et dans plusieurs départements ; des barricades s'élèvent dans les rues de la capitale, tandis que dans l'Hérault, dans la Drôme, dans les Basses-Alpes et dans le Var en particulier, les paysans s'insurgent. Mais la répression est énergique et impitoyable : des mesures extraordinaires sont prises, des arrestations sont faites en masse, et un décret du 8 décembre donne au gouvernement le droit de transférer à Cayenne ou en Algérie, par mesure de sûreté générale, tout individu suspect.

Les prisons et les forts sont remplis de détenus sur le sort desquels il faut statuer. Tandis qu'à Paris les prisonniers sont renvoyés devant divers tribunaux, ou expulsés, ou déportés, en province, un système est adopté qui, « tout en laissant au pouvoir sa latitude « discrétionnaire, substitue l'uniformité à la confusion (1) ». Par circulaire du 3 février 1852, des *Commissions mixtes*, composées du général commandant la division ou le département, du préfet, et du procureur général ou du procureur de la République, sont créées dans chaque département : elles doivent se réunir à la préfecture, où elles compulseront tous les documents et prendront toutes les décisions (2) ; une juridiction sans limites leur est attribuée, et toutes les autres autorités sont dessaisies.

(1) De la Gorce, *Histoire du Second Empire*.

(2) Circulaire du 3 février établissant les *Commissions départementales*,

Ce n'étaient pas là des tribunaux, car ces commissions ne pouvaient prétendre rendre des jugements : elles se bornent à dresser des listes de proscription sur des notes de police et sur les renseignements fournis par les autorités locales. Elles siègent et statuent à huis clos, sans que les accusés puissent présenter de pièces justificatives ou de mémoires, sans qu'ils puissent faire entendre de témoins. Il n'y a ni défense, ni procédure, et les décisions sont rendues sans appel ; « la seule garantie était dans l'intégrité des commissaires, et cela fut souvent insuffisant, d'autant que les pouvoirs étaient souvent délégués à des subordonnés (1). » — Près de trois mille individus sont condamnés à l'internement, plus de dix mille à la déportation, d'autres sont expulsés, d'autres enfin renvoyés devant des juridictions diverses.

Un décret du 27 mars met fin au pouvoir des commissions mixtes, et trois commissaires (2) sont envoyés

(1) De la Gorce, op. cit. — Dans une brochure intitulée : *La vérité sur les Commissions mixtes*, l'auteur prend la défense de cette institution : « Ce n'étaient pas des tribunaux, dit-il, mais un expédient politique et même purement administratif. On dit qu'elles ont jugé sans entendre : en droit c'est faux, car n'ayant pas à juger, elles ne devaient strictement pas entendre ; en fait, elles ont entendu selon le possible. Elles ne donnaient que de purs avis et le juge était au ministère, dans les conseils du prince..... Ce fut la plus clément des mesures d'exception, là où les juridictions exceptionnelles sont inévitables. »

(2) Le général Canrobert, le colonel Espinasse et le conseiller d'État Quentin-Bauchart.

dans les départements les plus troublés, avec mission d'adoucir les décisions trop sévères : de nombreuses grâces ou commutations de peines sont accordées, malgré les avis du colonel Espinasse, qui écrivait : « Dans
« beaucoup de départements les commissions mixtes
« n'ont péché que par excès d'indulgence. Puissent-
« elles ne pas se repentir d'avoir laissé échapper une
« occasion unique de désorganiser l'anarchie ! »

Transportations sans jugement de 1848, commissions mixtes de 1852, ce sont là des expédients politiques que la gravité des circonstances peut faire comprendre, mais ne peut excuser. — Après les défaites de 1870-71, la France a offert encore une fois le douloureux spectacle de la guerre civile : ces événements sont encore trop rapprochés, l'histoire en est encore trop obscure, les passions qu'ils ont soulevées sont encore trop ardentes, pour qu'il nous soit permis d'aborder l'examen des procès qui ont suivi la terrible insurrection de la Commune. Mais, d'une façon générale, nous ne pouvons admettre l'opinion de cet auteur qui prétend que « les
« règles ordinaires sont faites pour les cas ordinaires » et que « des factieux qui se dispensent tout à fait des
« lois sont toujours mal venus à se plaindre des vain-
« queurs qui se dispensent un peu des formes (1) ». Les gouvernements ne doivent jamais suivre dans la

(1) Granier de Cassagnac, op. cit.

répression l'exemple donné par les insurgés dans leurs révoltes — et toute violation des règles de justice, envisagée comme mesure politique, ne constitue qu'une mauvaise mesure politique, dont les conséquences retombent souvent sur les hommes d'État qui en ont pris la responsabilité.

CINQUIÈME PARTIE

—

LA LIBERTÉ DE LA DÉFENSE DANS LE DROIT ACTUEL

CHAPITRE PREMIER

DE LA SITUATION DE L'ACCUSÉ D'APRÈS LE CODE DE 1808

Le législateur ne peut empêcher l'action des passions humaines sur les règles qu'il établit : il peut prévoir que, souvent, des considérations étrangères à la justice porteront atteinte aux sages mesures qu'il a élaborées, mais il lui est impossible de garantir son œuvre contre les dessins politiques des gouvernements ou contre les préjugés et les fautes des hommes, de la préserver à l'avance contre les coups d'état d'un dictateur, ou contre les forfaitures d'un juge servile. Il trace la voie à suivre, mais il ne peut l'entourer de barrières infranchissables. Il sait qu'en dépit des violations qu'elle subit, des efforts par lesquels on tente de l'étouffer, toute loi qui répond à un besoin de l'humanité continue à vivre jusqu'au jour où, par le progrès des idées, elle ne satisfait plus aux aspirations nouvelles, qui se traduisent alors en une loi nouvelle.

Le Code d'instruction criminelle garantissait la liberté de la défense dans l'instruction définitive : elle établissait la publicité de l'audience, exigeait l'assistance

d'un conseil en matière criminelle, donnait à l'accusé le droit de produire ses témoins et la faculté de se justifier par tous les modes de preuve. — Aussi la situation de l'accusé n'a-t-elle subi que quelques rares modifications : une loi du 22 janvier 1851, sur l'assistance judiciaire, a rendu la défense, devant les tribunaux de police correctionnelle, plus facile aux prévenus, en ordonnant aux présidents de ces tribunaux de désigner un défenseur d'office à ceux qui en feront la demande, lorsque leur indigence sera constatée, et en donnant à ces prévenus indigents la possibilité de faire citer des témoins à décharge ; — une loi du 19 juin 1881 a diminué l'inégalité existant entre l'accusation et la défense, en supprimant le résumé du président d'assises, trop souvent transformé en un nouveau réquisitoire ajouté à celui du ministère public. Mais les garanties que possède la défense aujourd'hui devant les juridictions de jugement sont celles qui lui ont été accordées en 1808.

Par contre d'importantes réformes ont corrigé complètement toute la partie du Code qui empruntait aux Ordonnances royales un système d'instruction préparatoire incompatible avec les progrès de l'idée de la libre défense des accusés.

En face du juge d'instruction, armé des pouvoirs les plus étendus, l'accusé se trouvait sans défense jusqu'à la fin de l'information : il n'avait, nous l'avons vu, ni le droit de se faire assister d'un avocat, ni le moyen de connaître les charges dirigées contre lui ; les témoins de

l'accusé étaient entendus hors de sa présence, et leurs dépositions ne lui étaient pas communiquées. Jusqu'à la veille du débat public, tout se passait en dehors de lui : l'ordonnance définitive qui clôturait l'instruction, était rendue (jusqu'à la loi du 17 juillet 1856, par la Chambre du conseil et, depuis cette loi, par le magistrat instructeur seul) sans que l'inculpé ait pu intervenir (1).

Sans doute, dans la pratique, bien des adoucissements étaient apportés par la bienveillance des magistrats aux rigueurs de la loi ; souvent les dossiers étaient communiqués aux défenseurs avant le moment fixé par le Code (2) ; souvent les accusés étaient autorisés à voir leurs avocats avant la clôture de l'instruction, et la défense existait déjà dans bien des cas au cours de l'information (3). Mais ce n'étaient là que des mesures de to-

(1) S'il était renvoyé devant le tribunal correctionnel, il avait alors le droit de connaître les charges recueillies contre lui ; — s'il était renvoyé devant la Chambre des mises en accusation, il avait seulement le droit de présenter un mémoire, sans que le dossier lui soit communiqué et ce n'est qu'après la signification de l'arrêt le renvoyant aux assises qu'il pouvait recevoir librement la visite de son défenseur.

(2) Guillot, *Des principes du nouveau Code d'instruction criminelle*, 1884 : « Rien ne profite plus à la vérité que ces fréquents entretiens avec la défense, que ces communications officieuses, dans lesquelles chacun peut apporter la plus parfaite loyauté, sans que la discrétion professionnelle ait à en souffrir... »

(3) Furby, *Le juge d'instruction et les droits de la défense* (Discours de rentrée, Aix 1898). — Par une circulaire du 9 juillet 1884, le Procureur de la République près le tribunal de la Seine invitait les juges d'instruction à interpeller les détenus dès le premier interrogatoire sur le point

lérance, individuelles et toujours provisoires. Il fallait assurer d'une façon définitive une protection efficace à l'accusé, il fallait établir une balance entre deux intérêts qui, « s'ils procèdent du même principe de sécurité sociale, se combattent perpétuellement dans leurs applications : l'intérêt de la société qui veut se préserver et qui soupçonne, et l'intérêt de l'individu qui se défend (1). »

de savoir s'ils avaient un défenseur ou s'ils connaissaient un avocat à qui ils désiraient faire appel, et, en cas de négative, à les avertir que, sur leur demande, le bâtonnier de l'ordre des avocats leur désignerait immédiatement un défenseur. « Vous penserez comme moi, écrivait M. le Procureur général Bouchez aux juges d'instruction, que nous nous conformerons à l'esprit du Code lui-même en remplissant, à l'égard des inculpés, ce rôle de protection qui rentre si bien dans les devoirs les plus élevés de votre mission. »

(1) Jacomy, *Les garanties à accorder à la défense*. (Discours de rentrée. Paris, 1895.)

CHAPITRE II

DES DIFFÉRENTS SYSTÈMES D'INSTRUCTION PRÉALABLE

Différents systèmes furent envisagés pour apporter à l'instruction préalable, telle qu'elle était réglée par le Code d'instruction criminelle, des modifications devenues nécessaires. Tous étaient inspirés par l'étude de la procédure anglaise.

En Angleterre il n'y a pas de ministère public. Tout particulier, lésé ou non, a le droit d'agir, d'entamer et d'arrêter à son gré les poursuites. « On redoute plus « les abus de la puissance contre les individus que les « menaces des individus contre la société(1). » — Après une information faite par la police, l'accusé est conduit devant le magistrat (*police magistrate* dans les grandes villes ou juge de paix dans les comtés) : l'instruction préalable est toujours *publique* ; le prévenu y prend part, assisté de ses conseils et il est averti qu'il n'est tenu de rien dire, que tout ce qu'il dira sera utilisé contre

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions en Angleterre*.

lui (1). Tout se passe entre les deux parties ou leurs avocats et le magistrat instructeur n'est qu'un arbitre impartial entre l'accusation et la défense. — L'inculpé ne comparait pas devant le Grand Jury (jury d'accusation) (2) et à l'audience devant la *Criminal Court*, il ne subit aucun interrogatoire, une seule question lui est posée : « Plaide-t-il coupable ou non ? » S'il avoue, tout est fini; s'il n'avoue pas, il devient spectateur passif et, en principe, il n'a même plus le droit d'intervenir : la loi lui interdit de poser des questions de peur qu'il ne témoigne contre lui-même (3). Les débats sont entre les mains des *solicitors* : chacun d'eux, après avoir

(1) Esquiros, *Le barreau et la procédure criminelle en Angleterre* : « Ailleurs tout homme accusé doit prouver qu'il est innocent ; en Angleterre la justice est tenue de prouver qu'il est coupable. »

(2) Ce grand jury siège à huis clos ; il juge sans autres éléments d'information que l'acte d'accusation dressé par le *police magistrate* ou par le juge de paix : de là de nombreux abandons de poursuites et on a appelé le Grand Jury : « le principal espoir des voleurs de Londres. » — Glasson, op. cit.

(3) Il y avait dans cette interdiction faite à l'accusé d'intervenir aux débats, de peur qu'il ne se compromette, une singulière exagération et un véritable danger, car on paralysait par là souvent sa défense. C'était une règle traditionnelle dont l'injustice a fini par être comprise ; mais, pour la réparer, on a du tourner la difficulté, éviter de heurter de front les préjugés de l'esprit public, et on a permis à l'accusé de figurer comme témoin en sa propre cause. — Le *Criminal Evidence Act* de 1898 porte que « toute personne inculpée d'un délit sera un « témoin valable pour la défense, sans distinguer si la personne ainsi « inculpée est la seule inculpée ou si elle l'est conjointement avec « d'autres ». L'accusé doit alors, comme tous les témoins, prêter serment de dire la vérité, et se soumettre à l'*examination* et à la *cross*

interrogé les témoins qu'il a cités, interroge ceux de la partie adverse (*examination et cross-examination*) ; le juge n'a qu'un rôle de surveillance et de contrôle.

Dans ce système il y a, en apparence, une égalité parfaite entre l'accusation et la défense : tout se passe en plein jour, en présence d'un accusé qui n'est soumis à aucun interrogatoire. Mais en réalité ce rôle passif n'est avantageux que pour l'accusé qui a un défenseur, et la défense d'office n'existe que dans les affaires capitales, où le juge choisit, à l'audience même, lors de l'ouverture des débats, un des avocats présents, qui n'a en général aucune connaissance du procès. — « L'impres-
« sion qui se dégage d'une étude attentive de cette pro-
« cédure, dit M. de Franqueville (1), se formule par
« cette double conclusion : Il n'est pas possible d'ima-

examination. — « Aucune personne, dit l'Act de 1898, ne sera appelée
« à témoigner en exécution du présent act, si ce n'est sur sa propre
« demande. » — Ce système n'est-il pas plus défavorable pour l'accusé
que l'interrogatoire du président, ainsi qu'il se pratique chez nous ?
Le refus de l'accusé de figurer comme témoin dans son propre procès
ne constitue-t-il pas un préjugé contre lui ? Ne peut-on reprocher à
la loi anglaise de 1898 d'avoir fait reparaître, dans des conditions par-
ticulières, il est vrai, le serment de la procédure inquisitoriale ? —
Voir : Esmein, *Le Criminal Evidence Act de 1898 et le serment des
accusés en Angleterre.* — Antérieurement à l'Act de 1898 l'art. 393
du Code de procédure criminelle de l'Etat de New-York portait : « Le
défendeur, dans toutes les affaires, peut déposer à sa propre décharge
comme un témoin, mais l'omission de sa part ou son refus de témoi-
gner ne crée aucune présomption contre lui. »

(1) De Franqueville, *La Justice criminelle en France et en Angle-
terre,*

« giner un système qui donne plus de facilités à un
« accusé coupable, mais riche. Il est difficile de conce-
« voir un système qui assure à un accusé non coupable,
« mais pauvre, moins de facilités pour faire éclater
« son innocence. »

Sous l'influence de ces idées, quelques-uns ont songé à revenir à l'ancienne *procédure accusatoire*, à l'information libre et publique faite par tout intéressé ou même par tout accusateur volontaire devant le magistrat instructeur d'abord, puis devant le jury d'accusation, chargé de prononcer seulement sur la présomption de culpabilité. — Mais on avait expérimenté les inconvénients de cette accusation populaire : l'étude du passé montrait combien elle rendait difficile la poursuite du crime, et combien elle en assurait insuffisamment la répression ; l'exemple de l'Angleterre, où l'absence de ministère public oblige la loi à payer les dénonciateurs, permettait de prévoir les dangers de ce régime dans un pays, comme la France, où l'esprit public est réfractaire aux dénonciations (1).

D'autres s'inspirant aussi de l'étude de la loi anglaise, ont proposé d'adopter un *système mixte*, dans lequel l'instruction, entourée d'une publicité complète, constituerait une sorte de lutte entre le ministère public, conservant son rôle d'accusateur, et l'inculpé, as-

(1) Jacomy, op. cit.

sisté de son défenseur, devant le magistrat qui serait un arbitre passif des débats, et en présence du public. C'est le système de l'*instruction publique et contradictoire*, proposé en 1878 par M. Faustin Hélie. — Mais ce régime de publicité soulève de graves objections pratiques : il entraverait la marche de l'information, il tiendrait les complices restés en liberté au courant de tous les progrès de l'instruction, il rendrait plus grande encore, insurmontable peut-être, la difficulté d'obtenir des témoins, si rebelles déjà dans le tête à tête du cabinet, les renseignements nécessaires à la justice. « Ajoutons qu'avec la nature de notre esprit, « l'instruction, ainsi poursuivie publiquement, aurait « le plus souvent pour effet de fixer l'opinion dans un « sens favorable ou contraire à l'accusé, et de dicter à « l'avance le jugement du tribunal ou du jury (1). »

C'est cependant au système anglais, qu'il écarte comme impraticable, que le législateur français va emprunter l'idée qui sera la base des réformes de l'instruction préalable. Pour assurer à l'accusé une situation plus avantageuse que celle qui lui était faite par le Code de 1808, sans enlever au magistrat son rôle actif et sans supprimer le secret de l'information, pour permettre à la défense de prendre utilement part à l'instruction, le législateur adopte en principe la méthode *contradictoire*.

(1) *Journal officiel* du 14 janvier 1880.

Un projet de réforme du livre I du Code d'instruction criminelle, élaboré par une Commission extra-parlementaire, est présenté par le gouvernement au Sénat en 1879. — « Il devient nécessaire, dit ce projet, de placer à côté « de l'inculpé, dès les premiers pas de l'information, « le secours d'un défenseur, qui n'est admis dans le « système actuel qu'à la veille des débats publics. » Dès son arrestation, l'inculpé interrogé sera averti par le juge qu'il est libre de ne pas répondre avant d'avoir fait choix d'un défenseur, avec lequel il pourra communiquer aussitôt après la première comparution et sauf, en cas de nécessité, le droit pour le juge de supprimer cette communication pendant dix jours au plus (1). — L'avocat dès lors pourra intervenir à chaque instant dans la procédure ; il entrera dans le cabinet du juge d'instruction toutes les fois que l'inculpé y sera appelé, soit pour un interrogatoire, soit pour une confrontation, mais il lui est interdit de prendre la parole sans l'avoir obtenue du magistrat. — Les témoins seront entendus en secret et le juge ne sera pas obligé d'admettre l'inculpé ou son conseil à cette audition ; il y aura là une simple faculté pour lui, mais il devra donner, aussitôt que possible, communication à la défense des dépositions reçues en son absence.

La défense pourra, comme le ministère public et la

(1) La Chambre du conseil pourra prolonger l'interdiction pendant une seconde période de dix jours.

partie civile, « requérir toutes les mesures qu'elle croira utiles à la découverte de la vérité » : audition de témoins à décharge, confrontation avec les témoins entendus hors de sa présence et, si la confrontation requise a été refusée, il ne devra être fait, à peine de nullité, aucun usage de la déposition reçue.

Les pouvoirs du juge d'instruction étant encore très étendus, le projet place au-dessus de lui une juridiction à qui le prévenu puisse en appeler de ses décisions, et il ressuscite la *chambre du conseil* (1) composée de trois juges (parmi lesquels ne peut figurer le magistrat instructeur) et d'un greffier. — De plus, dans certains cas, l'appel est ouvert à l'inculpé devant la chambre des mises en accusation contre les ordonnances par lesquelles le juge clôt l'instruction.

La présence de l'avocat aux actes de l'instruction soulève au Sénat de nombreuses objections : par cette précaution exagérée, dit-on, on assurera une trop grande sécurité à l'inculpé coupable, on paralysera les efforts du juge dans sa recherche de la vérité, on amoindrira le rôle de ce magistrat en le mettant en face d'un défenseur habile, qui pourra faire dégénérer l'instruction en une longue et vive discussion. Ne suffit-il pas pour assurer à la défense les garanties qui lui sont nécessaires, de lui permettre de suivre au jour le jour les

(1) Elle avait été supprimée par la loi du 17 juillet 1856,

progrès de l'information ? On communiquerait au défenseur toutes les pièces du dossier, la veille au moins de chaque interrogatoire, au début duquel l'accusé lui-même serait instruit, par un résumé du juge, de l'état de la procédure, et on donnerait à l'inculpé le droit de requérir immédiatement les confrontations qu'il jugerait nécessaires. Ainsi sans faire participer directement l'avocat à l'information, on lui permettrait de seconder utilement l'accusé pendant tout le cours de l'instruction. — Ce qu'il faut assurer, estime-t-on au Sénat, c'est le contrôle personnel de l'accusé plutôt que la présence et la contradiction directe du défenseur.

CHAPITRE III

LA LOI DU 8 DÉCEMBRE 1897

En dépit de ces critiques, l'idée contenue dans le projet de loi de 1879 prévaut dans toutes les discussions soutenues durant les législatures postérieures (1). Elle est de nouveau soumise à l'approbation du Sénat dans le projet de loi déposé par M. Constans, le 10 avril 1895, adopté le 10 juin 1897 par 221 voix contre 4. Ce vote est ratifié le 12 novembre par la Chambre des Députés, et la loi du 8 décembre 1897 consacre les importantes réformes apportées à la situation de l'accusé durant la période de l'information.

« Cette loi, dit une circulaire ministérielle du 10 décembre 1897, proclame le droit pour l'inculpé d'organiser sa défense dès le début même de l'instruction préalable, et garantit le libre exercice de ce droit par des règles absolument nouvelles et opposées à celles de la législation antérieure. »

(1) Rapports de M. Bovier-Lapierre en 1887, en 1889, en 1894.

C'est dans les articles 3, 8, 9 et 10 que réside toute l'importance de la loi nouvelle. Lors de la première comparution, qui doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures de l'entrée de l'inculpé dans la maison de dépôt ou d'arrêt, le magistrat, après avoir constaté son identité et lui avoir fait connaître les faits qui lui sont imputés, doit l'avertir qu'il est libre de ne pas répondre aux questions qui lui sont posées avant d'être assisté d'un conseil, qu'il peut se choisir lui-même, ou qui lui sera désigné d'office par le bâtonnier de l'ordre des avocats, ou, s'il n'existe pas de conseil de discipline, par le président du tribunal (article 3). Aussitôt après cette comparution, l'inculpé a le droit de communiquer librement avec son défenseur (article 8). Il ne pourra désormais être confronté ni interrogé, à moins qu'il n'y renonce expressément, qu'en présence de ce conseil ou lui dûment appelé et convoqué vingt-quatre heures à l'avance. Le conseil ne peut prendre la parole qu'après y avoir été autorisé par le magistrat (article 9). La procédure doit être mise à la disposition de l'avocat la veille de chaque interrogatoire que l'inculpé doit subir (article 10). — Enfin l'article 1^{er} édicte que « le juge d'instruction ne peut concourir au jugement des affaires qu'il a instruites ».

Le but du législateur n'était pas d'abolir le secret de l'instruction préalable, qui est peut-être nécessaire pour la découverte de la vérité. Il voulait seulement en di-

minuer les dangers toujours à prévoir, protéger l'accusé contre le juge d'instruction, dont la volonté, jusque-là exempte de tout contrôle et de toute discussion pouvait aller jusqu'à décider des mesures arbitraires. Ce n'était là, sans doute, qu'une crainte le plus souvent théorique, car l'inculpé trouvait dans la conscience et dans l'impartialité du magistrat une garantie qui ne lui faisait que bien rarement défaut, — mais le législateur estimait qu'aucune précaution n'est superflue pour assurer à la défense la plénitude de ses droits et de sa liberté.

Aucune loi n'a été l'objet de plus de critiques, l'occasion de plus de discussions, que celle du 8 décembre 1897. Les uns lui reprochent d'être une loi de méfiance contre les magistrats, les autres de n'être qu'une loi d'attente et de circonstance, d'autres encore prétendent qu'elle est matériellement inapplicable, — ceux-ci l'accusent d'être trop révolutionnaire, ceux-là d'être insuffisamment novatrice. La Cour de cassation elle-même, consultée en 1896 par M. le Garde des Sceaux Darlan, semblait, à cette époque, considérer comme inutiles et dangereuses la plupart des réformes proposées : il n'y avait pas lieu, d'après l'avis de la Cour Suprême (1), d'organiser la contradiction entre l'accusation et la dé-

(1) Rapport de M. le conseiller Falcimaigne. *Gazette des Tribunaux*, 30-31 décembre 1896.

fense pendant l'instruction, parce que, durant cette période, il n'y avait pas d'accusation (1).

Certes, parmi ces reproches, plusieurs paraissent fondés. — Il est possible que la loi de 1897 ait été votée par le Parlement « non pas seulement au profit « de la liberté individuelle, mais aussi, et peut être surtout, contre les juges d'instruction (2) ». — Il est certain qu'elle est, jusqu'à un certain point, une loi d'attente et de circonstance : les articles dont elle se compose ont été extraits d'un projet de réforme beaucoup plus vaste, ils ont été présentés comme particulièrement urgents, et le rapporteur du projet, M. Jean Dupuy, disait lui-même : « La loi a pour but de sup-
« primer sur le champ certains abus de la procédure
« secrète unanimement condamnés et flétris par l'opi-
« nion. » — Il est encore vrai qu'elle impose un lourd supplément de travail aux juges d'instruction comme aux avocats : c'est là un inconvénient d'ordre pratique auquel on peut obvier facilement, dit-on, en ce qui concerne les magistrats, par la création de quelques sièges nouveaux dans les très grandes villes et en Algérie (3), — mais qui, en ce qui concerne le barreau,

(1) Cependant l'instruction préparatoire n'est-elle pas véritablement, suivant le mot de Pierre Ayraud, « l'âme du procès » ?

(2) Olier, *La réforme de l'instruction préparatoire (Journal des Parquets, 1898)*. — V. interpellation Viviani. Ch. Dép., séance du 5 avril 1897.

(3) Olier, op. cit.

présente plus de gravité : les avocats et les avoués ne sont jamais assez nombreux pour avoir le loisir de passer de longues heures dans le cabinet du juge d'instruction ; il s'ensuit que, bien souvent, surtout dans les affaires où le défenseur est désigné d'office, les prescriptions de la loi sont laissées de côté, et que, seuls, les inculpés ayant des ressources sont assistés pendant l'instruction (1). — Mentionnons encore, parmi les conséquences pratiques résultant de la loi nouvelle, la prolongation de la procédure et l'augmentation de la durée de la prison préventive : autrefois tout individu arrêté était interrogé au fond dans les vingt-quatre heures par le juge, qui appréciait aussitôt s'il devait maintenir l'arrestation, — maintenant que l'interrogatoire est impossible ou sans portée, l'arrestation est toujours maintenue.

Tous ces griefs n'ont qu'une importance secondaire. La grande, l'unique question, pour ainsi dire, est de savoir ce que vaut la loi, de mettre en balance ses avantages et ses inconvénients, de voir si, comme le prétendent ses détracteurs, et même quelques-uns de ses partisans, « le législateur de 1897 n'a pas sacrifié les droits de l'État en se préoccupant outre mesure des intérêts de l'individu (2) ».

La loi nouvelle a introduit dans le système de l'ins-

(1) Nous verrons plus loin le système proposé en 1899, au Congrès de Buda-Pesth, par M. de Balogh.

(2) Olier, op. cit.

truction préalable trois innovations importantes : 1^o la libre communication de l'inculpé avec son conseil aussitôt après la première comparution ; 2^o la communication de la procédure à l'avocat la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir ; 3^o la présence du défenseur aux interrogatoires et aux confrontations (1).

Sur le premier point, il y a entente à peu près unanime : cette libre communication dès le début de l'instruction, accordée souvent en pratique, avant qu'elle ne soit législativement autorisée, était déjà inscrite dans beaucoup de codes étrangers ; elle s'imposait au législateur et ne pouvait être qu'approuvée par tous les intéressés, magistrats, avocats ou inculpés (2).

Cette première et importante garantie donnée à la défense devait entraîner comme conséquence la communication du dossier au défenseur, car il y a là, suivant le mot d'un avocat (3), « la levée pour ainsi dire com-

(1) Cette présence n'est pas obligatoire dans le cas d'urgence résultant, soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître ; elle n'est pas exigée non plus dans le cas de flagrant délit, alors que le juge s'est transporté sur les lieux (art 7, de la loi du 8 décembre 1897) ; — enfin l'inculpé à le droit d'y renoncer (art. 9, § 2).

(2) Cependant cette mesure fut combattue par le Gouvernement. (Discours de M. Darlan, Garde des Sceaux, Sénat, 24 mai 1897.)

(3) M. Léon Devin, bâtonnier. — Voir le rapport de M. A. Le Poitevin et la discussion qui l'a suivi, dans les numéros de juillet, août, décembre 1898, janvier et février 1899 de la *Revue pénitentiaire*.

« plète de l'interdiction de communiquer entre le pré-
« venu et son défenseur ». La Cour de Cassation n'ad-
mettait la communication obligatoire du dossier que la
veille de l'interrogatoire définitif, tout en obligeant le juge,
« afin de protéger l'inculpé contre toute surprise invo-
« lontaire », à faire, « avant de commencer l'interro-
« gatoire, un résumé de toutes les pièces de la procé-
« dure, et d'insérer ce résumé au procès verbal (1) ».
Par là on évitait les heures de réflexion pendant les-
quelles l'accusé peut préparer son système de défense,
par là on évitait le danger de voir arriver devant le
juge un inculpé « stylé » par son avocat. « Nous n'ad-
« mettons pas un instant que l'avocat puisse jamais
« s'abaisser jusqu'à suggérer à l'inculpé le moyen d'é-
« garer les recherches du juge, mais, alors même qu'il
« aurait prodigué des conseils inspirés par la plus par-
« faite droiture, il n'en serait pas moins exposé à por-
« ter la responsabilité morale des réponses équivoques
« ou mensongères, qu'il plairait à son client d'opposer
« aux questions du juge (2). »

Il y a évidemment là un danger si l'accusé est coupable — mais, répondent les partisans de la loi, l'innocent n'a-t-il pas besoin de quelques heures pour préparer de sang froid sa défense ? « Est-il possible, même après un « résumé, de trouver réponse à tout, séance tenante,

(1) Rapport de M. le conseiller Falcimaigne.

(2) Rapport de M. le conseiller Falcimaigne.

« — sans balbutier et sans errer, — sur l'emploi d'une
« journée, d'une heure déterminée, sur l'acquisition
« d'un objet, sur la date d'une démarche... ? (1). » Sans
doute l'interrogatoire tend à devenir une *défense pré-*
parée. Est-ce un mal ? « Fatalement, quand on relève la
« balance d'un côté, on l'abaisse de l'autre, et je doute
« qu'on la fixe jamais dans un équilibre stable entre
« l'action répressive et la défense. Ce que l'interroga-
« toire gagne en valeur défensive, il le perd comme
« moyen de conviction contre le criminel astucieux,
« rusé, habile en tromperies (2). »

Quant à l'admission de l'avocat dans le cabinet du juge d'instruction, elle constitue une véritable transformation de la procédure. — Tandis que, jusque là, l'inculpé se présentait seul, sans appui, sans conseils, devant un juge qui, seul, allait procéder aux interrogatoires, desquels résulterait la mise en liberté du prévenu ou son renvoi devant la juridiction de jugement, — désormais l'accusé a auprès de lui un guide, un soutien matériel et moral. Tandis que, jusque là, il était amené, tout étourdi encore sous le coup de l'accusation, en présence d'un magistrat qui, en hâte, allait profiter de son émotion pour lui arracher des aveux, — désormais il est libre de ne pas répondre aux questions qui

(1) M. A. Le Poittevin, *Revue pénitentiaire*, 1898.

(2) M. A. Le Poittevin, *Revue pénitentiaire*, 1898.

lui sont posées, il est averti qu'il a le droit de ne faire aucune déclaration avant d'avoir communiqué avec le défenseur qu'il peut se choisir.

D'aussi radicales modifications ne pouvaient être apportées à la situation respective du juge et de l'accusé sans soulever de graves objections. Quelles allaient être les conséquences de l'apparition, dans le cabinet du juge d'instruction, de ce personnage nouveau, l'avocat? Quel allait être son rôle? Qu'allait devenir celui du juge?

Un haut magistrat exposait ses inquiétudes en une audience solennelle : « Pour moi, disait-il aux avocats (1), je ne comprends que les rôles bien définis, et je ne sais pas si, plus heureux, vous pourriez, pour cette mission nouvelle, déterminer l'étendue de vos devoirs et les limites de vos droits. L'avocat sera-t-il spectateur et surveillant impassible des procédés et de la rédaction du juge? Alors la mesure n'est qu'une injurieuse méfiance pour le magistrat, sans grand avantage pour la défense. Prendra-t-il part à l'interrogatoire? Elèvera-t-il une controverse sur la position des questions? S'associera-t-il aux réponses, ou pourra-t-il, suivant un exemple plus hardi que légal, étendre la main vers son client, et s'écrier : Ne répondez pas, je vous le défends? S'il en est ainsi, voici la lutte engagée entre le juge et ses sus-

(1) Discours de M. le Procureur général Dauphin. (Audience de rentrée, Cour de Paris, 1880.)

« ceptibilités, contre le ministère public et ses entraî-
« nements, et vous transformez prématurément en un
« combat une recherche qui, dans ses premiers pas,
« ne faisant qu'entrevoir un coupable, marchait froide-
« ment vers une conviction. »

« Ces conflits seront évités, répondait la circulaire
« du Garde des Sceaux relative à l'application de la loi
« du 8 décembre 1897, si le défenseur et le juge sont
« pénétrés de cette pensée qu'ils collaborent à une œu-
« vre commune, et que leurs efforts réunis doivent ten-
« dre à la manifestation rapide et éclatante de la vé-
« rité. » — Mais on ne peut s'étonner que des esprits
soucieux ou sceptiques se soient demandé avec inquié-
tude si les réformes apportées n'allaient pas rendre très
difficile la tâche du juge, et presque impossible l'obten-
tion de l'aveu de culpabilité, si quelquefois l'avocat,
emporté par son zèle, ne deviendrait pas inconsciem-
ment l'auxiliaire de l'inculpé dans ses efforts pour trom-
per la justice. « Lorsque l'aveu va arriver, ou seule-
« ment une déclaration intéressante, une phrase, un
« mot, un geste, va faire rentrer la parole dans la gorge
« du client, ou peut-être du témoin, si c'est une con-
« frontation. Et, quand le magistrat voudra intervenir,
« il sera trop tard, la vérité aura fui (1). »

« Avec l'ancien système, des mœurs professionnelles

(1) Bregeault, substitut du procureur général, *Revue pénitentiaire*, 1898.

« déviées, quelquefois même l'opinion publique, égarée
« par une longue habitude, semblaient faire honneur à
« l'habileté du magistrat de l'obtention d'un aveu. Ce
« que la loi nouvelle ne veut pas, c'est l'aveu suspect
« de l'accusé (1). » — Avec le système actuel, n'a-t-on
pas fait naître un danger inverse, n'a-t-on pas accordé
à la défense une situation trop avantageuse, à l'inculpé
des garanties excessives ? Ce danger, — s'il existe —
est moins redoutable que l'ancien, d'abord parce que,
comme le disait Lamoignon, « il vaudrait mieux absou-
« dre mille coupables que de condamner un innocent »,
— ensuite parce qu'il existe, antérieurement à l'in-
struction, une enquête officieuse faite par la police, en-
quête souvent très complète, à la suite de laquelle l'in-
culpé peut être dans l'impossibilité de nier les faits qui
lui sont reprochés, et dans ce cas l'intervention de l'avo-
cat sera sans efficacité, et par suite sans inconvénient.

Cette enquête policière, à l'avis de certains crimina-
listes, pourrait servir de correctif à la loi de 1897, si,
en province comme à Paris, les preuves pouvaient être
assemblées par une police puissante et bien outillée.
« Il faut, disait M. Garçon, professeur à la Faculté de
« droit (2), que la police recherche la preuve et ne la
« constate pas ; la constatation sera faite par le juge

(1) M. du Buit, ancien bâtonnier, *Revue pénitentiaire*, 1898.

(2) Discussion à la Société générale des prisons, *Revue péniten-
tiaire*, 1899.

« *publiquement et contradictoirement* » ; après la phase policière qui doit être secrète, et dont aucune pièce écrite ne doit être communiquée au juge (1), « on pourra ouvrir la porte du cabinet du juge d'instruction, car l'instruction sera faite le jour où la cause entrera dans sa voie judiciaire, sans qu'aucun des droits de l'inculpé ait été sacrifié (2) ».

En attendant la réalisation de cette idée, que nous considérons comme salulaire, devrait-on admettre aux interrogatoires et aux confrontations l'adversaire naturel de l'avocat, le ministère public (3) ?

Le rapporteur de la loi de 1897, M. Constans, disait : « Nous n'avons pas autorisé le procureur de la République à venir à l'instruction parce que nous avons jugé que c'était inutile. La situation du prévenu et celle du procureur de la République ne sont pas les mêmes. Le procureur de la République a le droit de

(1) M. Garçon, *Revue pénitentiaire*, 1899 : « Tout écrit, tout rapport présenté par la police et soumis au juge doit entraîner la nullité de la procédure. »

(2) M. Garçon, id. — C'est en somme ce qui se passe en Angleterre : les preuves du crime ou du délit sont réunies, bien plus par les *détectives* et par la partie poursuivante que par les magistrats, et ces recherches ont lieu dans le secret le plus absolu. La police a un dossier qui n'est communiqué ni au prévenu, ni au plaignant, ni à la justice ; les agents, appelés à comparaître dans le cours de l'instruction, doivent toujours déposer oralement et sans produire ce dossier.

(3) V. le projet de loi déposé le 26 janvier 1896 par M. Ricard, Garde des Sceaux.

« se faire communiquer les dossiers, toutes les fois
« qu'il le juge convenable, et il peut, à tout moment,
« requérir des mesures d'instruction. » — Cependant,
n'y aurait-il pas, dans cette contradiction « réelle », un
sérieux avantage ? L'inculpé ne verrait plus un adver-
saire, un accusateur, dans le juge qui l'interroge, et le
magistrat pourrait remplir plus fidèlement le rôle qui
lui est imparti par la loi, celui d'un magistrat impartial,
jugeant tant à charge qu'à décharge (1). Actuellement
il est exposé à un double danger : ou bien il s'élève en
adversaire contre la défense, ou bien il cède à l'avocat,
sans que l'accusation puisse, elle aussi, présenter ses
arguments. « Il faut enlever au juge d'instruction ses
« pouvoirs de police judiciaire et les donner au minis-
« tère public qui est amovible et responsable, pour
« faire du juge un arbitre entre la défense et l'accusa-
« tion, chargé d'une mission pondératrice, statuant dans
« la plénitude de son indépendance (2). »

Malgré les critiques nombreuses formulées contre la
loi de 1897, malgré le peu d'enthousiasme avec lequel

(1) M. Albanel, juge d'instruction au tribunal de la Seine, *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 8^e volume, 1900 : « Ou bien
« nous devons avoir l'instruction contradictoire, avec le ministère pu-
« blic présent, défendant son accusation, ou bien il fallait conserver
« l'ancienne procédure inquisitoire, sans rien ajouter que la commu-
« nication de la procédure au défenseur pendant l'information. » (Con-
grès de Buda-Pesth, 1899.)

(2) M. Albanel, op. cit.

elle a été accueillie dans certains milieux judiciaires (1), malgré ses imperfections, nous estimons qu'elle constitue un progrès : il fallait protéger l'accusé, au cours de l'instruction préalable, non pas contre le magistrat, mais contre sa propre faiblesse et son inexpérience ; il fallait, pour faciliter sa défense, lui assurer le concours d'un auxiliaire instruit et expérimenté, et, pour que ce concours soit réellement profitable à la défense, il fallait ouvrir à l'avocat les portes de l'instruction.

« Tous les éléments de défense, dit l'exposé des motifs
« de la loi, l'avocat ne pourra les puiser dans ses entre-
« tiens avec un client souvent inintelligent et illettré ;
« c'est au cours même de la procédure qu'il pourra
« s'en rendre compte par les dépositions des témoins,
« par la connaissance des questions posées à l'inculpé,
« de ses réponses, des incidents survenus lors des con-
« frontations. »

(1) Voir dans la *Revue Pénitentiaire*, année 1898, l'enquête faite par M. A. Rivière, secrétaire général de la Société générale des prisons. Sa conclusion est celle-ci : pour les inculpés libres, la renonciation à l'assistance d'un conseil est le plus souvent la règle, et cette assistance n'est réclamée que par ceux qui désirent prolonger leur détention préventive.

CHAPITRE IV

LA LOI DE 1897 ET LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Nous disions tout à l'heure, qu'à notre avis, la loi de 1897 constituait un progrès — nous ajoutons que ce progrès était nécessaire. Nos Codes, issus de la Révolution, avaient étendu leur empire, ou du moins leur influence, sur tout le centre et le midi de l'Europe, mais, depuis, les peuples avaient travaillé à améliorer leur législation. Tandis que, sur cette question si importante de l'instruction préparatoire, nous en étions restés, en France, à la législation de 1808, de nombreux codes étrangers nous offraient des modèles à suivre, soit quant aux garanties qu'ils accordaient à l'accusé, soit quant aux moyens de contrôle qu'ils avaient institués en faveur de la défense.

Nous ne reviendrons pas sur l'étude de la législation criminelle de l'*Angleterre*. Nous avons déjà apprécié les mérites de cette procédure accusatoire, où tout se passe publiquement depuis le premier jour de l'instruction jusqu'au prononcé du verdict, où le res-

pect de l'accusé est poussé quelquefois jusqu'à l'exagération (1); — mais nous ne saurions prendre, d'une façon générale, comme exemple, ni même comme point de comparaison, la procédure de ce pays qui diffère profondément du nôtre, plus encore par ses mœurs et ses traditions que par ses principes politiques.

La législation des *États-Unis* procède étroitement de la législation anglaise : c'est la même procédure accusatoire, ce sont les mêmes principes libéraux et élevés, plus larges encore, plus régulièrement établis : ce qui n'est qu'usages en Grande-Bretagne est lois positives aux États-Unis. La publicité des débats, même dans l'instruction préparatoire, la présence d'un défenseur, la suppression de l'interrogatoire, la libre interrogation et contre-interrogation des témoins par les deux parties, en présence du juge impartial, sont autant de principes populairement consacrés et formellement inscrits dans le Code (2).

Antérieurement à la loi française de 1897, trois pays avaient mis en pratique le système de l'instruction contradictoire. — Dans le *canton de Genève*, depuis le Code d'instruction pénale du 25 octobre 1884 (com-

(1) Nous avons vu plus haut par quelle voie détournée, et avec quel soin d'éviter de toucher aux traditions du peuple anglais, le *Criminal Evidence Act* de 1898 a permis à l'accusé d'intervenir aux débats.

(2) Bonnier-Ortolan, *De l'instruction préparatoire*. (Thèse, Paris, 1872.)

plété par des lois de 1890 et 1891), non seulement l'inculpé est libre de conférer avec son avocat (art. 61), non seulement la copie de toutes les pièces de la procédure doit lui être délivrée (art. 63), mais l'instruction préparatoire est facultativement contradictoire (1) : le procureur de la République et le conseil de l'accusé assistent à tous les actes de l'information, si l'une des deux parties en cause le demande (2) ; ils posent toutes les questions et provoquent toutes les mesures qui leur semblent utiles ; ils ont les mêmes droits (3). — En *Écosse*, en vertu des lois du 16 septembre 1887 et du 13 août 1888, le conseil de l'accusé peut assister aux interrogatoires, mais sa présence est contrebalancée par

(1) Toutefois, l'art. 70 décide que le juge d'instruction a le droit de suspendre l'instruction contradictoire, et même de mettre l'inculpé au secret, de sa propre autorité, pendant huit jours ; pour une prorogation de ce délai, il faut une autorisation spéciale de la chambre d'instruction.

(2) Si l'une ou l'autre s'oppose à cette mesure, c'est à la chambre d'instruction de décider.

(3) « Il faut reconnaître, écrivait le président de la Cour suprême de Genève, dans une lettre publiée par le *Journal des Débats* le 48 mars 1896, il faut reconnaître que les résultats produits par cette innovation ont été nuls ou presque nuls, en ce sens qu'il est excessivement rare que le bénéfice de l'instruction contradictoire soit réclamé par l'inculpé ou le ministère public ; sur une moyenne de 2,500 à 2,800 affaires par an, il n'est réclamé que 3 ou 4 fois au plus. C'est là une conséquence forcée des très grandes facilités accordées par le Code de Genève à la défense : faculté pour l'avocat de conférer avec son client et de voir la procédure dès le premier interrogatoire, publicité presque complète de l'information dès que le prévenu est sous mandat. »

celle du ministère public. L'audition des témoins a lieu en présence seulement du ministère public (1). — En *Bosnie-Herzégovine*, le Code du 1^{er} janvier 1892 autorise l'accusé à communiquer avec son avocat en tout état de cause; mais pendant toute la période de l'instruction préparatoire, cette communication ne doit avoir lieu qu'en présence d'un magistrat; pour tous les actes de l'information, le juge et l'inculpé peuvent se faire assister chacun de deux témoins, chargés de corroborer et de contrôler leurs affirmations respectives.

Dans d'autres pays, on s'est contenté d'un contrôle moins actif. Plusieurs législations admettent le droit pour l'inculpé de se faire assister d'un conseil au cours de l'instruction préparatoire, tout en refusant à ce conseil la faculté d'assister aux interrogatoires et aux confrontations.

En *Autriche*, le Code d'instruction criminelle du 1^{er} janvier 1874 autorise l'inculpé à se faire assister d'un avocat, au cours de l'instruction, « soit pour veiller sur
« la conservation de ses droits à chaque acte de la
« procédure qui intéresse directement l'établissement
« du fait, soit pour suivre un recours formé par lui.

(1) M. A. Le Poittevin, *Revue pénitentiaire*, 1899: Presque jamais l'inculpé ne demande l'assistance d'un conseil; l'interrogatoire ayant lieu en présence d'un procureur fiscal et du *sheriff*, celui-ci est le conseil naturel et légal du prisonnier et il le protégerait lui-même contre les questions incorrectes du procureur.

« S'il est détenu, il pourra s'entretenir avec lui, en présence d'une personne attachée au tribunal » (art. 45) ; mais ni l'accusateur, ni le défenseur ne peuvent être présents à l'interrogatoire des inculpés, ni à l'audition des témoins.

En *Hongrie*, depuis le Code pénal du 22 décembre 1896, l'inculpé peut se faire assister d'un défenseur dès le début de l'instruction, et, s'il néglige d'user de cette faculté, son représentant légal, son conjoint, ses ascendants, peuvent charger un avocat ou un professeur de droit de lui prêter son concours (art. 53 et 55) ; mais les parties en cause ou leurs représentants ne peuvent assister aux dépositions des témoins que lorsqu'il est à présumer que ceux-ci ne pourront pas comparaître devant la juridiction de jugement.

En *Allemagne*, le Code de procédure pénale du 1^{er} février 1877 autorise l'inculpé à recourir à l'assistance d'un défenseur en tout état de la procédure (art. 137) ; mais le rôle de ce défenseur, pendant l'instruction, est assez effacé : il ne peut assister ni aux interrogatoires, ni à l'audition des témoins, sauf « les cas d'audition d'un témoin ou d'un expert, si l'on prévoit que ce témoin ou cet expert ne pourra comparaître au cours des débats » (art. 191, § 2). L'inculpé en état de détention préventive est autorisé à communiquer, verbalement ou par écrit, avec son avocat, mais le magistrat instructeur peut exiger que les notes échangées lui soient soumises et qu'un fonctionnaire de l'ordre ju-

diciaire assiste aux entretiens. — Le juge communique le dossier au défenseur, pendant l'instruction, lorsqu'il estime que « cette prise de communication peut avoir « lieu sans nuire au but de l'information » (art. 147, § 2).

En *Belgique*, la loi du 20 avril 1874 dispose que l'accusé peut communiquer librement avec son conseil dès le début de l'instruction; du silence même de la loi, résulte pour l'avocat la défense d'assister aux interrogatoires et confrontations (1). Le droit à la communication des pièces n'est donné à l'inculpé que dans des cas limitativement déterminés.

En *Espagne*, le prévenu peut, « dès qu'il sera déclaré tel, consulter un avocat, soit pour demander la « prompte terminaison de l'instruction sommaire, soit « pour solliciter l'exécution des diligences qui l'intéressent et pour former les prétentions qui se rapportent à sa situation... » (Art. 384 du Code d'instruction criminelle du 14 septembre 1882). « Ni l'accusateur « particulier ni le demandeur civil ne peuvent être présents à l'interrogatoire, lorsque le juge l'aura ainsi « décidé » (art. 435); les témoins déposent en secret, et la communication des pièces est à la disposition du juge d'instruction.

Au *Japon*, l'inculpé peut, en vertu du Code de 1880,

(1) C'est en ce sens que se prononce le projet de réforme. — Le sénateur Bara, ancien ministre de la Justice s'est déclaré, au contraire, partisan absolu de l'instruction publique et contradictoire (Disc. Sénat, 1899.)

communiquer, pendant l'instruction, avec son avocat, en présence d'un officier ou d'un gardien de la prison — mais l'interdiction de communiquer pendant dix jours est toujours renouvelable.

Enfin, plusieurs législations refusent à l'inculpé l'assistance d'un défenseur pendant tout le cours de l'instruction préparatoire. — Parmi elles, il en est qui accordent encore à l'inculpé quelques garanties : en *Russie*, le Code d'instruction criminelle de 1864 permet à l'accusé d'assister à certaines auditions de témoins et de recevoir lecture des dépositions auxquelles ils n'ont pas assisté, — en *Bulgarie*, la lecture des dépositions à l'inculpé est rendue obligatoire par le Code pénal du 2 février 1896.

En *Italie* (1), en *Hollande* (2), en *Suède*, en *Suisse* dans le *canton de Neuchâtel*, en *Turquie*, le système en vigueur est celui que la législation française appliquait avant la loi du 2 décembre 1897 : dans ces pays, l'inculpé se trouve encore exposé à tous les dangers de l'instruction secrète.

(1) Il semble qu'il y ait en Italie une tendance à accepter l'intervention du défenseur à l'instruction. (Voir le rapport de M. Nocito à la Commission ministérielle pour la réforme du Code de procédure pénale, *Rivista Penale*, juillet 1899.)

(2) L'inculpé ne peut avoir de conseil que pendant le temps de la rédaction d'un mémoire en défense, à laquelle peut concourir un avocat désigné par le président du tribunal.

Nous venons de voir que beaucoup de législations étrangères avaient apporté, avant nous, des modifications au régime de l'instruction préparatoire ; que beaucoup avaient, sinon fait disparaître le secret qui l'entoure, du moins accordé de sérieuses garanties à la défense. La France s'était laissée distancer sur la voie du progrès ; — d'un seul bond, elle s'est trouvée portée au premier rang par la loi de 1897.

Quelques nations, avant elle, avaient mis en pratique le système de l'instruction préparatoire, et, chez elles, l'institution n'avait pas porté les fruits qu'on espérait en recueillir. Les résultats obtenus en France, par l'application des nouveaux procédés d'instruction préalable, allaient-ils inciter les criminalistes étrangers à réclamer, pour leurs pays, l'adoption de cette procédure ?

Une assemblée générale de l'Union internationale de droit pénal a eu lieu l'an dernier, en septembre 1899, à Buda-Pesth, et la question a été posée. Des discussions très intéressantes s'engagèrent, des opinions contradictoires furent soutenues avec une égale éloquence — et beaucoup de membre du congrès, étrangers ou même Français, s'élevèrent contre le principe de l'instruction contradictoire. Certains orateurs prononcèrent de véritables réquisitoires : les uns, tout en souhaitant que la législation assure plus largement à l'accusé les moyens de se défendre, déclarèrent que l'assistance du

conseil et de l'inculpé à tous les actes de l'instruction était une innovation peu désirable et inutile (1); — d'autres, partisans absolus de l'instruction secrète, critiquèrent, plus ardemment encore, la loi française qu'ils estimaient dangereuse en ce qu'elle était une gêne pour le juge d'instruction, un fardeau pour l'avocat, un péril pour l'inculpé, car elle prolongeait la durée des procès : « Cette loi, disait un des congressistes (2), va
« contre l'intérêt du peuple, bien qu'on prétende qu'elle
« soit démocratique, parce qu'elle retarde la solution
« des petites affaires, dans lesquelles le peuple surtout
« est intéressé. »

Quant aux défenseurs du principe de l'instruction contradictoire, beaucoup d'entre eux ne ménagèrent pas les critiques à la loi française ; les uns lui repro-

(1) Le docteur de Balogh, conseiller à la Cour d'appel de Buda-Pesth, préconisait pour l'avenir l'organisation d'un système de *défenseurs publics*, nommés par l'Ordre des avocats, grâce auquel les inculpés pauvres pourraient être défendus aussi bien que les riches. — M. Berger, avocat à Buda-Pesth, critiquait cette proposition : « Si l'ac-
« tion de l'avocat ne relève pas de l'inculpé, disait-il, s'ils ne sont pas
« ses mandataires et s'ils n'agissent jamais qu'en vue de la justice
« objective, ne seront-ils pas trop éloignés de leurs clients ? Ils ne
« pourront servir l'instruction, ne devant pas livrer leurs clients,
« qu'ils ne couvriront pas cependant avec tout leur zèle, s'ils ne mé-
« ritent pas leur confiance. » — *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 8^e vol., 1900.

(2) M. Tanoviceanu, professeur à l'Université de Bucarest. — Après lui, MM. Félisch et Aschrott, conseillers de justice à Berlin, parlèrent dans le même sens. — *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 8^e vol., 1900.

chèrent d'être incomplètement contradictoire (1), d'autres critiquèrent l'admission de l'avocat dans des cas trop nombreux : elle ne doit être accordée, disaient-ils, que dans certains procès et pour certains actes seulement de l'instruction (2).

Enfin, un savant professeur (3) demandait qu'au lieu d'être confiée à un juge, l'instruction préalable soit remise toute entière entre les mains du ministère public — et cet avis fut partagé par plusieurs de ses collègues. « Il faut, disait un membre français du congrès (4), « il faut que la police ou le ministère public, qui est la « haute police, puisse librement et avec indépendance, « chercher toutes les preuves sans être entravée par des « formalités ; mais la décision de tous les actes, qui « peuvent compromettre la liberté du prévenu (perquisitions, détention préventive, mise en jugement...), « doit être transportée au juge d'instruction. » — C'est là, en somme, la théorie soutenue par M. Garçon, que nous avons exposée plus haut et à laquelle nous serions tentés de nous rallier.

(1) M. Prins, professeur à l'Université de Bruxelles (Congrès de Buda-Pest, 1899.)

(2) Docteur Kronecker, conseiller à la Chambre de justice de Berlin. — Docteur Barna, conseiller à la Cour d'appel de Buda-Pesth. — Docteur Rosenblatt, professeur à la Faculté de Cracovie... (Congrès de Buda-Pesth, 1899).

(3) Docteur Zucker, professeur à la Faculté de Prague.

(4) M. Conte, juge au tribunal de Marseille. — Après lui, MM. Albanel et Aschrott ont parlé dans le même sens (congrès de Buda-Pesth, 1899).

En résumé, la loi de 1897 rencontre, en France et à l'étranger, de nombreux détracteurs. Même aux yeux de beaucoup de ses partisans, elle ne semble pas répondre aux desiderata de ceux qui, tout en voulant assurer à la liberté de la défense les garanties nécessaires, craignent, en accordant à l'inculpé une situation trop favorable, d'apporter trop d'entraves à l'un des besoins les plus essentiels de la Société : la répression des délits et des crimes. — Elle marque cependant, nous le croyons, une révolution dans l'histoire de la procédure criminelle. Avec elle disparaît la dernière trace laissée dans le Code par l'Ordonnance de 1670 ; avec elle l'obscurité, qui enveloppait toute la phase préparatoire de ce drame que constitue tout procès criminel, se dissipe assez pour que la lumière pénètre jusqu'à l'infortuné qui, innocent ou coupable, a senti s'appesantir sur lui la main de la justice.

Récemment, un député proposait à la Chambre des députés de compléter l'œuvre de la loi de 1897. « Entre
« la procédure orale au grand jour de la Cour d'assises,
« disait-il (1), et la procédure désormais contradictoire
« qui se poursuit devant le juge d'instruction, il y a
« une sorte de chambre secrète, de couloir mystérieux
« que l'inculpé est obligé de traverser avant d'arriver
« à l'audience : c'est la chambre des mises en accusa-
« tion. » Il demandait que le ministère public et les

(1) M. Cruppi. Séance du 9 juin 1899.

conseils de la partie civile et du prévenu soient admis à assister aux débats de cette chambre et à présenter sommairement leurs observations. La Chambre des députés a adopté cette proposition. Bientôt, sans doute, le dur chemin que l'accusé doit suivre avant d'arriver au plein jour de l'audience, il pourra le parcourir tout entier en s'appuyant sur un guide, dont le dévouement et l'habileté aideront le magistrat à découvrir et à sauvegarder l'innocence, et inclineront quelquefois la Justice à la commisération envers le coupable.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude, après avoir retracé rapidement l'histoire des progrès et des reculs de ce principe essentiel à toute société, la *liberté de la défense*, nous devons nous demander à quels résultats a abouti cette longue et pénible lutte qui s'est livrée chez l'homme entre la conscience et l'intérêt, lutte qui est le perpétuel résumé de tous les drames qui constituent les annales de l'humanité.

« Les hommes, dit Montesquieu (1), peuvent faire
« des injustices, parce qu'ils ont intérêt de les com-
« mettre et qu'ils aiment mieux se satisfaire que les
« autres. C'est toujours par un retour sur eux-mêmes
« qu'ils agissent : nul n'est mauvais gratuitement ; il
« faut qu'il y ait une raison qui détermine, et cette rai-
« son est toujours une raison d'intérêt. »

Les passions sont d'un jour, les vérités sont éternelles. Les efforts accumulés de tous les intérêts humains ont pu retarder, mais n'ont pu arrêter la marche d'une idée aussi conforme aux aspirations des hommes que

(1) *Lettres Persannes*. Lettre LXXXIV.

l'idée de justice : et cette idée, à travers tous les siècles, en dépit de tous les obstacles, s'est rapprochée sans cesse de ce but qu'elle n'atteindra jamais, l'Idéal.

Peut-on apprécier exactement le chemin accompli ? Peut-on dire : « Aujourd'hui tout est bien, tous les vœux sont exaucés ? » Non. Qui sait ce que seront les désirs de demain, les espoirs des générations à venir. Tout au plus a-t-on le droit de croire que le travail effectué a été productif, que la semence jetée depuis des siècles par des âmes généreuses qui devançaient le temps, a porté ses fruits. Des étapes décisives ont été franchies le jour où l'esclavage a disparu, le jour où le serf est devenu homme libre, le jour où la Révolution a proclamé l'égalité des hommes devant la loi ; — dans le domaine social ces progrès ne sont que le point de départ de revendications nouvelles ; n'en sera-t-il pas ainsi dans le domaine judiciaire ?

Mais avant de songer aux progrès qu'elle pourra faire dans un avenir plus ou moins lointain, il faut assurer l'œuvre de justice, telle qu'elle existe actuellement, contre toutes les tentatives de réaction ; il faut la protéger contre les entreprises toujours à craindre des passions humaines. Ces passions, qui semblent endormies pendant de longues périodes, que l'on croit disparues, emportées avec tant d'autres souvenirs d'une époque passée, ressuscitent tout à coup, rejetant violemment le voile léger de la civilisation, sous lequel elles sont restées quelques temps cachées ; elle se répandent dans

l'air et, sous leur action, des éclipses de justice se produisent : des juges oublient les principes les plus sacrés de leur mission d'impartiale équité, des gouvernements provoquent ou subissent des lois d'exception qui enlèvent les accusés à leurs juges naturels, des foules applaudissent aux actes qui violent leurs plus sûres garanties.

Il suffit d'un vent de passion qui peu à peu s'enfle, se déchaîne, se transforme en un orage qui déracine les lois, jette à terre les barrières protectrices des libertés : ce souffle destructeur, c'est la politique.

« On ne voit pas, dit Dupin aîné, les gouvernements
« et les juges violer les formes quand il s'agit de pro-
« noncer sur le sort d'un voleur, d'un bigame ou d'un
« assassin. On instruit longtemps leur procès ; on les
« laisse se choisir librement des conseils et des défen-
« seurs, on les écoute patiemment, on les interroge
« avec calme, on les juge sans partialité, ils jouissent
« réellement de toute la protection de la loi (1). »

« S'agit-il d'un procès politique ? Tout est changé !
« Le pouvoir ne s'en remet pas seulement aux lois du
« soin de le venger. Il change l'ordre des juridic-
« tions ; il cherche des juges dévoués, il violente ou
« dirige leurs consciences, il dispense des formes, il
« abrège les délais, il ne leur demande pas justice, il
« leur demande du sang..... ils en donnent. »

(1) Dupin aîné, *Discours et plaidoyers*, tome IX.

Une pareille distinction ne doit plus être possible.

Il ne peut y avoir deux façons de juger, car il n'y a qu'une justice : tout homme à quelque parti qu'il appartienne, quel que soit le crime qu'on lui reproche, a droit aux mêmes garanties, et aucun intérêt n'est supérieur à celui de l'être qui se défend.

Pour mettre la justice à l'abri des attaques des passions, il n'y a qu'un remède : il faut apprendre aux hommes que la liberté de la défense est un des biens les plus précieux du patrimoine moral de la Société, il faut apprendre aux citoyens que toute atteinte à cette liberté est un crime commis contre leur pays, qui portera devant la postérité la responsabilité de ce crime de lèse-humanité.

Vu :

Le Président de la thèse,

SALEILLES.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	4

PREMIÈRE PARTIE

De la procédure accusatoire

CHAPITRE I ^{er} . — La justice à l'époque franque.....	21
CHAPITRE II. — La féodalité	27
CHAPITRE III. — De la procédure criminelle devant les juridictions ecclésiastiques.. ..	33
CHAPITRE IV. — Introduction de la procédure inquisitoire devant les juridictions laïques.....	39
CHAPITRE V. — Transformation des cours féodales et extension de la justice royale.....	42

DEUXIÈME PARTIE

De la procédure inquisitoire

CHAPITRE I ^{er} . — De la procédure ordinaire et extraordinaire..	51
CHAPITRE II. — Des tribunaux d'exception.....	56
CHAPITRE III. — Aggravation de la procédure inquisitoire par les Ordonnances royales.....	65
CHAPITRE IV. — De la justice politique avant Richelieu.....	72
CHAPITRE V. — De la justice politique sous Richelieu.....	78
CHAPITRE VI. — De la justice politique après Richelieu	90

CHAPITRE VII. — L'Ordonnance criminelle de 1670.....	96
CHAPITRE VIII. — La réaction au XVIII ^e siècle.....	109

TROISIÈME PARTIE

La liberté de la défense pendant la Révolution

CHAPITRE I ^{er} . — Les lois de l'Assemblée constituante.. . . .	123
CHAPITRE II. — Le tribunal du 17 août 1792	131
CHAPITRE III. — Le tribunal révolutionnaire.....	139
CHAPITRE IV. — La justice révolutionnaire à Paris.. . . .	143
<i>A)</i> Jusqu'au décret du 9 brumaire an II.....	143
<i>B)</i> Du 9 brumaire au 15 germinal an II.....	148
<i>C)</i> Du 15 germinal au 22 prairial an II.....	156
<i>D)</i> Du 22 prairial au 9 thermidor an II.....	161
CHAPITRE V. — La justice révolutionnaire en province.....	169
<i>A)</i> Les juridictions.....	169
<i>B)</i> Tribunaux de l'Ouest.....	172
<i>C)</i> Tribunaux du Midi.....	182
<i>D)</i> Tribunaux du Nord et de l'Est.....	194
CHAPITRE VI. — La réaction thermidorienne. — Suppression du tribunal révolutionnaire.....	200

QUATRIÈME PARTIE

La liberté de la défense depuis la Révolution

CHAPITRE I ^{er} — Le Code des délits et des peines.....	209
CHAPITRE II. — Le Consulat et les lois de l'an IX.....	213
CHAPITRE III. — La justice politique du Consulat.....	218
CHAPITRE IV. — Napoléon et le Code d'Instruction criminelle..	225
CHAPITRE V. — La Restauration et la réaction ultra-royaliste.	235
CHAPITRE VI. — La Révolution de 1848 et le coup d'Etat de 1852.	247

CINQUIÈME PARTIE

La liberté de la défense dans le droit actuel

CHAPITRE I ^{er} — De la situation des accusés d'après le Code de 1808.....	257
CHAPITRE II. — Des différents systèmes d'instruction préalable.	261
CHAPITRE III. — La loi du 8 décembre 1897.	269
CHAPITRE IV. — La loi de 1897 et les législations étrangères....	283
CONCLUSION.....	295

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. X 5098
